

CK  
BS

# REVUE DU MARCHÉ COMMUN



**LIBRARY**

Nouvelles difficultés budgétaires, C. COVA. — En lisant les documents communautaires... L'amélioration des relations économiques CEE-Japon : aux Européens de jouer ? P. MAILLET. — La procédure de concertation entre le Parlement européen et le Conseil, W. NICOLL. — La coopération politique européenne et l'Etat d'Israël, Y. PRIDAN. — Quelques réflexions politico-juridiques autour de l'élimination des mesures d'effet équivalent : unité du marché commun, principe logique ou principe organique ? A.R. LEITAO. — Réflexions autour du caractère commun de la politique commerciale à l'exportation de la CEE, R. POURVOYEUR et P. ROOSENS. — Limites et enjeux d'une politique culturelle pour la Communauté européenne ? F. MASSART-PIERARD.

N° 293 JANVIER 1986

# DROIT SOCIAL

DECEMBRE 1984  
NUMÉRO SPÉCIAL

Direction :  
Jean-Jacques Dupeyroux

## Les salaires

*Observations sur l'évolution des politiques de rémunération*, par Raymond SOUBIE

•

*La négociation sur les salaires : problèmes juridiques*, par Jean PELISSIER, professeur de droit du travail à l'université Jean Moulin (Lyon III)

*Développement de la jurisprudence condamnant l'indexation des salaires*, par Jean SAVATIER, professeur à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers

*La réduction du salaire*, par Bernard TEYSSIÉ, professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier

•

*Les salaires d'inactivité*, par Jean SAVATIER, professeur à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers

*Les limites de la notion de salaire : œuvres sociales et cotisations sociales*, par Pierre VELLIEUX, président de la chambre sociale de la Cour de cassation

Interventions de Jean SAVATIER, et de Maurice COHEN, rédacteur en chef de la R.P.D.S.

•

*Egalité professionnelle, principes et pratiques*, par Jacqueline LAUFER, professeur au Centre d'Enseignement supérieur des Affaires (HEC, ISA, CFC)

•

*L'évolution du salaire horaire minimum et des salaires horaires moyens ouvriers depuis 1950*, par Evelyne BUGHIN et Jean-François PAYEN, Service des Etudes et de la Statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

*L'indexation des salaires remise en cause ?* par Laurent VASSILLE, chargé de mission au Centre d'étude des revenus et des coûts

**DROIT SOCIAL**

5, rue Soufflot - 75005 PARIS



---

## sommaire

---

### problèmes du jour

- 1 Nouvelles difficultés budgétaires, par Colette COVA

---

### chronique économique communautaire

- 3 En lisant les documents communautaires...  
L'amélioration des relations économiques CEE-Japon : aux Européens de jouer ? par Pierre MAILLET

---

### problèmes juridiques et institutionnels

- 11 La procédure de concertation entre le Parlement européen et le Conseil, par W. NICOLL, directeur général au Secrétariat général du Conseil des Communautés européennes
- 16 La coopération politique européenne et l'Etat d'Israël, par Yaacov PRIDAN, chef adjoint de la Mission d'Israël auprès des Communautés européennes, Bruxelles
- 21 Quelques réflexions politico-juridiques autour de l'élimination des mesures d'effet équivalent : unité du marché commun, principe logique ou principe organique ? par A.R. LEITAO, chargé de cours à l'Université de Coïmbra

---

### l'économie et le social dans le marché commun

- 26 Réflexions autour du caractère commun de la politique commerciale à l'exportation de la CEE, par Robert POURVOYEUR, directeur au Secrétariat général du Conseil de la Communauté européenne, professeur à l'Université d'Anvers et Paul ROOSENS, assistant à l'Université d'Anvers
- 34 Limites et enjeux d'une politique culturelle pour la Communauté européenne ? par Françoise MASSART-PIERARD, docteur en Sciences politiques et sociales (UCL), chef de travaux au Département des Affaires publiques et internationales (UCL), chargée d'enseignement à l'institut d'études européennes (UCL), secrétaire général de la Société européenne pour l'étude des relations internationales (SEPERI)

---

### actualités et documents

- 41 Communautés européennes
- 54 Bibliographie
- 

© 1986 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent.*

*Voir en page II les conditions d'abonnement.*



REVUE DU  
**MARCHÉ  
COMMUN**

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

**Comité de rédaction**

Pierre ACHARD

Jean-Pierre BRUNET

Jean-François DENIAU

Jean DROMER

Pierre DROUIN

Mme Edmond EPSTEIN

Jacques EPSTEIN

Pierre ESTEVA

Renaud de la GENIERE

Guy de LACHARRIERE

Patrice LEROY-JAY

Pierre MASSE

Jacques MAYOUX

François-Xavier ORTOLI

Paul REUTER

Jacques TESSIER

Robert TOULEMON

Daniel VIGNES

Jean WAHL

Armand WALLON

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

**BULLETIN D'ABONNEMENT A  
LA  
REVUE DU MARCHÉ COMMUN**

Je m'abonne à *La Revue du Marché Commun* pour un an au prix de

- ☐ France : 516,35 + TVA 4 % 20,65 = 537 F (\*)  
☐ Étranger : 572 F

Ci-joint la somme de.....

- ☐ Par chèque bancaire à l'ordre des  
*Éditions Techniques et Économiques*  
☐ Virement CCP 10 737 10 Paris

NOM : .....

ADRESSE : .....

Date :

Signature :

(\*) Tarif au 1.05.1985.

à retourner à

**REVUE DU  
MARCHÉ COMMUN**

**EDITIONS  
TECHNIQUES  
ET ÉCONOMIQUES**

3, rue Soufflot  
F - 75005 PARIS

Tél. (1) 634.10.30

# NOUVELLES DIFFICULTÉS BUDGÉTAIRES

Colette COVA

Surprise. Après avoir réglé le problème de la compensation britannique, celui de l'augmentation des ressources propres de la CEE, il semblait bien que l'exercice budgétaire 1986 serait facile. C'était sans compter avec le Parlement européen et sa volonté de rappeler à tout prix les pouvoirs dont il bénéficie dans le domaine budgétaire. A la fin décembre 1985, Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée de Strasbourg a signé un budget dépassant assez largement la marge de manœuvre que le Traité de Rome autorise aux députés européens. Exaspérés par des années de querelles entre les deux branches de l'autorité budgétaire — le Conseil des ministres et le Parlement —, 7 Etats membres de la CEE ont décidé de porter l'affaire devant la Cour de justice européenne.

Autre difficulté à prévoir pour les prochains mois, les nouvelles ressources propres de la CEE seront épuisées plus rapidement que prévu. Dès 1987, les recettes seront, à coup sûr insuffisantes, peut-être même dès 1986, selon les plus pessimistes.

## L'affaire 1986

Dès la première lecture du budget en novembre, le Parlement européen a manifesté sa mauvaise humeur estimant, non sans raison, que les crédits votés par le Conseil des ministres ne tenaient compte ni des dépenses qu'allait entraîner l'élargissement, ni du « poids du passé », c'est-à-dire les dépenses dérivant d'engagements antérieurs. Lors de la deuxième lecture, les Dix ont accepté de briser le carcan de la discipline budgétaire et ont porté les crédits à 32,7 milliards d'Ecus. Mais cette décision a été jugée de nouveau inacceptable par le Parlement car si les crédits étaient suffisants pour couvrir le coût de l'élargissement, ce n'était pas le cas pour le « poids du passé ».

Le 12 décembre, l'Assemblée de Strasbourg a donc voté un budget de 33,3 milliards d'Ecus, soit seulement 300 millions d'Ecus de plus que les crédits que les Dix étaient prêts à engager après une dernière concertation. D'où la colère de la plupart des Etats membres pour lesquels ce vote était illégal. Motif, le Parlement européen a le droit d'augmenter les dépenses non obligatoires (DNO) — essentiellement les fonds structurels — mais en respectant un certain pourcentage qui était cette année de 7,1 % de l'assiette des DNO de 1985. Or dans leur volonté de coup de force, les députés ont dépassé leur marge de manœuvre de près de 22 %.

C'est pourquoi le 19 décembre, le Conseil a décidé à la majorité d'engager un recours devant la Cour de justice européenne pour faire annuler le budget voté par le Parlement. Seules l'Italie, la Grèce et l'Irlande, les 3 pays qui bénéficient le plus des fonds structurels, ont estimé que les augmentations décidées par les parlementaires étaient justifiées.

La parole est maintenant aux juges de Luxembourg. Sur un plan juridique, la Cour va sans doute dénoncer l'illégalité des actes du Parlement. Une première en quelque sorte, car le Traité de Rome est muet à cet égard, le Parlement étant autorisé à dépasser sa marge de manœuvre seulement s'il obtient un consensus du Conseil.

Cependant la Cour n'ira probablement pas jusqu'à annuler le budget car, dans cette hypothèse, le régime des douzièmes provisoires s'appliquerait, c'est-à-dire que



dans un premier temps les dépenses 1986 seraient effectuées selon le rythme mensuel de l'année précédente. On imagine l'anarchie qui en résulterait alors que la CEE vient d'accueillir l'Espagne et le Portugal. Vraisemblablement, les problèmes pourraient être circonscrits aux points litigieux c'est-à-dire aux crédits destinés aux fonds structurels. Il reste très difficile d'imaginer le compromis que le Conseil et le Parlement pourraient trouver pour régler le contentieux. Et d'ailleurs, le Conseil des ministres désire-t-il réellement arriver à un compromis... ?

## Régler le compromis par le biais d'un budget rectificatif ?

Outre cette querelle institutionnelle, l'exercice budgétaire 1986 réserve d'autres surprises notamment dans le secteur agricole. La forte baisse enregistrée par le dollar au cours des derniers mois va accroître considérablement le niveau des restitutions payées par les caisses européennes pour favoriser les exportations agricoles. De plus, la concurrence sur le marché mondial est plus vive que jamais puisqu'à la chute du billet vert il faut ajouter les dispositions prises par Washington (programme Bicep). Pour maintenir ses parts de marchés, la CEE devra payer des subventions qui atteindront sans doute un niveau record. Bref, on va vers une explosion des dépenses du FEOGA-Garantie même si les prix agricoles 1986/87 n'augmentent pas par rapport à la campagne précédente et même si les Douze parviennent à réaliser quelques économies par le biais d'une réforme des organisations communes de marché des céréales et de la viande bovine, comme le propose la Commission européenne.

De toute façon, il est pratiquement acquis que Bruxelles devra proposer un budget rectificatif dans le courant de 1986. Dans ce cadre, les Douze devraient peut-être accepter des dépenses supérieures à celles votées par le Parlement avec une nouvelle répartition des crédits entre les différents postes. Le différend pourrait être ainsi réglé sans que le Conseil ou le Parlement ait le sentiment d'avoir perdu la face ! A moins que le Conseil qui a jusqu'ici toujours perdu dans les affrontements budgétaires avec l'Assemblée refuse tout arrangement...

Les incessantes querelles budgétaires entre le Conseil et le Parlement prouvent de toute façon que les différends vont bien au-delà des difficultés techniques. Il est d'abord tentant pour le Parlement européen d'utiliser au

maximum ses pouvoirs, dans le seul domaine où il dispose d'un authentique droit de décision, puisqu'il peut arrêter ou rejeter le budget. Son élection au suffrage universel depuis 1979 l'a sans doute aussi conforté dans ce rôle.

Autre déséquilibre évident, le Parlement contrôle les dépenses mais n'a aucun pouvoir en matière de recettes.

Il reste aussi que les recettes qui alimentent les caisses européennes n'ont pas augmenté comme on aurait pu l'espérer il y a une vingtaine d'années, lorsque les règles ont été fixées. La crise économique a limité la croissance du commerce international et de la consommation intérieure et donc des droits de douane et de la TVA, dont les Etats membres versent actuellement 1,4 % au budget européen. Quant aux prélèvements agricoles, ils sont par trop imprévisibles.

## A quand le 1,6 %

Même si le Parlement et le Conseil parviennent à régler leur conflit, les ennuis budgétaires de la CEE sont loin d'être terminés pour autant. L'insuffisance des ressources propres sera flagrante dès l'élaboration de l'avant-projet de budget pour 1987, si l'augmentation des dépenses se poursuit au rythme actuel. En juin 1986, en présentant ses propositions budgétaires pour l'année prochaine, la Commission devra donc indiquer si elle envisage de porter de 1,4 à 1,6 % le plafond du taux de TVA versé par les Etats membres. Cette augmentation était en principe prévue seulement pour le 1<sup>er</sup> janvier 1988, et encore après un accord à l'unanimité.

Comment réagiront les principaux « banquiers » de l'Europe, l'Allemagne, le Royaume-Uni et... la France qui depuis 2 ans a rejoint le camp des contributeurs nets, même si ce n'est que de quelques centaines de millions d'Ecus ? Déjà, le gouvernement de Bonn avait lié étroitement la première augmentation des ressources propres à l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. A quelles conditions cette fois les Allemands subordonneront-ils leur accord ? Quant aux Britanniques, ils reparleront sans doute de nouveau de réduction drastique des dépenses agricoles. L'attitude des Français pourrait être plus ambiguë.

De nouvelles querelles budgétaires entre les Etats membres, comme celles du début des années 80, risquent à première vue de nuire à la notion de cohésion communautaire définie au Sommet de Luxembourg. A moins qu'au contraire le débat ne mette en évidence la nécessité de chercher des voies pour une plus grande intégration ?

## EN LISANT LES DOCUMENTS COMMUNAUTAIRES...

### L'amélioration des relations économiques CEE-Japon : aux Européens de jouer

Pierre MAILLET

Le taux de couverture des importations de la CEE en provenance du Japon par nos exportations vers ce pays est tombé de 73 % en 1970 à environ 35 % aujourd'hui. Cette détérioration des relations commerciales entre les deux ensembles économiques est considérée comme préoccupante par les Européens et ceux-ci estiment que leur partenaire devrait la corriger par des efforts auxquels ils le convient régulièrement depuis une dizaine d'années, sans réussite, puisque ce taux de couverture a encore baissé depuis 1975 où il atteignait 44 %. Tout récemment, en novembre 1985, trois Commissaires ont pris leur bâton de pèlerin pour rencontrer une nouvelle fois les autorités japonaises, apparemment sans grand succès (1).

Il n'est alors pas sans intérêt de s'interroger sur les raisons de l'évolution observée et de réfléchir sur les inconvénients qu'elle peut présenter et les parades qu'on peut envisager. La parution récente d'un mémorandum de la Commission (2) nous y incite en apportant des éclairages importants sur certains points, qui seront largement complétés à partir d'autres documents.

Les développements qui suivent seront regroupés autour de quatre rubriques :

- les faits, et notamment l'évolution comparée des balances commerciales du Japon et de la CEE et l'évolution des relations commerciales entre les deux ensembles,
- les explications des évolutions constatées,
- les problèmes posés par ces évolutions,
- les éléments de solution envisageables.

#### **I. — Les faits. Un déséquilibre commercial avec le Japon n'est pas spécifique à la Communauté.**

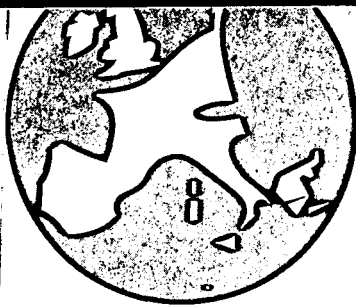
La détérioration de la balance commerciale CEE-Japon rappelée plus haut n'est pas un phénomène isolé. Il faut en effet observer la croissance continue du taux de couverture de l'ensemble du commerce extérieur du Japon, passé de 0,8 en 1964 à 1,4 en 1978, niveau auquel il est approximativement resté depuis. Cela contraste évidemment avec la situation de la CEE dont le taux de couverture oscille entre 0,95 et 1.

En même temps que cette amélioration du taux de couverture, on constate que la part du marché mondial tenue par les exportations japonaises a plus que doublé en 20 ans (passant de 3,9 en 1964 à 8,5 en 1982), alors que celle de la CEE restait constante. Il y a certes à la fois une augmentation des exportations et des importations, mais l'excédent va croissant.

Ainsi le solde positif de la balance commerciale a atteint 44 milliards de dollars en 1984 et l'excédent de la balance des paiements courants a atteint 1,8 % du PIB en 1983 et 2,6 % en 1984.

(1) Cf. l'article de Valérie Hirsch, « CEE-Japon : vers une nouvelle approche multilatérale » dans le numéro de décembre de la *Revue du Marché Commun*.

(2) Analyse des relations Communauté-Japon. Communication de la Commission au Conseil du 15.10.1985 (Document COM (85) 574). Sauf indication contraire, les citations de cet article sont issues de ce document.



De ce fait, le Japon est devenu un grand pays créateur. Les sorties de capitaux (court et long terme) ont atteint 49 milliards de dollars en 1984 et dépasseront ce chiffre en 1985. Les capitaux investis à l'étranger s'élèvent à environ 100 milliards de dollars (alors que les investissements étrangers au Japon n'atteignaient que 5 milliards en mars 1984).

« Le total des investissements japonais dans la Communauté à 10 s'élève à 7,7 milliards de dollars (mars 1985). L'investissement japonais est cependant largement concentré dans les secteurs bancaire et commercial. Le montant des investissements des entreprises de la Communauté au Japon reste à un niveau modeste : 650 millions de dollars (mars 1984). Concentré dans quelques secteurs essentiellement manufacturiers (chimie, pharmacie), il n'a pas augmenté au même rythme que les investissements américains ».

En ce qui concerne plus spécifiquement les relations CEE-Japon, il ne faut pas oublier que s'ils sont appréciables en valeur (24,5 milliards d'Ecus de ventes du Japon à la CEE, 9 milliards de ventes de la CEE au Japon), ces échanges demeurent minimes si on les compare aux flux totaux : 2,3 % des exportations extra et 6,3 des importations extra de la CEE, 10,4 % des exportations du Japon et moins de 7,4 % de ses importations.

Enfin la nature des produits échangés est totalement différente dans les deux sens : « les exportations japonaises vers la CEE sont constituées presque exclusivement de produits manufacturés, et largement concentrées dans le secteur de la mécanique (machines et appareils électriques, électroniques et non électriques, matériel de transport) qui représente environ 80 % de leur valeur totale ». Au contraire « l'évolution récente des importations en provenance de la CEE est inquiétante : en 1984, les seules catégories qui ont progressé sont la viande (reprise des exportations de porc), les métaux non ferreux et les matières plastiques. Par contre, les importations de nombreux produits agricoles transformés (alcools notamment), d'équipement de bureau et de vêtements ont diminué ». Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre à la Communauté, les importations japonaises de produits manufacturés demeurent très nettement inférieures à celles de ses principaux partenaires :

	Japon	CEE	USA
en % des importations totales	24	44	66
en % du PIB	2,7	6,3	7,8

En ce qui concerne les investissements japonais en Europe, ils sont jusqu'à maintenant faits principalement hors du secteur manufacturier (environ les trois quarts) : ainsi, par exemple, selon la Banque d'Angleterre, 29 banques japonaises auraient fourni l'année dernière 22 % des prêts en sterling consentis en Grande-Bretagne.

Ces investissements revêtent soit la forme de financement lors d'accords de coopération avec des entreprises européennes (ainsi Siemens, Thomson, Olivetti — pour ne citer qu'un secteur considéré comme particulièrement sensible — ont monté d'importantes opérations conjointes en Europe avec des partenaires nippons), soit le rachat d'entreprises européennes en difficulté (convaincus que par une meilleure gestion ils les redresseront), soit enfin tout simplement la création d'entreprises filiales (mais c'est plus rare).

L'observation des faits mène ainsi à quatre constatations essentielles :

- globalement l'économie japonaise est relativement moins ouverte que celle d'ensembles économiques de dimension équivalente (le rapport des exportations au PIB vaut 15 % au Japon, contre 8 % aux USA, mais 16 % pour la CEE (extra seulement), 33 en RFA, 24 en France, 29 au Royaume-Uni),

- l'insertion du Japon dans la division internationale du travail se fait essentiellement par des importations de produits primaires (matières premières, produits agricoles, énergie) et des exportations de produits manufacturés (et tout spécialement de produits de haute technologie), alors que l'Europe importe à la fois produits primaires et produits manufacturés,

- les déséquilibres observés dans les échanges CEE-Japon (tant en valeur totale qu'en égard à la nature des produits échangés) s'observent également avec les autres pays industrialisés (quoique peut-être à un degré moindre),

- à l'agressivité commerciale du Japon fait suite maintenant une offensive d'investissements.

## II. — Les explications des évolutions se trouvent chez les deux partenaires

L'explication des faits constatés peut être recherchée tant dans le fonctionnement de l'économie japonaise que dans celui de l'économie européenne.

### a) Le fonctionnement d'ensemble de l'économie japonaise

« L'expansion de l'économie japonaise compte parmi les plus dynamiques de la zone OCDE. Le produit national brut s'est accru de 3,4 % et de 5,8 % en termes réels en 1983 et 1984 (contre 0,9 % et 2,2 % dans la Communauté). Pour l'année 1985, les évaluations les plus récentes tablent sur une croissance de l'ordre de 4,7 % ».

Mais la progression de la demande intérieure est un peu plus faible et la croissance a été largement tirée par l'extérieur (selon certaines estimations, 1,6 % en 1983, 2 % en 1984 et 1 % en 1985 et 1986).

De plus, « du fait des caractéristiques sociales propres au Japon et d'un système fiscal qui favorise l'épargne au détriment des emprunts, le niveau de l'épargne est très élevé par rapport à celui des autres grands pays industrialisés. Malgré une croissance relativement forte de l'économie japonaise, la demande interne a été insuffisante pour absorber l'épargne disponible. Il en est résulté un large excédent de la balance commerciale et des sorties croissantes de capitaux malgré un déficit budgétaire important ».

La valeur du yen est restée ces dernières années à un niveau faible, tant par le fait du différentiel d'intérêt avec New York que « par la réticence de la part des autorités japonaises, à permettre à cette devise de jouer pleinement son rôle dans le système monétaire international ». Très curieusement, seulement 40 % des exportations et 3 % des importations japonaises sont libellées



en yen, les chiffres homologues étant 98 et 85 pour les Etats-Unis, 82 et 43 pour la RFA, 76 et 38 pour le Royaume-Uni.

Dans les réserves mondiales en devises, le yen compte pour 4 %, contre 70 pour le dollar et 12 pour le DM.

« Dans la période récente, les autorités japonaises ont entamé une politique de libéralisation et, progressivement mais lentement, le yen est utilisé dans les transactions extérieures.

Le mouvement de libéralisation a cependant été inégal et, dans une certaine mesure, asymétrique. Le démantèlement du contrôle des changes, en décembre 1980, en permettant aux résidents d'effectuer des transactions à l'étranger, a entraîné des sorties importantes de capitaux à long terme, essentiellement de nature financière et dirigées vers des investissements en dollars, qui ont affaibli le yen. La libéralisation des investissements au Japon n'a pas progressé aussi rapidement ni dans la même mesure et l'accès des investisseurs étrangers reste limité » (3).

Le caractère dual de l'économie japonaise est également un trait important. On sait que, contrairement aux économies européennes où les niveaux de rémunération (à qualification donnée) sont analogues (ou restent dans des fourchettes assez étroites) sur l'ensemble du territoire et dans l'ensemble des branches et entreprises et où les niveaux de protection sociale sont équivalents pour tous les travailleurs, au Japon il y a une opposition tranchée entre les grandes entreprises industrielles, donnant des salaires élevés et assurant une forte stabilité de l'emploi (on reste à vie dans l'entreprise) et les petites et moyennes entreprises industrielles (souvent sous-traitantes des premières) de distribution ou de services où les salaires sont très inférieurs (souvent de 30 à 40 %), où la protection sociale est très faible et surtout où l'instabilité d'emploi est courante : c'est largement par le jeu de l'emploi dans ces entreprises que se font les adaptations structurelles, ce qui facilite la tâche de gestion des grandes entreprises qui sont précisément celles qui exportent.

De plus, l'intégration verticale poussée et la mobilité du personnel au sein de ces groupes (contrepartie de la garantie de fait de l'emploi) facilitent les adaptations et rendent plus faciles les réductions rapides et intenses de certaines productions au profit du développement non moins rapide d'autres. C'est en effet une des caractéristiques de l'économie japonaise que la rapide transformation de la structure sectorielle des activités (part des diverses branches dans l'ensemble du système productif).

On peut ajouter enfin que si les Japonais investissent substantiellement à l'étranger, ce n'est pas uniquement parce qu'ils en ont les moyens du fait de leur excédent commercial, mais aussi parce que c'est pour eux un moyen de tourner certains comportements protectionnistes de leurs partenaires : lorsque nous demandons — et obtenons — un freinage de leurs exportations (par exemple sous forme d'accords d'auto-limitation) ou lorsque, à la demande du groupe Philips (appuyé par quelques autres) nous avons frappé les importations d'électrophones à disque compact d'une taxe de 19 %, il est évident que par là nous les incitons (involontairement !) à venir investir chez nous.

(3) Au cours de ces dernières années, l'économie japonaise est caractérisée par un double déséquilibre : déficit important des finances publiques, excédent commercial important. Cela contraste avec la situation des Etats-Unis, où il y a concomitance de deux déficits.

## b) L'accès au marché japonais

La vente de biens et services sur le marché japonais se heurte à des difficultés de divers ordres, les unes nettement économiques, les autres de caractère plus sociologique (et donc évidemment plus difficiles à réduire, même si on le voulait).

Le Japon se glorifie fréquemment d'avoir le tarif douanier le plus faible des pays de l'AGETAC (le GATT). Effectivement, le taux moyen pondéré est très bas, depuis la mise en œuvre des concessions accordées par le Japon lors du Tokyo-round. Mais on sait que le caractère protecteur d'un tarif douanier ne se repère pas par son niveau moyen, mais au contraire par sa dispersion autour de la moyenne. Or, si, dans l'ensemble, le tarif ne constitue pas un obstacle réel à la pénétration du marché japonais, il connaît pour divers produits des niveaux élevés. « C'est surtout pour certains produits agricoles que subsistent des barrières élevées (droits de 25 à 40 %, quelquefois combinés à des restrictions quantitatives). Cette protection freine essentiellement les exportations communautaires dans les secteurs suivants :

- \* boissons alcooliques (vins, whiskies, brandies, etc.) : le tarif est nettement plus élevé pour les importations en bouteilles ; s'y ajoutent des droits d'accise qui pénalisent les produits de haute qualité ;

- \* biscuiterie, chocolaterie, confiserie (les importations totales ne représentent plus en 1983 que 2,5 % de la production japonaise, contre 4 % en 1979) ;

- \* le fromage naturel (droit de 30 %) et les produits laitiers (droits élevés et contingents).

Dans le secteur industriel, des droits élevés subsistent sur le menthol, l'acide nitrique, certains vêtements, les cuirs et chaussures (y compris les chaussures de ski). Pour les cuirs et chaussures en cuir naturel existent en outre des restrictions quantitatives très sévères.

Les restrictions quantitatives, qui concernent également certaines viandes, fruits et légumes en conserve, produits dérivés des céréales, produits de la pêche, sont souvent administrées de façon peu transparente et non conforme au Code GATT sur les licences à l'importation », et ceci demeure vrai encore après les réductions consenties à l'issue du Tokyo-round. Certes le Programme d'action annonce des réductions ou suspensions totales dès 1986, mais la plupart portent sur des droits dont le niveau est déjà relativement bas : « de plus, les tarifs et les charges fiscales élevées auxquels se heurtent certains produits exportés par la CEE n'ont pas fait l'objet de réductions significatives. Enfin, les séries successives de mesures ont apporté peu de changements aux contingents et autres restrictions quantitatives résiduelles affectant les produits exportés par la Communauté, et le Programme d'action ne contient rien de substantiel dans ce domaine ». On peut enfin noter que « l'application de réglementations autres que douanières (respect de normes techniques, sanitaires, vétérinaires, etc.) entraîne des délais qui, dans certains cas, peuvent être considérables, car elles nécessitent l'intervention des administrations compétentes pour les divers contrôles, avant que la douane puisse procéder au dédouanement des marchandises ».

En ce qui concerne les marchés publics, le rapport de la Commission estime que « les autorités japonaises n'ont fait que des efforts limités en vue d'acheter des produits étrangers. La plupart des achats qui ont été faits dans le cadre du Code GATT sur les achats gou-



vernementaux ont été caractérisés par un nombre élevé de marchés de gré à gré et par une pénétration faible des importations ». La Communauté n'a toutefois pas en la matière une conscience suffisamment pure pour se plaindre... ni même forcément intérêt à une ouverture réciproque.

Tous les exportateurs — et pas seulement européens — estiment se heurter à des obstacles abusifs du fait de normes et spécifications techniques propres au seul marché japonais, du manque de transparence des réglementations, de procédures d'examen et de certification exagérément méticuleuses.

Le secteur des services (banques, assurances, professions juridiques) complètent souvent indispensable des activités d'exportation, se heurte à des obstacles quasi insurmontables du fait des contrôles et réglementations très strictes.

« Le système japonais de distribution, long et compliqué, et souvent contrôlé directement ou indirectement par les producteurs japonais, constitue un obstacle à la commercialisation des produits importés, notamment les produits de consommation ».

Nous retrouvons ainsi toute la palette des obstacles, parfois tarifaires, mais surtout non tarifaires, qu'emploient les divers pays pour freiner la pénétration de leur marché national par des produits étrangers et que l'AGETAC, par diverses négociations internationales (dont la prochaine doit s'engager bientôt), cherche à démanteler. Mais il semble bien que l'effet, voulu ou de fait, de ces diverses mesures soit nettement plus marqué au Japon que dans les autres pays industrialisés ; et notamment en Europe (on a souvent dit à cet égard que la frontière de la Communauté était « une passoire »).

Ce serait toutefois une erreur grave de penser que ces obstacles ont été érigés de façon purement artificielle et que leur démantèlement pourrait résulter d'une simple décision du gouvernement, obéi par son administration. Le fond des choses est en effet de nature plus sociologique.

La croissance relativement modique de la demande intérieure tient certes à divers éléments de la politique économique menée, mais s'explique également — et peut-être encore plus — par la traditionnelle frugalité du Japonais, qui se contente d'un logement petit... et vide. Question de génération peut-être, mais le changement ne peut être que progressif.

On parle souvent, pour les entreprises, « de comportements et d'habitudes découlant de liens d'intégration verticale et horizontale qui existent au sein des grands groupes industriels, commerciaux et financiers ». Certes, mais c'est la manifestation de traits fondamentaux du peuple japonais : le Japonais s'est toujours senti intégré à un groupe ; ce fut la famille (large), le clan, c'est aujourd'hui l'entreprise et la nation ; l'homme au service de la nation par l'entreprise, l'entreprise intégrée dans un ensemble d'entreprises. La tentative de Mac Arthur de dissoudre les zaibatsus s'est heurtée à une opposition farouche en profondeur et dès le départ de l'occupant américain, ceux-ci se sont reconstitués. Quant à l'habitude d'« acheter et de consommer japonais », elle est ancestrale et exprime la conviction que le produit japonais est le meilleur.

Face à des comportements si profondément ancrés dans la mentalité de la population, il n'est pas surprenant (démocratiquement, il n'est même pas choquant) que les directives ou décisions gouvernementales aillent

dans le même sens. Et il serait illusoire de penser que des réglementations différentes puissent avoir un effet rapide.

### c) L'économie européenne

Il y a enfin à chercher des éléments d'explication au déséquilibre commercial européen-japonais du côté des Européens eux-mêmes.

Pour vendre à l'étranger, il faut être compétitif et fabriquer les produits que demande l'étranger. Pour ne pas acheter à l'étranger, il faut être compétitif et fabriquer les produits que demande le marché intérieur. Remarques de bon sens, certes, mais qui expliquent bien des choses.

Une partie appréciable des produits que l'Europe importe du Japon, elle ne les fabrique pas elle-même. L'exemple des magnétoscopes est à peine caricatural, où on a cherché à freiner l'entrée en France de produits qu'on n'y fabriquait pas en quantité suffisante pour répondre à la demande. Pucés électroniques, robots, etc. sont importés parce que nous n'en fabriquons pas assez.

Pour d'autres produits, comme l'automobile, c'est la compétitivité qui est en jeu. Il est vrai que le marché japonais est quasi totalement fermé, mais si les automobiles japonaises débarquent en Europe, c'est qu'elles sont moins chères. Effet de la sous-évaluation du yen, en partie ; mais surtout problème d'efficacité comparée. Si les constructeurs japonais ont accru, entre 1975 et 1983, leur part de marché de 9 à 21 % aux Etats-Unis, de 2 à 11 % en RFA, de 6 à 15 % en Suède, c'est à la fois grâce aux prix et à une bonne adaptation de la qualité à ces marchés. Et les prix bas découlent plus de la productivité que des salaires. Comme fait remarquer Lesourne, « alors que le grand public ne pense qu'à l'automatisation, la réussite japonaise réside avant tout dans une leçon de simplicité. (Dans l'industrie automobile) les Japonais se sont efforcés de fractionner les lots de production. Cela permet aux opérateurs de mieux contrôler par eux-mêmes la qualité de leur propre travail et de se concerter plus facilement entre eux sur ce sujet. D'où la nécessité de changements rapides d'outils, un domaine dans lequel les entreprises japonaises sont passées maîtres... Cet exemple montre que l'essentiel ne réside pas dans l'utilisation ponctuelle de telle ou telle technologie, mais dans le système de production dans son ensemble » (4).

Enfin, on doit observer que les investissements japonais sont parfois fortement sollicités : la plupart des pays, et même des régions (comme l'Alsace) ont ouvert ces dernières années des bureaux à Tokyo et se livrent une concurrence acharnée pour attirer chez eux les investissements japonais, en leur octroyant au moins les mêmes avantages qu'aux investisseurs nationaux et parfois même plus (5).

(4) Lesourne Jacques : L'entreprise et ses futurs. Masson, 1985.

(5) Ainsi, il semblerait que la décision de Nissan de construire au Royaume-Uni une usine automobile, d'un coût de 500 millions de dollars, ait été favorisée par l'engagement des syndicats de ne pas faire grève et le financement par le gouvernement du tiers du coût de l'installation (*Business Week*, 11.11.1985).

### III. — Les problèmes posés par ces évolutions tiennent surtout à la concentration de la concurrence japonaise sur certains produits

En soi, un déséquilibre commercial — même important et durable — entre deux entités économiques ne pose pas automatiquement problème. La contrainte, pour un pays, porte sur l'équilibre de l'ensemble de ses relations économiques extérieures ;

— ensemble des partenaires. Une balance commerciale équilibrée est généralement la somme de balances excédentaires avec certains partenaires et de balances déficitaires avec d'autres ;

— ensemble de flux. Un déficit commercial durable est possible s'il est compensé par d'autres rentrées, notamment de rémunérations de facteurs, un excédent commercial est durablement possible s'il est compensé par des placements de capitaux à l'étranger.

Un déficit de 15 milliards de dollars avec le Japon ne représente que 3,5 % des exportations totales (extra) de la CEE, il est donc a priori parfaitement tolérable, surtout maintenant où le problème de la facture pétrolière s'est fortement atténué. Si on s'en préoccupe, c'est qu'il est en fait l'expression ou l'origine de deux phénomènes qui, eux, peuvent être considérés comme tout à fait préoccupants : la concentration des exportations japonaises sur un petit nombre de produits, les investissements japonais en Europe.

#### 1. La concentration des exportations japonaises

Comme dit le rapport de la Commission, « un motif supplémentaire d'inquiétude réside dans la détérioration de la qualité du commerce bilatéral, les exportations japonaises se concentrent sur une gamme restreinte de produits à haute valeur ajoutée, tandis que les importations en provenance de la Communauté ne progressent sensiblement que pour les matières premières et demi-produits ».

Il en va donc pour le Japon comme pour les nouveaux pays industrialisés : leurs exportations nous posent problème parce qu'elles sont concentrées sur un petit nombre de produits et que le dynamisme commercial de ces pays conduit à des taux de croissance extrêmement forts (en 1984, en provenance du Japon : matériel de bureau +40 %, matériel de construction +32 %, générateurs électriques +26 %). La soudaineté et la brutalité de ces conquêtes commerciales viennent perturber gravement les unités de production en place en Europe, et ceci est évidemment d'autant plus mal perçu socialement que nous connaissons globalement un chômage massif qui rend les réadaptations de la main-d'œuvre très difficiles.

Pour les produits japonais s'ajoute un élément supplémentaire : ce sont, on l'a vu, des produits de haute technologie, qui commandent en partie l'évolution technico-économique de nos pays. La domination japonaise pour la fourniture de ces produits risquerait alors, aux yeux de certains, de peser durablement sur certaines orientations de notre appareil productif, on va y revenir.

#### 2. Les investissements japonais à l'étranger

On a vu que l'existence d'un substantiel excédent commercial permet au Japon des exportations élevées de capitaux. Ces flux de capitaux se dirigent actuellement à titre principal vers les Etats-Unis, et sont en partie appréciable des capitaux de court terme, mais une partie en finance aussi la réalisation d'investissements substantiels en Europe. Un certain risque de prise de possession de l'industrie européenne par le pays du Soleil levant est alors ressenti confusément par une partie de l'opinion européenne (résurgence du vieux mythe du péril jaune). *Après nous être plaint de l'ampleur des ventes japonaises (de produits) sur nos marchés, nous commençons à nous inquiéter des achats (d'entreprises) dans nos économies.* Cette inquiétude est-elle pertinente ? Cette interrogation repose le problème, très général, des investissements étrangers, mais sur un cas assez particulier.

Le comportement individuel des entreprises européennes est assez clair et compréhensible : lors du rachat d'entreprises en difficulté, c'est souvent la solution la plus bénéfique, c'est parfois même la seule ; quant aux accords de coopération, l'objectif poursuivi est double : bénéficier de l'avance technologique japonaise, espérer prendre pied plus facilement (ou moins difficilement) sur le marché japonais. Chaque entreprise bâtit sa stratégie largement en fonction de ses intérêts propres, c'est-à-dire en recherchant le meilleur moyen d'assurer son propre développement.

Mais vue dans l'optique de l'économie toute entière, la question prend une autre dimension, parce que d'autres critères viennent s'ajouter. D'un côté, il est certain que l'arrivée de concurrents dynamiques, technologiquement en avance, ayant des conceptions originales en matière de gestion, peut donner un coup de fouet bénéfique à l'économie concernée (on peut se souvenir que l'expansion de l'économie belge au début des années soixante a été, de l'avis général, favorisée par l'arrivée d'entreprises étrangères, en l'occurrence américaines, car on n'était qu'au début du marché commun). Et de fait c'est un argument qu'on voit apparaître périodiquement dans les déclarations officielles des gouvernements : le fait d'une certaine implantation japonaise peut se présenter comme a priori favorable. Mais la question se pose en fait en termes de seuils et de branches. D'une part, une certaine dose forte met cette branche sous la direction de centres de décision étrangers avec les inconvénients économiques et sociaux qui en découlent : au-delà d'un certain seuil, l'implantation étrangère pose problème. C'est là que la distinction par branche prend toute son importance. Certaines branches ou produits jouent en effet un rôle prépondérant dans l'évolution de l'économie : il s'agit notamment de certains matériaux ou demi-produits (par exemple les composants dans l'électronique, mais aussi certains matériaux nouveaux ayant des propriétés originales, tels que les alliages à mémoire) et de certains biens d'équipement (certains robots), qui peuvent, les uns ou les autres, constituer un « point de passage obligé » pour le développement de secteurs entiers (télécommunications, informatique, spatial) ou pour la modernisation de nombreuses branches.

Si l'Europe considère que sa dimension économique lui permet a priori de disposer d'une industrie européenne impliquée dans la quasi-totalité des domaines et des produits (ce qui n'exclut évidemment pas des échanges sur un nombre appréciable de produits, notamment du fait de différenciations de qualité) et si en même



temps elle estime que, pour jouer un rôle politique important dans les affaires mondiales (et il y a sur ce point une sérieuse pente à remonter), il lui est indispensable de ne pas trop dépendre économiquement de l'extérieur — et donc de disposer effectivement de cette industrie très polyvalente —, alors la domination de l'étranger — et a fortiori d'un seul pays — dans la fourniture de produits économiquement stratégiques est à éviter.

\*\*

Si le déséquilibre global en valeur des échanges commerciaux entre la CEE et le Japon peut inciter à se poser des questions et peut constituer un point de départ valable pour amorcer des négociations, il faut éviter néanmoins qu'une focalisation sur ce phénomène conduise à se tromper d'objectif et à négliger les vraies préoccupations. Un certain rééquilibrage global serait évidemment le bienvenu, mais le fond du problème est ailleurs : il est d'une part dans la brutalité avec laquelle le marché européen est envahi, d'autre part dans la subordination de l'Europe au Japon pour la fourniture de produits stratégiques. Ce sont ces deux problèmes qu'il faut s'efforcer de résoudre.

#### IV. — Les solutions se trouvent dans une riposte européenne adaptée

Un certain rééquilibrage (en valeur globale, mais surtout en ce qui concerne la composition par produits) des échanges commerciaux entre la CEE et le Japon peut être recherché par diverses méthodes. Les unes requièrent une modification des comportements japonais, les autres une modification des comportements européens : deux voies, mais d'importance inégale.

##### 1. La voie japonaise d'un rééquilibrage n'est pas à négliger

Elle peut être cherchée dans trois directions : une réduction de l'agressivité commerciale japonaise, une ouverture du marché japonais, une stimulation de l'économie japonaise dans son ensemble.

La première idée est d'essayer de *freiner les exportations japonaises*. La fermeture pure et simple du marché européen, décidée de façon unilatérale, n'est guère praticable (le précédent des magnétoscopes de Poitiers a montré le danger des victoires à la Pyrrhus dans la mesure où cette action, inefficace en fait, a laissé des traces psychologiques durables). Il faut donc recourir à des méthodes plus subtiles.

Quelques *relèvements douaniers temporaires* (et parfaitement compatibles avec les accords internationaux s'ils sont compensés par d'autres mouvements en sens inverse) peuvent apporter un ballon d'oxygène à certains produits particuliers, cela ne peut aller loin.

L'obtention, à la suite de négociations, d'*accords d'auto-limitations*, par lesquels le partenaire s'engage à respecter des quotas d'exportations pour certains produits, a été une méthode assez employée depuis quelques années. Elle a le mérite d'éviter des perturbations trop fortes liées à l'invasion massive et soudaine de produits étran-

gers. Elle n'a toutefois de sens que si la période pendant laquelle les produits indigènes jouissent d'une protection est pleinement mise à profit par les producteurs européens pour s'adapter en mettant en œuvre toute la palette des restructurations nécessaires. La négociation de tels accords n'est ainsi valable que jumelée à un programme de réorganisation de l'industrie européenne correspondante. Sinon, ce sera un coup d'épée dans l'eau, au détriment des consommateurs (6). On doit de plus observer que les produits japonais qui sont provisoirement écartés du marché européen, les entreprises européennes vont les retrouver sur les marchés des pays tiers où la concurrence japonaise sera renforcée.

A maintes reprises, la Communauté (comme d'ailleurs également les Etats-Unis) a *demandé au Japon de faire un effort pour augmenter ses importations* et ce pays a plusieurs fois donné une réponse favorable... plus ou moins suivie d'effets.

Ainsi « par la Déclaration « Ushiba » de mars 1978, le Japon avait « prévu » une « augmentation substantielle » de ses importations de produits manufacturés. Une certaine augmentation s'est effectivement produite en 1978 et 1979 (où la proportion des produits manufacturés dans les importations totales japonaises est montée à 22,5 %, pour revenir à 19 % en 1980, et atteindre 23,8 % en 1984) mais l'évolution n'a pas atteint le niveau espéré » et « pratiquement aucune année ne s'est passée sans que le Japon n'annonce de nouvelles mesures de libéralisation de son marché. Sept « paquets » de mesures ont été ainsi annoncés depuis janvier 1982 jusqu'à ce jour, auxquels s'ajoute le « Programme d'action de 3 ans » annoncé le 30 juillet dernier ». En fait « aucun renversement de tendance n'a pu être constatée, mais de nouveaux produits sont apparus sur le marché. Les exportations de produits manufacturés de la Communauté demeurent limitées en volume alors que les exportations de demi-produits (métaux non ferreux, produits chimiques) progressent ». Et de cela, il n'y a pas lieu de s'étonner, puisque, comme le dit un Japonais lui-même, « le problème ne concerne pas des barrières non tarifaires officielles, mais des barrières non officielles. Les barrières non tarifaires sont importantes dans l'économie japonaise. Néanmoins la nature non officielle de ces barrières rend difficile pour le gouvernement japonais d'ouvrir plus le marché. S'il s'agissait de barrières officielles, nous pourrions faire quelque chose, mais comme elles sont non officielles de nature, nous avons à trouver de nouveaux procédés pour les réduire » (7). Même en faisant la part du fait qu'il s'agit d'une déclaration japonaise, il est certain qu'elle reflète profondément la réalité. Cela ne signifie pas qu'il faille cesser de faire pression sur le gouvernement japonais pour qu'il amplifie ses efforts sur ses propres acteurs économiques, mais cela signifie qu'il serait illusoire d'attendre des résultats substantiels à un horizon pas très éloigné.

La troisième idée est de *pousser les Japonais à stimuler leur économie*, et notamment leur demande intérieure. On ferait ainsi d'une pierre deux coups, en rédui-

(6) Pour un développement de ce point, cf. Pierre Maillet : « Mehr « Gemeinsamer Markt » und mehr Gemeinschaft oder höherer Aussenschutz ? Eine französische Sicht ? », Schriftenreihe des Arbeitskreises. Europäische Integration e.V. Nomos Verlagsgesellschaft. 1985.

(7) Yoshitomi Masaru (Director of General economics branch à l'OCDE), « Economic relations between Europe, Japan and the US : past and future trends, in Ecu-yen Europe and Japan for a more stable international economic and monetary system ». IMI Montedison Rome 1985. Actes d'un colloque, édité par Gilberto Gabrielli et Dario Velo.

sant le déséquilibre commercial et en faisant jouer à l'économie japonaise un rôle de locomotive mondiale, prenant partiellement le relais de l'économie américaine qui s'essouffle. Ce sera certainement l'un des thèmes du prochain sommet occidental qui se tiendra à Tokyo en mai 1986.

Il faut toutefois reconnaître « qu'il est difficile sinon délicat pour les gouvernements étrangers d'intervenir : il appartient au Gouvernement japonais et à ses milieux économiques d'énoncer cette politique et d'accélérer les évolutions qui se font jour ».

De plus, une stimulation par les finances publiques de l'économie japonaise se heurterait au fait que « la progression des déficits budgétaires ayant été particulièrement rapide au Japon au cours des années 1970 en raison d'une assiette fiscale particulièrement étroite (la part des impôts directs et indirects dans le PNB n'atteignant que 20 %), la dette publique s'est accrue rapidement et s'élève actuellement à 67,5 % du PNB ». La politique budgétaire devra donc demeurer restrictive pour plusieurs années, ce qui exclut une relance par les finances publiques.

Au total, même si la « voie japonaise » doit continuer à être explorée, il semble irréaliste d'en attendre quelque chose de significatif à échéance de quelques années et il faut donc regarder si ce n'est pas plutôt dans une voie européenne qu'on peut trouver de réels éléments de réponse aux problèmes.

## 2. Seule la voie européenne peut apporter des réponses à la hauteur des problèmes

La voie européenne est d'autant plus à explorer qu'elle seule peut permettre de s'attaquer aux vrais problèmes qui, on l'a vu, ne sont pas tellement un déséquilibre global que des concurrences localisées. D'ailleurs, même « à supposer que les exportations CEE progressent de 10 % par an et que les exportations japonaises demeurent inchangées, il faudrait 13 ans pour rétablir un certain équilibre », par contre, des actions plus localisées peuvent avoir un impact plus rapide.

Trois pistes sont à explorer : une meilleure adaptation à la conquête du marché japonais, un renforcement de la compétitivité européenne, la définition d'une stratégie européenne en ce qui concerne la coopération avec les pays tiers.

Aussi bien les exportateurs européens qui ont réussi sur le marché asiatique que les milieux industriels japonais soulignent que, fréquemment, les industriels européens ne cherchent pas suffisamment à adapter leurs produits et leurs méthodes de vente aux caractéristiques du marché japonais. Pour remédier à cette carence, « la Commission a poursuivi son programme destiné aux milieux industriels et d'affaires de la Communauté, qui est largement concentré sur la formation des cadres aux réalités du marché japonais et sur des actions sectorielles destinées à bénéficier à l'ensemble de la profession concernée. Devant les résultats largement positifs qui ont été obtenus, elle estime qu'il est nécessaire de développer les actions dans ce domaine » dont on peut attendre une certaine amélioration de la situation.

C'est toutefois dans le renforcement de la production et de la compétitivité européennes dans les branches où se développe la production japonaise que réside l'action essentielle : si la croissance des exportations vers le Japon ne peut être que très progressive, et si la préoccupation principale concerne la domination japonaise sur

certaines produits, ce n'est que par un développement en Europe d'une production compétitive de ces produits qu'on pourra, en « reconquérant » (et dans certains cas en conquérant) le marché européen, répondre au défi japonais. Plus facile à dire qu'à faire, bien sûr. On peut néanmoins présenter quelques observations qui, sans traiter spécifiquement du problème japonais, concernent des actions susceptibles d'aider à le résoudre.

L'Europe pourrait *utiliser plus efficacement son potentiel de recherche*. L'effort global — en termes de dépenses ou de chercheurs — est largement le double de celui du Japon. Mais émanant de douze économies nationales (et pour les quatre-cinquièmes de quatre d'entre elles) dont les gouvernements et les entreprises ont plus l'idée de se concurrencer que de se renforcer mutuellement, les mêmes domaines, les mêmes thèmes, sont explorés deux, trois ou quatre fois... si bien qu'avec, sur ces thèmes, des efforts globaux souvent très supérieurs à celui du Japon, les résultats sont plus modiques. Certes, des efforts d'information mutuelle sur les dépenses publiques se développent depuis plus de quinze ans, dans le cadre communautaire, mais on est encore loin d'une véritable concertation des programmes nationaux. Il faut toutefois souligner le cas original du programme ESPRIT, sur lequel le comité d'évaluation constitué milieu 85 par la Commission (et constitué de MM. Pannenberg, Danzin et Warnecke) a porté une appréciation très favorable : il a été à l'origine de coopérations entre entreprises qui paraissent pouvoir aller nettement plus loin que leur objet initial de recherches précompétitives dans le domaine des technologies de l'information. Un tel cas devrait constituer un précédent et être suivi par d'autres (la portée de l'opération EUREKA comme stimulation de coopération est encore difficile à estimer aujourd'hui, aux yeux de certains elle paraît plus la juxtaposition de projets qu'un programme coordonné générateur de coopérations, mais elle est encore en train de se mettre en place).

L'Europe pourrait *mieux exploiter les conséquences du grand marché*, générateur potentiel d'efficacité par une meilleure valorisation des économies d'échelle et des phénomènes de spécialisation. L'accord obtenu aux derniers sommets pour viser l'achèvement du marché intérieur en 1992 va dans le bon sens, reste à le concrétiser.

L'Europe pourrait *favoriser les coopérations entre partenaires européens*, qui elles aussi pourraient renforcer l'efficacité grâce à une meilleure valorisation de la recherche, une meilleure complémentarité des productions, une meilleure utilisation des réseaux commerciaux, éventuellement l'atténuation de la concurrence sur certains gros marchés étrangers qui profite en définitive plus à l'acheteur étranger qu'à l'économie européenne. Dans ce domaine, peu de progrès ont été faits pour supprimer les divers obstacles qui existent ; ainsi, par exemple, la mise en place d'un cadre juridique facilitant de telles coopérations se fait toujours attendre. Et les coopérations sont alors peu nombreuses entre entreprises, de même que sont insuffisamment nombreux des projets communs, alors que les cas d'Airbus de l'Agence spatiale européenne, de la coopération sur les réacteurs nucléaires surgénérateurs, montrent la possibilité d'obtenir ainsi de réels succès.

L'Europe pourrait *développer le marché des capitaux à risque*. Des initiatives ont récemment vu le jour, elle restent encore d'ampleur modique.



Il y a ainsi toute une série de pistes, d'un coût économique faible ou nul, que l'Europe pourrait exploiter et c'est toujours un important sujet d'étonnement pour nos concurrents qu'elle ne s'y engage pas plus hardiment.

Enfin se pose le problème de la *coopération avec les pays tiers*, et plus particulièrement avec le Japon. Des entreprises s'y engagent de plus en plus, mais en ordre dispersé ; les instances communautaires ont parlé à maintes reprises de « développer une coopération équilibrée dans les domaines industriel, scientifique et technologique ». Reste à préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par équilibré.

Nous abordons ici la pierre de touche du développement d'une véritable industrie européenne, capable de constituer le socle économique de l'Union politique européenne. C'est dire que nous ne pouvons plus raisonner seulement en termes d'efficacité économique, mais que la dimension politique prend toute son importance, ce qui peut amener à une opposition entre le point de vue des entreprises, à base de raisonnements économiques (partiels de surcroît) et le point de vue de la puissance publique, qui ajoute des critères supplémentaires, notamment un critère d'autonomie.

Le comportement des Européens ne peut manquer d'être très fortement influencé par l'idée qu'ils se font de l'aspiration à une autonomie plus ou moins poussée de l'entité Europe vis-à-vis des grandes puissances. Le degré d'autonomie politique et culturelle souhaitée a évidemment des répercussions économiques sur la constitution d'un véritable système productif européen, marqué par des entreprises plurinationales européennes et des coopérations entre entreprises ; ceci n'exclut pas des relations avec des entreprises de pays tiers, mais dans une dose qui laisse à l'industrie européenne son autonomie technologique et décisionnelle.

Qui peut définir cette dose ? Evidemment pas seulement les entreprises, qui n'ont pas la compétence (au double sens du mot, responsabilité et aptitude) pour définir une stratégie politique de relations internationales, mais pas seulement les puissances publiques, qui manquent d'éléments pour apprécier pleinement les aspects économiques. Ce n'est que par une concertation poussée entre les deux partenaires — c'est-à-dire en fait, tant qu'on n'a pas une véritable union politique européenne, entre les entreprises, les gouvernements, les institutions communautaires — qu'on pourra *élaborer une véritable stratégie industrielle*, au moins pour les secteurs les plus fondamentaux, dans le cadre de laquelle chacun pourra alors définir son comportement propre.

Un cas tout récent — et qui ne concerne pas le Japon — est encore venu nous rappeler le besoin impérieux d'une telle stratégie, c'est celui de la société britannique d'hélicoptères Westland : à l'heure où nous écrivons, on ne sait encore si cette entreprise partira dans l'orbite américaine ou si, par un effort in extremis, il sera possible de la maintenir dans l'orbite européenne, mais il est certain qu'il aurait été bien préférable d'organiser les choses « à froid » suffisamment à l'avance.

Sans même se référer à Clausewitz qui nous a enseigné depuis longtemps que dans un conflit seul gagne celui qui pratique l'offensive, on peut plus modestement rappeler l'expérience des enfants qui apprennent à leurs dépens que les doléances ou les récriminations présentées au « grand méchant » qui les bat ne servent à rien, que l'appel au « maître » (ici le GATT ou l'OCDE) est mal vu (et celui-ci souvent ne peut ou ne veut intervenir) et que seule compte en définitive la constitution d'un groupe de « petits » qui sont décidés à constituer un front commun...

# LA PROCÉDURE DE CONCERTATION ENTRE LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL \*

W. NICOLL

*Directeur général au Secrétariat général  
du Conseil des Communautés européennes*

Une procédure permettant aux participants dans une procédure législative de se concerter en cas de divergences est parfaitement normale. Washington connaît la « conférence » entre représentants de la « House » et du « Senate ». A Westminster existe la réunion — plus formelle que substantielle — d'un comité de la Maison des Communes qui explique aux représentants des Lords les raisons qui ont conduit celle-là à ne pas suivre les positions prises par les Lords dans leurs votes sur un projet de loi.

Dans la Communauté européenne la procédure de « concertation » est très spécifique. Elle concerne certains actes ayant des conséquences financières et s'inscrit donc dans le rendez-vous des pouvoirs législatifs et budgétaires du Conseil, et les pouvoirs budgétaires du Parlement. Certes, le Parlement a adopté une conception plus large et a tendance à considérer que chaque rencontre avec le Conseil revêt le caractère d'une concertation, notamment les réunions qui précèdent la première et la deuxième lecture du Conseil du projet de budget annuel général. En plus, le Parlement veut étendre le champ d'application de la concertation au-delà de ses limites actuelles. Une majorité des Etats membres est en faveur d'une telle extension.

La procédure de concertation, proprement dite, est la contre-partie logique du pouvoir budgétaire du Parlement en ce qui concerne surtout les dépenses non-obligatoires. Consulté sur un projet en conformité avec le Traité, le Parlement adopte certains amendements et peut demander que, si le Conseil entend s'écarter de ces derniers, une concertation s'impose, dont le but serait d'arriver à un accord entre les deux Institutions. Le Parlement est représenté par une délégation composée pour l'essentiel de membres de la Commission traitante. La Commission dite « exécutive » participe. Les résultats de la réunion de la « Commission de concertation » font l'objet d'un rapport que la délégation parlementaire adresse à son Institution. Pour sa part, le Conseil (se réunissant dans la composition appropriée) peut entériner les résultats d'une concertation dès qu'ils sont acquis et, le cas échéant, procéder à l'adoption formelle de l'acte en question.

La procédure de concertation fut instaurée en vertu d'une déclaration commune adoptée le 4 mars 1975 simultanément avec la modification des traités qui augmenta en 1975 les pouvoirs budgétaires du Parlement.

Le texte se lit comme suit :

« L'Assemblée, le Conseil et la Commission,

considérant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975, le budget des Communautés est intégralement financé par des ressources propres aux Communautés ;

considérant que, pour la mise en œuvre de ce système, l'Assemblée sera dotée de pouvoirs budgétaires accrus ;

considérant que l'accroissement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée doit être accompagné d'une participation efficace de celle-ci au processus d'élaboration et d'adoption des décisions qui engendrent des dépenses ou des recettes importantes à la charge ou au bénéfice du budget des Communautés européennes,

Conviennt de ce qui suit :

1. Il est institué une procédure de concertation entre l'Assemblée et le Conseil avec le concours actif de la Commission.

\* Le présent article a été écrit par l'auteur à titre personnel et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'institution à laquelle il est attaché.





2. La procédure est susceptible de s'appliquer pour les actes communautaires de portée générale qui ont des implications financières notables et dont l'adoption n'est pas imposée par des actes préexistants.

3. Au moment de présenter une proposition, la Commission indique si l'acte en question est, à son avis, susceptible de faire l'objet de la procédure de concertation. L'Assemblée, lorsqu'elle donne son avis, et le Conseil peuvent demander l'ouverture de cette procédure.

4. La procédure s'ouvre si les critères prévus au paragraphe 2 sont réunis et si le Conseil entend s'écarter de l'avis adopté par l'Assemblée.

5. La concertation a lieu au sein d'une « commission de concertation » groupant le Conseil et des représentants de l'Assemblée. La Commission participe aux travaux de la commission de concertation.

6. Le but de la procédure est de rechercher un accord entre l'Assemblée et le Conseil.

La procédure devrait se dérouler normalement au cours d'un laps de temps n'excédant pas trois mois, sauf dans l'hypothèse où l'acte en question doit être adopté avant une date déterminée ou s'il existe des raisons d'urgence, auxquels cas le Conseil peut fixer un délai approprié.

7. Lorsque les positions des deux Institutions sont suffisamment proches, l'Assemblée peut rendre un nouvel avis, puis le Conseil statue définitivement ».

Il y a lieu de remarquer que le champ d'application est circonscrit : seuls sont admis à la concertation les actes visés au paragraphe 2, qui comporte trois qualifications distinctes et importantes.

D'autre part, l'objectif de la concertation est précis. Il ne s'agit pas d'un simple échange de vues mais d'une convergence (paragraphe 6).

## La pratique

Selon la mémoire folklorique, l'une des premières applications de la procédure a donné entière satisfaction. Il s'agit du règlement financier, adopté par le Conseil le 21 décembre 1977, après concertation (JO L 356 du 31.12.1977).

Si cette mémoire est bonne, la satisfaction est rare. Plus récemment la procédure de concertation ne semble pas avoir réalisé ses objectifs. En effet, le processus de négociation entre les États membres à l'intérieur du Conseil et de ses instances, risque d'épuiser la disponibilité des participants d'accepter de rouvrir des points qui auront été longuement débattus, y compris les propositions du Parlement, reprises éventuellement dans une proposition modifiée déposée par la Commission en vertu du second alinéa de l'article 149 (CEE). Telle est la conclusion générale du Parlement, formulée dans les termes suivants (1) :

« Le 4 mars 1975, le Parlement, le Conseil et la Commission ont adopté une déclaration commune qui établit une procédure de concertation entre le Parlement et le Conseil, applicable aux actes communautaires de portée générale ayant des implications financières (sic).

Le 18 décembre 1981, la Commission a proposé l'élargissement de cette procédure à tous les actes législatifs d'importance significative.

Les réunions de concertation ont été relativement nombreuses mais elles ont été très peu fructueuses car il est pratiquement impossible pour le Conseil d'élaborer une « orientation » susceptible d'être remise en cause ultérieurement. Les séances de concertation ont été presque systématiquement des monologues ».

## Propositions de réforme

L'insatisfaction provoquée par la procédure a inspiré des propositions de réforme, notamment dans l'initiative « Genscher-Colombo » lancée en 1981. Le premier projet de l'Acte sur l'Union européenne prévoyait :

« Dans le cadre fixé par la Déclaration commune du Parlement européen, du Conseil et de la Commission en date du 4 mars 1975 relative à la procédure de concertation, le Parlement est associé aux actes juridiques communautaires de portée générale ayant de lourdes incidences financières. La procédure de concertation est applicable mutatis mutandis, et sous une forme répondant aux nécessités pratiques, aux décisions normatives prises par les Conseils des Ministres conformément aux traités de Paris et de Rome si le Parlement, en donnant son avis, a demandé l'ouverture de la procédure de concertation en raison de l'importance particulière de ces décisions ».

Le passage qui y correspond approximativement dans la Déclaration solennelle sur l'Union européenne adopté à Stuttgart en juin 1983 s'annonce très différent :

« 2.3.6. Le Conseil engagera des pourparlers avec le Parlement européen et la Commission afin d'améliorer, dans le cadre d'un nouvel accord, la concertation prévue par la déclaration commune du 4 mars 1975 et d'en élargir le champ d'application ».

Ce point fait l'objet d'une réserve généralement connue comme émanant du gouvernement danois.

Le Parlement considère que la Déclaration solennelle de l'Union européenne a effectivement élargi le champ d'application de la procédure de concertation au-delà des limites tracées par la Déclaration commune de 1975. Selon le Parlement, le Conseil ne peut pas refuser de se concerter pour la seule raison que l'acte en question ne s'inscrit pas dans le cadre de la Déclaration commune. Pour le Conseil, il n'y a pas eu en son sein un accord sur l'extension de la procédure et la Déclaration commune n'est pas modifiée sur ce point.

D'aucuns ont suggéré qu'en vue d'améliorer la procédure de concertation une nouvelle étape devait être insérée. Lorsqu'il apparaît — au Conseil — qu'une divergence est prévisible entre sa position et celle du Parlement, le Conseil, par l'intermédiaire de sa Présidence, pourrait prendre des contacts avec les instances appropriées du Parlement, afin de concilier les différences. Il est à supposer que le Conseil sera représenté, dans ces contacts, par le Président du Conseil spécialisé ou ses collaborateurs, et le Parlement par le président et le rapporteur de la commission compétente. Cette proposition se heurte au qualificatif « prévisible ». Sauf dans les cas tellement extrêmes qu'une conciliation officieuse serait

(1) PE : commission des affaires institutionnelles. Recueil de textes 1950-1982.



quasi impossible, les instances du Conseil n'auront, à ce moment, qu'une vague et faible idée de la position à venir du Conseil. De sa part, le rapporteur du Parlement, tout en sachant clairement ce qu'il veut obtenir, ne saurait pas si sa commission et la plénière veulent le suivre. Ni l'émissaire du Conseil, ni son homologue du Parlement, ne pourraient engager leur Institution, même si entre eux ils arrivaient à un consensus officieux. Si, d'autre part, les deux interlocuteurs, pour s'assurer de leur positions, demandaient à leurs autorités de les mandater, tout le problème de la concertation serait reposé sur la base de mandats divergents.

Si l'application stricte de la déclaration commune n'a pas donné satisfaction au Parlement, et si le Conseil n'est pas d'accord pour la considérer comme élargie, l'interprétation libérale que le Parlement s'est permis d'attribuer au texte conduit fatalement à la déception. Dans son règlement interne le Parlement n'a pas reproduit une version de la Déclaration commune mais au contraire a instauré une toute autre procédure :

#### Article 38

1. Pour certaines décisions communautaires importantes, le Parlement peut, en rendant son avis, ouvrir avec le concours actif de la Commission une procédure de concertation avec le Conseil dès lors que celui-ci entend s'écarter de l'avis du Parlement.

2. Cette procédure est mise en œuvre par le Parlement, de sa propre initiative ou sur l'initiative du Conseil.

A moins qu'un député ne consulte le texte de base, il sera dans l'impossibilité de savoir que, pour le Conseil, la procédure de concertation est plus limitée. Il n'est guère surprenant qu'il n'y ait pas eu un « meeting of minds » au sujet de la concertation.

### « Case study »

Pour analyser le jeu de la procédure il convient de passer en examen sa mise en œuvre pendant le passé récent, la période qui conditionne les attitudes courantes. Prenons comme point de départ, 1982.

#### Règlement concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire

La réunion de concertation, tenue le 22 février 1982, n'a pas de conclusion.

Après un réexamen de la situation, le Conseil décide le 24 novembre 1982 de modifier son orientation commune, permettant ainsi que ses décisions sur les quantités de produits au titre de l'aide alimentaire et sur les pays bénéficiaires, soient prises à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité. Sur cette base, il clôture la procédure et adopte un règlement. Le Parlement insiste que la procédure de concertation n'est pas parachevée.

Proposition de la Commission : JO C 26, 30.1.79, p. 2.

Avis de l'assemblée : JO C 93, 9.4.79, p. 75.

Publication de l'Acte : JO L 352, 14.12.82, p. 1

Règlement (CEE) n° 333/82 du Conseil.

(2) Ces déclarations n'ont pas été publiées, mais on en trouve les traces dans le rapport du Parlement doc. 1-234/83 du 3 mai 1983.

#### « Nouvel Instrument communautaire » : NIC III

Réunie le 18 avril 1983, la Commission de concertation adopte trois déclarations (2) portant notamment sur la permanence de l'instrument, la budgétisation et l'orientation des tranches avec le concours du Parlement. Le Conseil confirme son orientation commune sur le texte de la décision et adopte celle-ci.

Le Parlement se félicite de certains aspects de l'orientation commune du Conseil et, de manière générale, des résultats obtenus dans la concertation. Il déclare, toutefois, qu'il n'abandonne pas la position qu'il a prise. Le rapporteur estime qu'une déclaration commune vaut mieux qu'une décision unilatérale du Conseil comme lors du NIC II.

Proposition de la Commission : JO C 66, 11.3.83, p. 6

Avis du Parlement : JO C 161, 20.6.83, p. 137-138.

Publication de l'Acte : JO L 164, 23.6.83, p. 31

Décision du Conseil 83/308/CEE.

#### Nouvelle décision sur le Fonds social (FSE)

Dans la réunion de la commission de concertation le 19 septembre 1983, le Conseil accepte de modifier le texte de l'article 6,2 de son orientation commune, de sorte que la Commission, en arrivant à ses orientations, tienne compte « des vues éventuellement exprimées par l'Assemblée ».

Le Conseil et le Parlement adoptent une déclaration commune qui commente le règlement.

Proposition de la Commission : JO C 308, 25.11.82, p. 4

Avis du Parlement : JO C 161, 20.6.83, p. 51

Publication de l'Acte : JO L 289, 22.10.83, p. 38

Décision du Conseil 83/516/CEE

Rapport du Parlement (M. Papaefstratiou) doc. I-986/83, Annexes.

#### Mesures particulières d'intérêt communautaire en matière de stratégie énergétique, d'emploi et de transports (compensation budgétaire au profit du R.U. et de l'Allemagne)

Dans son avis, le Parlement invoque la procédure de concertation et le 13 février 1984, ainsi que le 12 mars 1984, il adopte une série d'amendements aux propositions de la Commission. Le 13 mars, le Conseil, réuni à Bruxelles, et pressé, accepte deux des amendements proposés par le Parlement : toutes les dépenses sont classées non obligatoires et le taux maximal de soutien communautaire est réduit de 70 % à 60 %. Le 16 mars, le Parlement informe le Conseil qu'il n'estime pas nécessaire de maintenir la demande de concertation, constatant que le Conseil n'entend pas s'écarter substantiellement de l'avis adopté par le Parlement.

#### Energie

Proposition de la Commission : JO C 344, 20.12.83, p. 4

Avis du Parlement : JO C 104, 16.4.84, p. 22

Publication de l'Acte : JO L 177, 4.7.84, p. 7

Règlement (CEE) n° 1890/84 du Conseil.

#### Emploi

Proposition de la Commission : JO C 348, 23.12.83, p. 9

Avis du Parlement : JO C 104, 16.4.84, p. 22

Publication de l'Acte : JO L 177, 4.7.84, p. 1

Règlement (CEE) 1888/84 du Conseil.



### Transport

Proposition de la Commission : JO C 340, 17.12.83, p. 4  
Avis du Parlement : JO C 104, 16.4.84, p. 22  
Publication de l'Acte : JO L 177, 4.7.84, p. 4  
Règlement (CEE) 1889/84 du Conseil.

### Nouveau règlement du Fonds européen de développement régional (FEDER)

La commission de concertation siège le 19 juin 1984.

Le Conseil maintient le compromis interne qui est son orientation commune. Les trois Institutions conviennent d'une déclaration commune qui, entre autres, prévoit la possibilité d'un réexamen dans un avenir qui n'est pas précisé (3).

Par la suite, le Parlement dénonce le caractère « gravement inadéquat » de la procédure et demande l'amélioration et l'élargissement de la procédure de concertation (4).

Par contre, les services du Parlement considèrent que la concertation en matière du FEDER est un exemple « du bon déroulement » de la procédure (5).

Proposition de la Commission : JO C 360, 31.12.83, p. 1  
JO C 336, 23.12.81, p. 60

Avis du Parlement : JO C 127, 14.5.84, p. 236  
Publication de l'Acte : JO L 169, 28.6.84, p. 1  
Règlement (CEE) 1787/84 du Conseil.

### Proposition de règlements vini-viticoles

La concertation se tient le 25 mars 1985.

A l'issue des échanges, le texte retenu par le Conseil dans sa position commune est maintenu. Dans une déclaration commune les trois Institutions soulignent l'importance des mesures d'application et d'accompagnement (6).

Proposition de la Commission : JO C 259, 27.9.84, pp. 5-14  
Avis du Parlement : JO C 72, 18.3.85, p. 102  
Publication de l'Acte : JO L 88, 28.3.85, pp. 1-13  
Règlement CEE du Conseil 775/85  
Règlement CEE du Conseil 776/85  
Règlement CEE du Conseil 777/85.

### Nouvelle décision relative au système des ressources propres

La réunion de la commission de concertation a lieu le 29 avril 1985.

Dans son avis le Parlement s'est opposé à l'accord intervenu au Conseil européen de Fontainebleau en juin

1984, disposant que la compensation budgétaire sera effectuée par la voie d'un abattement de la TVA au profit du Royaume-Uni et de l'Allemagne au côté « recettes » du budget. En commission de concertation, le Parlement propose une déclaration commune qui notamment limiterait de tels abattements aux exercices budgétaires 1985, 1986 et 1987. Il propose en outre que les programmes communautaires de recherche soient susceptibles d'un co-financement de la part des Etats membres.

Le Conseil n'accepte pas de s'associer à une déclaration commune sur le premier point. Il accepte le second point et modifie le texte de son orientation commune. Il adopte formellement la nouvelle décision. Par la suite, le Parlement maintient sa première demande, pour la réitérer dans le cadre budgétaire.

Proposition de la Commission : JO C 193, 21.7.84, p. 5.  
Avis du Parlement : JO C 315, 26.11.84, p. 60.  
Publication de l'Acte : JO L 128, 14.5.85, p. 15  
Décision du Conseil 85/257/CEE Euratom.

### Programmes intégrés méditerranéens : PIM

La Commission de concertation se réunit le 23 juillet 1985.

Le Parlement critique l'insuffisance des moyens à la disposition des programmes. Le Conseil ne peut pas, sur ce point, revenir sur son orientation commune. Il accepte de modifier à la demande du Parlement le texte du règlement en vue de prévoir la publication des décisions de la Commission pour l'approbation des programmes (Art. 7,6) et la publication des contrats de programmes (Art. 9).

Proposition de la Commission : JO C 179, 17.7.85, p. 5  
Avis du Parlement : JO C 175, 15.7.85, p. 259  
Publication de l'Acte : JO L 197, 27.7.85, p. 1  
Règlement CEE 2088/85 du Conseil.

### La vingtième directive TVA - juillet 1985

La proposition s'inscrit dans le cadre des décisions en matière de prix agricoles de 1984. Le Parlement manifeste une forte opposition à la mesure proposée. Il refuse deux fois la demande du Conseil visant à l'application de la procédure d'urgence pour l'émission de son avis et demande à la Commission de retirer sa proposition. L'avis que le Parlement finit par voter est négatif et invoque la procédure de concertation pour le cas où le Conseil serait amené à s'en écarter.

Le Conseil refuse la concertation considérant que les conditions ne sont pas réunies. Il propose une rencontre entre le Conseil et le Parlement en dehors du cadre de la procédure de concertation. Le Parlement n'accepte pas cette proposition. A l'initiative de sa commission juridique, il adopte le 12 septembre 1985 une résolution qui affirme que le Parlement aurait dû être reconsulté avant l'adoption de la directive et condamne le refus répété du Conseil de s'engager dans la procédure de concertation (7). Le Parlement envisage un recours auprès de la Cour de Justice.

(3) Résolution du Parlement du 13.2.85, JO C 72, 18.3.85, p. 59.

(4) Ibid, p. 56.

(5) « Les progrès de la construction européenne, juillet 1984-juin 1985 », PE 98.500, p. 25.

(6) Ce texte n'est pas encore publié.

(7) Procès-verbal de la séance du 12 septembre 1985, p. 36.

Proposition de la Commission : JO C 214, 14.8.84, p. 8  
JO C 131, 30.5.85, p. 12  
Avis du Parlement : JO C 122, 20.5.85, p. 152  
Publication de l'Acte : JO L 192, 24.7.85, p. 18  
Directive 85/361/CEE

## Pollution

Le Parlement demande l'ouverture de la procédure de concertation sur les propositions de directive relatives à la teneur en plomb de l'essence et la pollution de l'air provenant des moteurs. En mars 1985 le Président du Conseil rencontre la commission compétente du Parlement. En mai, le Conseil, à qui le Parlement avait rappelé avec insistance son invocation de la procédure de concertation, fait remarquer que cette demande n'est pas conforme à la déclaration commune du 4 mars 1975.

En juin et en juillet 1985 le Parlement demande l'ouverture de la procédure de concertation sur la proposition de directive relative à la pollution en provenance de grandes installations de combustion. Le Conseil constate que l'acte en question n'entre pas dans la catégorie de ceux auxquels la procédure de concertation est applicable. Il n'accepte pas d'ouvrir la procédure.

## Conclusion

Il semblerait indispensable que le Parlement, autorité budgétaire, ait la possibilité d'expliquer à l'autorité législative les raisons qui l'ont conduit à proposer des amendements aux actes ayant une incidence financière significative. Il serait d'ailleurs normal que le législateur soit amené à tenir compte de ce que lui dit son partenaire. Une procédure contradictoire serait un élément valable dans la prise de décisions. Pourtant, dans les structures communautaires le point de convergence qui existe ailleurs et qui est l'ubiquité des partis politiques, manque. Un gouvernement qui propose à une assemblée législative des projets de loi, ou qui défend ses décisions législatives vis-à-vis d'une assemblée habilitée à les critiquer, dispose normalement d'un soutien politique dans ladite assemblée. Une rupture irréconciliable entre les deux instances suggérerait que le gouvernement est en train de perdre la base de son autorité. Si les mêmes partis politiques sont représentés et dans le Parlement européen et dans les gouvernements qui composent le

Conseil, il ne semble pas, au moins à ce stade, que ces partis ont créé un vase communicant entre « leur » gouvernement et « leurs » adhérents dans le Parlement (compte tenu du caractère multinational de certains groupes du Parlement).

Paradoxalement, les demandes du Parlement tendant à ce que la procédure de concertation soit élargie et doive jouer un rôle plus visible dans la procédure décisionnelle, risquent de se heurter contre une autre demande du même Parlement.

En effet, si l'orientation commune du Conseil était acquise, ainsi que le demande le Parlement, par la stricte application des règles de vote (dans ce cas indicatif seulement), il s'ensuivrait que la justification que le Conseil pourrait offrir pour sa position serait précisément quantitative : « the ayes have it ». Pour avoir toute sa valeur théorique, la réunion de la commission de concertation devrait pouvoir permettre aux états minorisés ou risquant de l'être, de défendre leur cause, ce qui ne contribuerait pas à la création dans le Conseil d'une atmosphère constructive. Dans le même ordre d'idées, si les décisions sont acquises par vote, la procédure de concertation devrait arriver à son terme après un seul tour, suivi du vote formel dans le Conseil — auquel le Parlement pourrait même assister comme spectateur. Il est difficile de croire que les délégués des gouvernements, participant au débat de concertation, modifieraient par la suite la position qu'ils auraient prise au long des débats à l'intérieur du Conseil lui-même.

A moins que le Parlement n'obtienne un pouvoir de blocage — pouvoir que certains parlementaires considèrent à tort être déjà le leur — force est de constater que la procédure de concertation est de par sa nature plutôt une source de conflit que de rapprochement, à moins que l'une ou l'autre des conditions suivantes ne soit respectée :

— les participants détenteurs de pouvoir de décision sont dans la nécessité d'aboutir à un commun accord (augmentation des pouvoirs du Parlement... sensibilisation et intervention des QG des partis politiques nationaux...)

ou

— l'instance consultative accepte de l'être (modèle prévu par le Traité de Rome qui instaurant l'Assemblée directement élue au suffrage universel, ne l'investit pas de pouvoirs de décision législative).

Le simple élargissement du champ d'application de la procédure interinstitutionnelle de concertation ne serait pas de nature à améliorer les rapports entre le Conseil et le Parlement et ainsi à améliorer le processus décisionnel de la Communauté.



# LA COOPÉRATION POLITIQUE EUROPÉENNE ET L'ÉTAT D'ISRAËL

par Yaacov PRIDAN,

*Chef adjoint de la Mission d'Israël  
auprès des Communautés européennes, Bruxelles*

## Introduction

1. Israël fut un des premiers pays à reconnaître l'importance de la création du Marché Commun et accrédita dès le 21 avril 1959 une Mission Diplomatique auprès de la Commission de la CEE (la troisième après celles des E.U. d'Amérique et de la Grèce).

Quelques mois auparavant, le 6 novembre 1958, Israël avait déjà présenté une première Note à la Commission sur les relations entre Israël et la CEE. Ces deux événements marquent le début d'une longue collaboration entre la CEE et Israël, qui se développa au fil des années et se concrétisa par une succession d'Accords, à commencer par le premier Accord Commercial du 4 juin 1964, en passant par l'Accord Commercial Préférentiel du 29 juin 1970 et enfin pour aboutir à l'Accord du 11 mai 1975, établissant une zone de libre échange pour les produits industriels et offrant certaines concessions pour quelques produits agricoles. Ce dernier Accord devait être complété le 8 février 1977 par un Protocole Additionnel ajoutant un volet de coopération économique, industrielle, agricole, scientifique et financière et par d'autres protocoles additionnels signés depuis.

2. Israël a ainsi poursuivi dès le début une politique déterminée et conséquente visant à établir, reserrer et approfondir ses liens avec la Communauté Européenne. Cette politique était le résultat d'une double analyse. D'une part, l'isolement géopolitique dans son environnement naturel dans lequel Israël s'était trouvé depuis sa création le conduisait tout naturellement à rechercher des liens avec les peuples d'Europe avec lesquels le peuple d'Israël avait une multitude d'affinités historiques, culturelles, sociales et autres.

D'autre part, grâce à sa proximité géographique, son industrialisation et son niveau de vie élevé, la CEE est le principal partenaire économique et commercial d'Israël, aussi bien comme fournisseur que comme client.

3. La définition de la politique d'Israël vis-à-vis de la Communauté Européenne présente dès lors un mélange indissociable de considération d'ordre politique et économique. Les gouvernements des Etats membres, pour leur part, ont toujours inclus dans leurs délibérations sur les mérites propres de toute proposition d'accords avec Israël, des considérations de politique étrangère. Les Etats membres se sont en effet toujours montrés soucieux de maintenir une balance dans le développement de leurs relations avec Israël et les pays arabes voisins d'Israël. C'est ainsi que le premier accord commercial avec Israël de 1964 fut suivi d'un accord avec le Liban signé le 21.5.1965. Plus tard, le Conseil des Ministres autorisera lors de sa session du 17 octobre 1969 l'ouverture de négociations avec Israël et invitera en même temps la Commission à entamer des conversations exploratoires avec le Gouvernement de la République Arabe Unie (Egypte) et avec le Gouvernement Libanais (1).

Il est utile de rappeler à ce propos que la Commission avait présenté son rapport sur Israël au Conseil dès le 7 juin 1967 (2). La longue période de réflexion que s'accorda le Conseil pour étudier les propositions de la Commis-

Communication présentée en novembre 1984 (et mise à jour) devant le colloque de Florence sur les relations extérieures de la coopération politique européenne.

(1) *Troisième Rapport Général C.E.* 1969 p. 372.

(2) *Premier Rapport Général C.E.* 1967 p. 413.

sion (plus de deux ans) n'était pas étrangère à la politique d'embargo adoptée par le Gouvernement Français de l'époque vis-à-vis d'Israël au lendemain de la guerre des Six Jours de juin 1967.

Le Mandat d'octobre 1969 précédera la définition de l'approche globale et équilibrée avec les pays du Bassin Méditerranéen par le Sommet Européen de Paris d'octobre 1972 (3).

Celui-ci peut être considéré comme étant une transposition dans un cadre politique plus large des positions adoptées par les Ministres Européens en octobre 1969.

Enfin, en juin 1982, la Communauté décidera « à la suite de l'invasion du Liban par Israël » (4) de ne pas signer le deuxième Protocole Financier avec Israël et de ne pas tenir la réunion du Conseil de Coopération au niveau ministériel prévue pour le 19 juillet 1982.

La Commission gèlera pour sa part toutes les actions de coopération économiques et techniques avec Israël. Ces décisions étaient pourtant incompatibles avec les engagements contractuels pris par les signataires de l'Accord CEE-Israël (5), et notamment :

*l'article 1*

« Le présent accord vise : à promouvoir... le développement harmonieux des relations économiques... »

*l'article 25, paragraphe 1 :*

« Les parties s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril les réalisations des objectifs de l'accord »

*l'article 21, paragraphe 2 :*

« La Commission Mixte (Conseil de Coopération) se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son Président, etc. ».

Ces décisions démontrent, du moins dans le cas d'Israël, non seulement le lien entre le « politique » et « l'économique » dans le processus décisionnel de la Communauté, mais également que, en cas d'incompatibilité, c'est l'élément politique qui l'emporte aux dépens de l'engagement contractuel entre la CEE et le pays intéressé et qui est d'ailleurs dépourvu de tout moyen de recours.

## **Le dialogue avec la Communauté européenne**

1. La distinction voulue par les Etats membres entre les relations économiques extérieures de la CEE en tant que telles et la Coopération Politique Européenne devient dans le cas d'Israël largement théorique. Cette distinction subsiste cependant quand il s'agit de définir formellement la nature du dialogue entre la Communauté et Israël, bien que l'interaction entre ces deux aspects des relations extérieures de la Communauté ait bien été établie.

2. Le dialogue euro-israélien s'exprime en fait presque uniquement sur le plan des relations avec la CEE. Hormis l'interlude évoqué plus haut, du gel des relations avec Israël décrété par le Conseil Européen de juin 1982 et qui se termina avec la signature du deuxième Protocole Financier le 24 juin 1983, Israël a maintenu au fil des années un contact régulier et permanent avec toutes les institutions de la CEE : Commission, Conseil des Ministres, B.E.I., Parlement Européen, Comité Economique et Social et Représentations Permanentes des Etats membres à Bruxelles.

Des Conseils et Comités de Coopération se sont réunis, des Protocoles additionnels ont été négociés et signés, des projets de coopération industrielle, agricole et scientifique ont été mis en chantiers, etc. Le sujet des conséquences de l'Elargissement sur les relations avec la CEE a fait l'objet de multiples échanges entre Israël et la CEE, notamment dans le cadre de conversations exploratoires.

Les procédures et courants d'échanges existants permettent donc à Israël de présenter son point de vue dans l'élaboration de politiques ou de dispositions la concernant.

3. Aucun dialogue dans un cadre politique général entre la Communauté et Israël n'a par contre été, ni instauré, ni institutionnalisé. M. D. Gensher, Ministre des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne avait pourtant annoncé à la Presse le 11 juin 1974, à l'issue de la quatorzième réunion ministérielle de la Coopération Politique (6), que les Gouvernements Européens avaient décidé, lors d'une réunion de Coopération Politique tenue le 4 mars 1974, d'avoir des consultations avec Israël.

Cette décision avait été interprétée à l'époque, comme étant le pendant de l'ouverture d'un dialogue euro-arabe décidé par les Ministres Européens lors de cette même réunion (7).

Cette ouverture n'eut cependant pas de suite au niveau institutionnel. L'invitation faite par M. Cheysson, Président en exercice du Conseil des Ministres à M. Shamir, Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères d'Israël, le 20.2.1984, à l'issue du Conseil de Coopération CEE-Israël, d'avoir un échange de vues politique avec les Dix fut la première et jusqu'à présent l'unique exception à cette règle.

4. Le contact politique avec les Dix s'exprime essentiellement sur le plan bilatéral. Israël entretient des relations diplomatiques normales au niveau d'ambassades avec neuf des dix pays membres.

Les relations entre Israël et la Grèce sont au niveau de représentations diplomatiques.

Les ambassades d'Israël dans les pays de la Communauté et les ambassades des pays membres en Israël assurent ce contact par la voie diplomatique normale, auquel viennent s'ajouter des visites ministérielles. Le Ministre des Affaires Etrangères d'Israël invite généralement, à l'occasion du changement de la Présidence de la Communauté, les Ambassadeurs des Dix ainsi que le représentant de la Commission en Israël pour les « briefer » ensemble sur la situation politique. De telles initiatives sont également prises par de Hauts Fonctionnaires du Ministère, en fonction des événements.

(3) Sixième Rapport Général C.E. 1972 p. 273.

(4) Seizième Rapport Général de la CEE 1982 p. 285.

(5) Journal Officiel de la CEE L. 136 du 28.5.1975.

(6) « Texts relating to the EPC — Press and Information Office of the Government of the RFA, 1977 — p. 81.

(7) Huitième Rapport Général C.E. 1974 p. 279.



5. L'activité diplomatique courante prend une dimension supplémentaire dans le pays membre qui exerce la Présidence tous les six mois. L'Ambassadeur de ce pays en Israël sera parfois chargé par la Coopération Politique d'effectuer au nom des Dix, des démarches auprès du Gouvernement Israélien.

Parallèlement, l'Ambassadeur d'Israël dans ce même pays et ses collaborateurs s'informeront régulièrement auprès du Ministère des Affaires Etrangères, des résultats des discussions de la Coopération politique touchant notre région. Des contacts auront lieu également aux Nations Unies à New York à l'occasion de l'Assemblée Générale à laquelle participe généralement le Ministre des Affaires Etrangères d'Israël.

Il ne s'agira pas cependant d'une véritable consultation politique entre les Dix et Israël, mais plutôt de briefing « post factum ».

Ainsi, contrairement au processus qui existe dans le domaine des relations économiques extérieures, il n'existe toujours pas de cadre formel d'échange de vues entre les Dix et Israël sur les questions d'ordre politique affectant notamment notre région.

## La Coopération Politique Européenne et le Moyen-Orient

1. Dès le départ, le Moyen-Orient va exercer une singulière attraction sur les responsables de la Coopération Politique en Europe et mobiliser une grande partie de son temps. Le coup d'envoi sera donné par la déclaration des Neuf de Copenhague du 6 novembre 1973 (8).

Son style et la façon dont elle a été adoptée, sous pression des événements du moment (la guerre de Kippour et la crise énergétique) indiqueront la voie à suivre pour les nombreuses déclarations qui suivront et qui culmineront avec la Déclaration de Venise du 13 juin 1980 (9). Cette déclaration constitue la pierre angulaire de la politique des Dix jusqu'à présent. Elle a été adoptée selon les mêmes procédures que les déclarations précédentes et celles qui vont suivre ; à savoir : en premier lieu, les Dix formulent d'une manière autonome leurs positions et ce n'est qu'en second que l'on envoie éventuellement le Président en exercice faire une tournée des capitales de la région et s'arrêter éventuellement à Jérusalem. Ainsi la « fact finding » mission effectuée par M. Thorn en 1980, en sa qualité de Ministre des Affaires Etrangères du Luxembourg et Président en exercice du Conseil des Ministres et celles de Messieurs Van der Klauw (Pays-Bas) et Carrington (Royaume-Uni) en 1981. Messieurs Tindemans pour la Belgique et Ellemann Jensen pour le Danemark suivront l'exemple de leurs prédécesseurs en 1982.

2. La déclaration des Dix du 28/29 juin 1982 (10) offre un exemple éloquent de la disproportion de l'atten-

tion consacrée par la Communauté au Moyen-Orient par rapport aux autres régions du monde et, à l'intérieur du Moyen-Orient, entre le conflit israélo-arabe et les autres conflits de la région.

Cette déclaration sera en effet consacrée principalement au conflit israélo-arabe, ne laissant que quelques lignes au conflit entre l'Iran et l'Iraq et aux problèmes de l'Amérique Latine. Les autres sujets de politique étrangère du moment (l'Afghanistan, la Pologne, la guerre civile du Tchad, les relations Est-Ouest) ne sont pas mentionnées dans cette déclaration. Le ton adopté vis-à-vis de ces deux conflits du Moyen-Orient est également fort différent : ainsi, sur la guerre entre l'Iraq et l'Iran, les Dix évitent soigneusement de blâmer aucun des belligérants quant au partage des responsabilités dans le déclenchement de cette guerre, pourtant si coûteuse en vies humaines et portant en soi de si graves risques pour la stabilité mondiale. Les Dix se contentent d'exprimer leurs préoccupations et d'exhorter les belligérants à cesser les hostilités et d'engager des pourparlers. En d'autres termes, les Dix ne s'érigent pas en juge rendant son verdict et distribuant les punitions. Cette retenue disparaît cependant dès que l'on s'approche de notre région. Là, les Dix n'hésitent pas à condamner Israël sans équivoque, à dicter la conduite qu'Israël devrait suivre selon eux et énoncer les solutions qui devraient être adoptées.

A l'issue de ce Conseil, le Premier Ministre Belge confirmera d'ailleurs la suspension de la signature du Deuxième Protocole Financier CEE-Israël et de la prochaine réunion du Conseil de Coopération (10).

Le style ne changera pas dans les déclarations qui suivront. Dans la déclaration à la Presse du 20 septembre 1982, les Dix après avoir souligné « l'importance de la déclaration des Chefs d'Etat et de Gouvernements Arabes à Fez » (9.9.1982) lancent un appel « à l'expression similaire d'une volonté de paix de la part d'Israël » (11).

C'était pour le moins témoigner d'un optimisme excessif quant à la volonté de paix attribuée à une partie et en même temps d'un pessimisme aussi bien excessif quant à l'absence supposée de volonté de paix de l'autre partie.

La situation est en réalité beaucoup plus complexe et je n'ai pas l'ombre d'un doute que les experts des Dix en sont parfaitement conscients malgré la naïveté relative de la formule adoptée.

4. Les différences de style selon que l'on s'adresse aux Arabes ou à Israël ne s'arrêtent pas là. Monsieur Ellemann-Jensen, Ministre Danois des Affaires Etrangères, rendant compte à ses collègues, le 23.11.1982, de son récent voyage au Liban et en Jordanie, indique « qu'il y avait l'espoir d'une amorçe de solution ». En contrepartie, il est chargé par les Dix « de se rendre en Israël dans le cadre des contacts, tant avec Israël qu'avec les Pays Arabes, afin de faire valoir au Gouvernement Israélien notamment les effets dommageables de sa politique dans les territoires occupés, notamment en ce qui concerne les implantations » (12).

Autrement dit, on ne se rend pas en Israël pour écouter et recueillir des informations, chercher des solutions, mais bien au contraire, pour sermonner, pour « faire valoir ». L'opinion est toute faite ayant même de partir !

(8) Bulletin C.E. 10-1973 point 2502.

(9) Bulletin C.E. 6-1980 point 1.1.5.

(10) Bulletin C.E. 6-1982 p. 16-17.

(11) Bulletin des C.E. 9/82 p. 57.

(12) Bulletin des C.E. 11/82 p. 65.

Les déclarations publiées par la suite, notamment à l'occasion du Conseil Européen de Bruxelles, 21-22 mars 1983 (13) seront légèrement plus nuancées à l'égard d'Israël, mais ne s'écarteront pas d'une manière significative de l'approche bi-valente et disproportionnée des Dix dans le cadre de la Coopération Politique et qui veut que l'on ménage les uns tout en fustigeant les autres.

5. A partir de la seconde moitié de 1983, la CEE se trouve de plus en plus confrontée avec des problèmes intérieurs et qui mobilisent toute son attention : discipline budgétaire, contribution britannique, problèmes du vin, de la pêche et de l'huile d'olive, élargissement, etc. Un nouveau projet de déclaration sur le Moyen-Orient sera pourtant mis en chantier mais ne sera approuvé ni par le Sommet d'Athènes du 4 décembre 1983, ni par celui de Bruxelles du 19 et 20 mars 1984.

Dans sa Conférence de Presse du 4-12-83, le Premier Ministre Grec, Monsieur Andreas Papandreou dira : « Nous avons considéré que, devant cet échec, il n'aurait pas été digne de la gravité du moment... de nous livrer à des proclamations politiques. Une telle chose aurait donné, simplement, l'image de la nudité... » (14).

Le 21 mars 1984, le Président français, M. Mitterrand, arrivera à une conclusion identique suite à l'échec du Conseil Européen de Bruxelles : « M. François Mitterrand a indiqué qu'il ne lui paraissait pas convenable de faire état des conclusions « politiques » sur le Moyen-Orient..., faute d'un accord global sur les problèmes de politique intérieure communautaire » (15).

Une semaine plus tard, le 27.3.1984, le projet de déclaration sera adopté par le Conseil des Ministres (16) sans pour autant que la Communauté ait résolu entre-temps ses problèmes de politique intérieure.

6. Cette présentation, certes incomplète, pose toute la question de l'objectif même de la coopération politique européenne au Moyen-Orient. Est-elle l'addition mathématique des politiques étrangères des dix pays membres, ou a-t-elle une valeur ajoutée propre ? Est-elle destinée à servir la cause de la paix dans notre région ou est-elle l'expression des besoins domestiques et des intérêts particuliers des pays membres dans notre région ?

Les Dix ont conduit en tous cas une politique essentiellement déclaratoire, faute probablement de moyens adéquats pour développer des initiatives plus concrètes. En dépit des efforts qu'ils auront consacrés à ce sujet, la contribution des Dix à la solution des problèmes du Moyen-Orient dans le cadre de la Coopération Politique, n'aura pas été impressionnante et le seul résultat visible aura été d'irriter Israël d'une part, sans donner pleinement satisfaction aux Arabes d'autre part.

Israël avait été déçu pour sa part par l'accueil plutôt tiède que firent les Neuf aux Accords de Camp David de septembre 1978 et au Traité de Paix israélo-égyptien de mars 1979. Les successives déclarations adoptées depuis la déclaration de Venise de juin 1980 ignorent en tout cas soigneusement le processus de Camp David, qui constitue aux yeux d'Israël un élément majeur de

stabilité au Moyen-Orient. L'injonction incluse dans la déclaration de Venise « d'associer L'OLP à la négociation » était inacceptable pour Israël parce qu'étant l'antithèse même des buts poursuivis et équivalait à poser par les Dix des conditions préalables à l'ouverture de ces négociations.

Les Arabes virent pour leur part dans l'attitude européenne vis-à-vis des Accords de Camp David un encouragement à rejeter l'approche de Camp David et créèrent chez eux l'illusion que l'on pouvait amener les Dix à exercer des pressions supplémentaires sur Israël, et donc de repousser l'échéance pour l'ouverture de véritables et directes négociations entre les parties en cause.

7. Si la critique du côté israélien est bien évidente, il ne faut pas en déduire que la partie arabe est entièrement satisfaite des résultats de la Coopération Politique européenne. La dernière réunion de la Commission Générale du dialogue euro-arabe réuni à Athènes le 14 décembre 1983 s'était soldée par un échec reflétant la perception différente des deux parties quant à l'objectif même de ce dialogue.

Les Européens cherchent en effet à mettre l'accent sur la coopération économique alors que les Arabes étaient plutôt intéressés par son aspect politique. Il s'en est suivi un débat souvent difficile et la déclaration de Venise une fois adoptée en juin 1980, les Dix se sont ancrés sur les positions de Venise et n'ont pas changé fondamentalement leurs positions depuis. C'est ainsi qu'on peut lire régulièrement dans les communiqués publiés à la suite de visites effectuées dans les pays arabes par des hommes politiques européens, le souhait de la partie arabe de « voir l'Europe jouer un rôle plus efficace et prendre des initiatives dans les affaires du Moyen-Orient » tandis que la partie européenne se borne à évoquer les principes de la déclaration de Venise. Du côté arabe, on éprouve ainsi inévitablement une déception devant le refus manifeste des Européens d'aller au-delà de la déclaration de Venise.

Le processus décisionnel qui présuppose le consensus à dix est sans doute responsable pour une bonne partie de cet immobilisme politique des Dix sur le Moyen-Orient. Il n'en reste pas moins que la Communauté se trouve objectivement dans une situation paradoxale où ses efforts de coopération politique dans le Moyen-Orient sont également critiqués par Israël et les Arabes, quoique pour des raisons opposées.

## L'Elargissement dans le contexte de la Coopération Politique

Le Processus d'Elargissement ajoute une nouvelle dimension à l'analyse présentée dans les chapitres précédents.

L'adhésion de la Grèce à la CEE et celles prochaines de l'Espagne et du Portugal ont été décidées par la Communauté Européenne pour des motifs d'ordre politique.

Ces décisions, une fois prises, on s'est aperçu (avec du retard pour la Grèce) qu'elles soulevaient de graves problèmes économiques, aussi bien pour les pays membres, que pour les pays candidats. Israël, pour sa part, comme les autres pays tiers préférentiels de la Communauté, a été mis devant un fait accompli et son problème

(13) Bulletin des C.E. 3/83 p. 22-23.

(14) Bulletin des C.E. 12/83 p. 7.

(15) Bulletin des C.E. 3/84 p. 7.

(16) Bulletin des C.E. 3/84 p. 86.





est, et sera, de s'adapter économiquement et politiquement à cette nouvelle situation. A partir de ce point de départ commun, le « politique » et « l'économique » se séparent.

Sur le plan économique des conséquences de l'Elargissement, un important travail a été fait, de part et d'autre : la « Fresque » de 1978, la première Communication « Natali » de juin 1982, la deuxième Communication de la Commission d'avril 1984, les conversations exploratoires avec les pays tiers méditerranéens dans le cadre de la décision du Conseil des Ministres du 25.1.83, débats dans le cadre des Conseils et Comités de Coopération et d'Associations, etc. Enfin, suite à la signature des Traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal (12.6.1985), la Commission présente en juillet 1985 au Conseil des Ministres une Recommandation de décisions concernant l'ouverture de négociations avec les pays tiers méditerranéens pour l'adoption de leurs Accords.

Des solutions mutuellement acceptables sont encore loin d'être définies mais au moins les parties sont conscientes du problème et une procédure commune de Consultations et de Recherche de solutions est en place.

Rien de tel sur le plan politique : le cas d'Israël est certes particulier. La Grèce n'a jamais reconnu « de jure » l'Etat d'Israël, et les relations entre les deux pays sont toujours assurées par des Représentations Diplomatiques.

Son adhésion à la Communauté n'a pas amené une normalisation des relations, comme Israël était en droit de l'espérer. De surcroît, les thèses arabes rencontrent auprès du Gouvernement Hellénique manifestement plus de sympathie que celles d'Israël.

Un exemple : le 16 décembre 1982, l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptait lors de sa 37<sup>e</sup> session, la résolution L 49 dont l'article 13 appelait les membres... « à suspendre toute assistance économique, financière et technologique et toute coopération avec Israël » et « à rompre les relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec Israël ». Les Neuf ont voté contre cette résolution. La Grèce a voté pour cette résolution pourtant incompatible avec la lettre et l'esprit de l'Accord CEE-Israël.

Les positions des pays arabes sont depuis tout particulièrement défendues par les représentants helléniques auprès des instances du Conseil et il est à craindre que, vu la règle du consensus, un alignement des positions des Dix, puis des Douze, se fasse au détriment d'Israël. Une conclusion quasi mathématique s'impose donc pour Israël : la politique du nouveau pays membre vis-à-vis d'Israël n'a pas changé du fait de son adhésion et il continuera à définir sa politique dans le Moyen-Orient selon sa propre interprétation de son intérêt national et souverain.

Par contre, les Neuf, dans le souci de la préservation du consensus, seront tentés d'aligner leurs propres positions sur celles de leur nouveau camarade. L'effort de

convergence des Dix risque d'avoir ainsi un effet négatif sur Israël car il amène certains pays membres à s'aligner sur une position moins favorable à Israël que celle qu'ils auraient soutenue séparément.

L'adhésion de l'Espagne renforce singulièrement cette préoccupation. L'Espagne n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël, et est le seul pays démocratique européen dans cette situation. Cette question n'a pas figuré cependant sur l'agenda des négociations CEE-Espagne car elle était considérée comme étant du ressort de la Souveraineté du Gouvernement National Espagnol. Sur le plan du droit international, ceci est probablement correct. Il n'en reste pas moins que, faute de normaliser ses relations avec Israël avant son adhésion, l'Espagne deviendra le premier pays membre à « ignorer » diplomatiquement un pays tiers lié à la Communauté par une série d'accords contractuels. A terme, l'Espagne exercera la Présidence de la Communauté, rendant cette anomalie encore plus flagrante.

Le processus de l'Elargissement vers le Sud aura ainsi amené en quelques années dans le giron de la Communauté trois nouveaux membres dont deux n'entretiennent pas de pleines et normales relations avec Israël, et l'impartialité que les Dix, et bientôt les Douze, veulent se donner dans leurs débats sur le Moyen-Orient, s'en trouvera inévitablement une nouvelle fois affectée.

## Conclusions

L'auteur de ce papier ne s'estime pas autorisé à prodiguer des Conseils à la Communauté, comment concevoir et organiser sa coopération politique en matière de relations extérieures et à l'améliorer. Il s'est efforcé cependant de démontrer la façon dont ont été perçues en Israël et dans les pays voisins, certaines déclarations des Dix sur le Moyen-Orient et le risque qui en découle d'obtenir le résultat opposé à celui souhaité par la grande majorité des Dix — à savoir contribuer à la recherche de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient.

Les difficultés que connaissent les Dix à définir une véritable politique extérieure à Dix qui ne soit pas l'alignement pur et simple sur le plus bas dénominateur commun, ne se limitent certes pas uniquement au Moyen-Orient. Elles reflètent certes les problèmes liés à l'intégration politique et économique de l'Europe dans un contexte beaucoup plus large. L'avenir des peuples d'Europe reste cependant intimement lié à celui des peuples de la Méditerranée et ceci devrait conduire la Communauté Européenne à une plus grande circonspection quand elle se lance avec des instruments encore imparfaits à définir ses positions politiques communes. Dans ce but, il serait souhaitable que des formules flexibles mais efficaces de consultations soient mises en place avec les parties en cause et ceci avant l'adoption de déclarations ou positions politiques les concernant.



# QUELQUES RÉFLEXIONS POLITICO- JURIDIQUES AUTOUR DE L'ÉLIMINATION DES MESURES D'EFFET ÉQUIVALENT : UNITÉ DU MARCHÉ COMMUN, PRINCIPE LOGIQUE OU PRINCIPE ORGANIQUE ?

A. R. LEITAO

*Chargé de cours à l'Université de Coïmbra*

Les deux instruments ou moyens prévus par le Traité CEE pour atteindre les objectifs que les Etats signataires se sont proposés de poursuivre (art. 2) sont le marché commun d'une part, et le rapprochement progressif des politiques économiques de l'autre.

Seul le premier instrument — le marché commun — peut être considéré comme un instrument spécifique d'intégration économique (1). Le deuxième — la coordination des politiques économiques des Etats membres — s'est traduit, au niveau du Traité, par l'établissement, essentiellement, d'une coopération économique internationale de type classique : la Communauté fut, ainsi, investie d'une responsabilité procédurale afin de faciliter et d'organiser la coordination des politiques économiques nationales (2).

On peut dire que l'inspiration libérale ou néo-libérale du Traité CEE — selon laquelle le jeu des forces du marché suffirait, en grande mesure, pour réaliser l'intégration économique des marchés nationaux — explique la méfiance des signataires vis-à-vis des interventions des autorités publiques dans l'économie et, de ce fait, au niveau communautaire on n'accordera, également, que très peu de compétences et d'instruments d'intervention aux Institutions. Mais, d'autre part, on ne peut nier que, sous-jacent au Traité CEE, il y avait un projet initial de constitution d'une Union Economique à partir du marché commun. Cependant, l'intégration approfondie qu'implique une Union Economique présupposait l'unification, notamment, des politiques monétaires, fiscales, sociales et anticycliques dont la mise en œuvre exigeait l'institution d'une « autorité supranationale », c'est-à-dire, d'un réel pouvoir central. Or, cela soulevait des controverses politiques que, précisément, la méthode adoptée par le Traité CEE prétendait dépasser.

En fait, on pourra peut-être suivre le Prof. Reuter quand il affirme que ce choix était, en grande partie, moins dicté par des « considérations de doctrine que par des considérations de fait » et que la conception libérale du Traité CEE relève surtout d'une « méthode d'unification » dans la mesure où elle met l'accent sur le « volet négatif » de l'intégration qui est le « plus simple » et le « plus dynamique » (3).

(1) Cf., entre autres, Kapteyn et Verloren van Themaat, « Introduction to the Law of the European Communities », ed. Sweet-Maxwell, London, 1973 et L.J. Constantinesco, « La Constitution économique de la CEE » in *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 1977, pp. 244 à 281.

(2) Cf., toutefois, les dispositions du Traité CEE relatives aux politiques de conjoncture qui devront être considérées comme des « questions d'intérêt commun » (art. 103) et celles relatives aux situations de crise des balances des paiements (arts 104 à 109) qui prévoient des restrictions sensibles à la liberté d'action des Etats membres et, en même temps, un pouvoir d'intervention plus large de la part des institutions communautaires.

(3) P. Reuter, « Organisations européennes », ed. PUF, Paris, 1970, pp. 202 à 203.



De toute façon, nous sommes obligés de constater l'existence d'un déséquilibre structurel et fonctionnel entre le « volet négatif » et le « volet positif » de l'intégration économique voulue par le Traité (4). Il s'agit là d'une donnée que la pratique des Etats membres n'a fait, jusqu'aujourd'hui que confirmer.

## II

Le marché commun — concept de facture néo-libérale — en tant qu'instrument visant à réaliser les buts du Traité CEE, se traduit tout d'abord par la création d'une Union Douanière. Celle-ci pré suppose une double opération : l'élimination, à l'intérieur de ce nouvel espace économique, des barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges entre les Etats membres et, en même temps, l'établissement d'une uniformisation de la protection douanière vis-à-vis des Etats tiers, à travers la substitution des différents tarifs douaniers nationaux par un tarif douanier commun.

Il faut dès lors souligner que l'Union Douanière est conçue, dans le système et dans l'économie de ce Traité, comme le fondement du marché commun (art. 9) et, dès lors, on comprend bien pourquoi la libre circulation des marchandises est le « pivot » et aussi la « locomotive » de l'établissement et du fonctionnement du processus de l'intégration économique.

Cependant, l'instrument marché commun établi par le Traité CEE ne se résume pas à la libre circulation des marchandises et à l'établissement d'un tarif douanier commun : les Etats membres s'engagent, en plus, à établir et maintenir la libre circulation des « facteurs de production », c'est-à-dire, des personnes (travailleurs et droit d'établissement), des services et des capitaux (5).

Il importe de souligner d'emblée — sans rentrer dans de grands développements — que ces trois derniers aspects du « laisser-passer » du marché commun apparaissent dans la structure et l'économie du Traité comme subsidiaires de la libre circulation des marchandises. Leur traitement est dominé par l'idée selon laquelle leur fonction essentielle sera de permettre une meilleure réalisation de la libre circulation des marchandises (6).

La méthode juridico-institutionnelle établie par le Traité nous permet de comprendre ce caractère subsidiaire : la méthode choisie pour la réalisation de la libre circulation des « facteurs de production » se traduit essentiellement dans l'élimination des discriminations entre les « facteurs de production » communautaires et les « facteurs de production » nationaux ; tandis que la méthode choisie pour la réalisation de la libre circulation des marchandises

— même si elle est aussi basée sur le principe de non-discrimination — se traduit fondamentalement, une fois éliminés les obstacles aux échanges, dans l'établissement d'un cadre juridique basé surtout dans l'obligation d'abstention des Etats membres.

La liberté de circulation prévue pour les « facteurs de production » n'est en aucune manière complète et son degré d'intensité varie en fonction de chaque « facteur ».

D'autre part, même à l'intérieur de l'Union Douanière, le Traité prévoit des rythmes et des intensités d'intégration différents. Et sans nul doute le secteur qui se voit primé avec le plus haut degré d'intensité d'intégration économique est celui relatif à la libre circulation des marchandises au sein de ce nouvel espace économique élargi (7).

## III

La libre circulation des marchandises entendue au sens strict, comprend surtout les règles relatives à l'élimination des droits de douane et des taxes d'effet équivalent (art. 12 à 17) et celles relatives à la suppression des restrictions quantitatives et de toutes les mesures d'effet équivalent (art. 30 à 37).

L'élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives n'a pas soulevé de problèmes sous l'angle de l'action communautaire et de l'interprétation et application des règles respectives. Toutefois, des problèmes apparaîtront, sous ce même angle, en ce qui concerne les taxes d'effet équivalent à des droits de douane et les mesures d'effet équivalent à des contingents. Il s'agit de notions assez vagues que le Traité ne définit point. Dès lors, on peut dire que « le résultat était entre les mains du juge » (8).

Ces réflexions autour de la problématique des mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives se justifient, tout d'abord en raison du fait qu'au niveau de l'interprétation et application du droit communautaire, il s'agit d'un domaine qui soulève des problèmes d'ordre économique se greffant sur des enjeux importants et représentatifs de la crise économique que les pays de la CEE connaissent depuis les débuts des années « 70 ». Ensuite, en raison du fait que la jurisprudence de la Cour de Justice sur ce problème peut, croyons-nous, éclairer certaines facettes de cette « antinomie fondamentale », dont parle C.D. Ehlermann, entre un ordre juridique fortement développé et un système politique sous-développé (9) (10).

(4) L'échec du « plan Werner », adopté par le Conseil en mars 1971, qui prévoyait la constitution d'une Union Economique et Monétaire à réaliser progressivement pendant dix ans, est en large mesure révélateur de cette tension due au déséquilibre structurel entre ces deux volets. Cf. Vlad Constantinesco, « Compétences et Pouvoirs dans les Communautés Européennes », ed. LGDJ, Paris, 1974.

(5) Articles 48 à 73.

(6) Signalons, toutefois, que la jurisprudence de la Cour relative à la libre circulation des travailleurs, au droit d'établissement et à la libre prestation des services basée sur le principe de la libre circulation — inspirée par le « laisser-passer » économique — a permis une application relativement efficace et utile des règles du Traité CEE.

(7) Cf. Nicole Lusson-Lerousseau, « La contribution du juge à la définition de la légalité économique dans les jurisprudences du Conseil d'Etat et la CJCE », Thèse, Université de Poitiers, 1979.

(8) R. Lecourt, « L'Europe des Juges », ed. Bruylant, Bruxelles, 1976, p. 22.

(9) Cf. C.D. Ehlermann, « Le rôle du droit et des juristes dans la Communauté Européenne », in *Revue Hellenique de Droit Européen*, 1983, pp. 215 à 223.

(10) Pour une analyse d'un autre domaine où cette « antinomie fondamentale » se révèle de manière particulière, cf. mon étude « Les entreprises publiques de la CEE doivent-elles être soumises à une surveillance particulière ? », Faculté de Droit de Coimbra, 1985.

## IV

La jurisprudence de la Cour de Justice relative aux mesures d'effet équivalant aux restrictions quantitatives — notion que recouvre surtout, à l'intérieur de la problématique des barrières non tarifaires aux échanges, ce qu'on a désigné par obstacles techniques et administratifs aux échanges (11) — peut être considérée, dans la ligne de celle relative aux taxes d'effet équivalant aux droits de douane, comme une jurisprudence « constructive » et « finaliste ».

On peut, sans doute dire, que la jurisprudence établie par l'arrêt « Cassis de Dijon » (12) est un développement cohérent de celle qui avait été inaugurée par l'arrêt « Dassonville » (13). On ne peut nier, toutefois, le fait que la Cour de Justice s'est décidée en 1979, à développer les « potentialités intégrationnistes » que la « formule Dassonville » enserrait vis-à-vis de la problématique quelque peu controversée des mesures indistinctement applicables aux produits importés et aux produits nationaux.

La « carence » du législateur communautaire motive-t-elle et justifierait-elle cette volonté de la Cour de Justice d'attribuer, de plus en plus, à sa jurisprudence un rôle normatif ?

Ou bien, la Cour de Justice est-elle prisonnière, par souci de cohérence logique, des principes fondamentaux de ce « nouvel ordre juridique » qu'elle-même a établi et construit ?

Les options jurisprudentielles sur la nature juridique des Communautés et de son droit ont été définies, en grande partie, à l'occasion des litiges portant sur la libre circulation des marchandises. La Cour de Justice a presque toujours associé le « laisser-passer » économique au processus institutionnel communautaire (14).

Sur le plan de la science juridique, il nous paraît possible de dégager un système ou plutôt une matrice sous-jacente à cette jurisprudence. Le principe fondamental de la libre circulation des marchandises — considéré par la Cour comme un corollaire d'un autre principe plus essentiel et plus général de l'ordre juridique communautaire qu'elle désigne de principe d'unité de marché — a permis au juge, en termes de logique interprétative, d'associer étroitement l'analyse de la question à celle de la nature du droit communautaire, avant d'en dégager l'exigence essentielle : la suppression des entraves aux échanges entre Etats membres. Il s'agit de faire du droit un facteur et un critère d'une intégration politico-économique : l'extension du champ d'application du Traité prétend faciliter (ou forcer) la constitution d'un « pouvoir central » au sein de la Communauté. Mais cela n'a pas empêché les Etats d'être chaque fois plus les acteurs principaux et déterminants de l'action communautaire (15).

## V

Une analyse centrée sur la jurisprudence relative à l'élimination des obstacles techniques et administratifs au commerce intra-communautaire interpelle la problématique dominante de la crise économique, c'est-à-dire, celle du protectionnisme versus libre-échange ou vice-versa. Et on ne peut nier que la Cour de Justice à travers cette jurisprudence, en décidant ce qui est et ce qui n'est pas acceptable, finit par établir un modèle normatif de l'économie.

Certes, le libre-échange correspond à la nature même du projet du Traité CEE ; ou plus précisément, à la nature même du « volet négatif » de l'intégration. Toutefois, cela tend à déplacer la question de l'interventionnisme de l'ordre interne vers l'ordre communautaire. En conséquence, une fois abolies les barrières aux échanges, se pose le problème de la superposition des centres de décision communautaires à ceux des Etats membres. Mais le déséquilibre structurel des deux instruments prévus par le Traité ne fait que renforcer cette tension. Au fond, le développement de la CEE se base sur une conception économique libérale qui finit ensuite par se heurter au libéralisme lui-même.

La Cour de Justice « évacue-t-elle » à travers sa jurisprudence cette réalité fortement tendue ?

S'agit-il de la part de la Cour d'une stratégie basée sur une « politique jurisprudentielle » visant à surmonter le déséquilibre structurel inscrit dans le Traité lui-même (16) ?

Soulignons, avant tout, que l'élimination des obstacles techniques et administratifs aux échanges intra-communautaires pose aussi de graves problèmes de politique commerciale commune.

La complexité de cette problématique est dès lors révélée par les divergences existant entre les divers Etats sur la nécessité d'asseoir l'élimination de ces obstacles à l'implantation des barrières dans la périphérie du Marché Commun (17).

De toute façon, sur le plan de la recherche juridique l'« œuvre créatrice » de la Cour de Justice peut et doit être soumise à une analyse à partir de certains paramètres de la science juridique — et principalement, ceux du droit économique. Or, une des grandes problématiques du droit économique est celle qui se réfère à l'« adéquation » ou l'« inadéquation » de l'ordre juridique à la réalité économique.

Certes, il y a une « inadéquation » de l'ordre juridico-économique communautaire (surtout du Traité CEE) aux nouvelles réalités économiques : les auteurs du Traité au moment de sa rédaction et négociation se sont centrés surtout sur les obstacles « visibles » et « quantifiables ».

(11) Cf. P.J. Slot, « Technical and administrative obstacles to trade in the EEC », ed. A.W. Sijthoff, Leyden, 1975.

(12) Recueil, 1979, p. 649.

(13) Recueil, 1974, p. 837.

(14) Cf., sur l'interprétation, en général, de la Cour de Justice, D. Simon, « L'interprétation judiciaire des traités d'organisations internationales », Thèse, Université de Nancy II, 1979.

(15) Cf. Joseph Weiler, « Supranational law and the supranational system : legal structure and political process in the European Community », Thèse, Institut Universitaire de Florence, 1982.

(16) Soulignons, toutefois, que les articles 100 et 101 du Traité CEE remplissent, dans la structure du Traité la fonction de permettre aux Etats membres de gérer, de manière pragmatique, l'intensité différenciée des compétences de la Communauté et ce sur base des besoins de la liberté des échanges.

(17) Cf. Colette Cova, « Marché intérieur, la grande illusion ? » in *Revue du Marché Commun*, 1983, p. 237. Cf. aussi, mon étude « O Tribunal das Comunidades Europeias e a livre circulação das mercadorias no espaço comunitário » in *Estudos de Economia e Direito*, éd. Imprensa Nacional, Lisboa (à paraître).



Le fait que la Cour de Justice ait adapté la norme aux nouvelles réalités économiques n'est pas, en soi, une « innovation » au niveau de l'interprétation du droit économique.

Cependant, la Cour de Justice dans sa démarche interprétative d'adéquation de la norme au fait économique paraît être guidée par des objectifs qui paraissent dépasser, au moins de manière directe, les enjeux économiques sous-jacents aux situations auxquelles elle est confrontée. Pour la Cour de Justice, les dispositions concernant la libre circulation des marchandises interdisent non seulement le protectionnisme mais impliquent une politique d'intégration économique et, également une intégration politique en vertu de l'affirmation jurisprudentielle du principe d'unité du marché (18). Ce principe, quelquefois désigné aussi de « principe d'unité » tout court, étant donné le contenu juridico-politique qui lui fut accordé et la façon — explicite ou implicite — dont il est utilisé par la Cour de Justice, apparaît dans le cadre logique des « principes généraux du droit communautaire » comme étant prédominant et surdéterminant (19). En termes syllogistiques l'idée s'exprime dans les termes suivants : « la Cour envisage l'unité du marché sous deux angles différents. Sous l'angle physique d'abord, cette unité exige une libre circulation des marchandises au sens le plus strict du terme, c'est-à-dire aussi libre que dans un marché intérieur. Sous l'angle législatif et réglementaire ensuite, cette unité requiert une force impérative égale du traité et des actes pris pour son application et, par voie de conséquence, une non-interférence des actes nationaux sur cette force impérative. L'impuissance des actes nationaux qui compromettraient l'unité du Marché commun découle directement de la nécessité de garantir cette unité au sens physique du terme » (20).

L'unité ainsi conçue — au moyen d'un raisonnement juridico-formel — finit par jouer le rôle de « Norme Fondamentale » dans une pyramide juridique du type de celle proposée par H. Kelsen.

Ce cadre logique qui préside à l'interprétation de la Cour de Justice, ne pourra-t-il, en temps de crise généralisée, créer une dysfonctionnalité (« efficacité négative ») entre la jurisprudence de la Cour et la réalité économique (et politique) communautaire (21) ?

(18) Cf. E. Stein et T. Sandalow, « On the Two Systems : an Overview », in *Courts and Free Markets*, vol. I, éd. Clarendon Press, Oxford, 1982, pp. 3 à 45.

(19) P. Pescatore dans « Les objectifs de la Communauté Européenne comme principes d'interprétation dans la jurisprudence de la Cour de Justice » in *Miscellanea*, W.J. Ganshof Van der Meersch, tome II, éd. Bruylant, Bruxelles, 1972, p. 351, s'exprime de la manière suivante : « Entre les mains de la Cour, cette notion doit d'ailleurs être comprise non seulement dans une perspective économique ; comme unité du marché, mais autant comme unité du droit ; à travers ces idées, économique et juridique, apparaît en filigrane une autre perspective, celle de l'unité politique de l'Europe. C'est bien dans ce contexte qu'il faut replacer la notion de l'unité chaque fois qu'elle réapparaît dans la jurisprudence de la Cour ».

(20) B. Van Der Esch, « L'unité du marché commun dans la jurisprudence de la Cour », in *Cahiers de Droit Européen*, 1970, p. 306.

(21) Cf. la jurisprudence relative à l'application des règles sur la libre circulation des marchandises à l'agriculture : l'arrêt « Charmasson » (Rec. 1974, p. 1383) et l'arrêt « Commission c. Royaume-Uni » (Rec. 1979, p. 1447). « On aperçoit comment, par un enchaînement presque fatal, ce qui était à l'origine une question d'interprétation n'ayant qu'une portée pratique restreinte est devenu une question d'importance majeure qui a été à l'origine d'une des plus graves crises que la Communauté ait connue » (M. Waelbroeck, « Le rôle de la Cour de Justice dans la mise en œuvre du Traité CEE » in *Cahiers de Droit Européen*, 1982, p. 365.

Il nous semble que le problème de l'interprétation et application du droit économique communautaire en temps de crise a été jusqu'aujourd'hui mal posé. Généralement on arrive à la conclusion suivante : « Malgré la crise économique, la Cour a maintenu avec fermeté sa jurisprudence relative à l'interdiction dans le commerce intracommunautaire des mesures d'effet équivalant à des restrictions quantitatives ainsi que sa jurisprudence relative à l'interdiction de discrimination fiscale entre produits nationaux et produits en provenance des autres Etats membres (22) ».

Or, la grande question n'est pas de savoir comment la Cour de Justice résiste aux tentatives « néo-protectionnistes », mais celle de savoir dans quelle mesure sa jurisprudence exerce une « efficacité positive » sur l'action communautaire et sur l'action des Etats membres.

Certains juristes ont déjà constaté que souvent la jurisprudence de la Cour de Justice a consolidé des blocages institutionnels de l'intégration économique (23), ou alors qu'elle apparaît « plutôt comme un idéal à atteindre que comme un élément décisif pour la solution des difficultés résultant de l'absence de décisions communes » (24), ou enfin que l'affirmation de manière *absolue* de certains principes fondamentaux de l'ordre juridique communautaire peut avoir comme conséquence l'occultation de certaines réalités, « mythifiant » ainsi l'unité prétendue (25).

## VI

Ce sont là quelques-unes des idées et des questions qui, selon nous, justifient l'intérêt scientifique d'une démarche qui consiste à « mesurer » le degré de correspondance (« conformatio ») entre la jurisprudence relative aux obstacles techniques et administratifs aux échanges et les « enjeux » actuels de l'intégration économique (et politique) de la CEE, en temps de crise.

On s'éloignera, ainsi, de la tendance à assimiler le problème de l'intégration juridique à celui de la construction (ou reconstitution) d'un cadre institutionnel « idéal » dans lequel devrait s'inscrire l'établissement et le fonctionnement du Marché commun. A partir d'une perspective fonctionnaliste — qui seule, selon nous, permet de tenir compte des problématiques de la crise économique actuelle — on doit analyser tout d'abord les tensions existant au sein même du processus d'intégration visant une unité de l'espace économique. Ensuite, à travers la jurisprudence de la Cour de Justice relative aux articles

(22) J. Mertens de Wilmars, « Les effets de la crise économique sur la jurisprudence de la CJCE », in *Les Magistratures Economiques et la Crise*, éd. Crisp, Bruxelles, 1984, p. 191.

(23) Cf. J.V. Louis, G. Vandersanden et M. Waelbroeck, « Les Etats membres et la jurisprudence de la Cour », in la Cour de Justice des Communautés Européennes et les Etats membres, éd. de l'Université de Bruxelles, 1981, pp. 63 à 94.

(24) J.V. Louis, « Quelques réflexions sur la répartition des compétences entre la Communauté Européenne et ses Etats membres », in *Revue d'Intégration Européenne*, 1979, p. 363. Le propos cité vise la jurisprudence relative à la politique commerciale commune.

(25) Cf. Vlad Constantinesco, « Quelques réflexions sur la primauté du droit communautaire », in *Assuntos Europeus*, 1982, pp. 225 à 242.

30 à 36 principalement, on doit analyser les articulations dialectiques entre ce processus d'intégration économique et le processus d'intégration juridique.

Nécessairement, ce type de démarche finit par nous obliger à poser quelques questions fondamentales.

La crise économique et institutionnelle actuelle (au sens large) de la Communauté ne nous obligera-t-elle pas à repenser la problématique à laquelle les auteurs du Traité furent confrontés dans les années « 50 » (en termes, bien sûr, qualitativement différents), c'est-à-dire, celle relative aux choix pragmatiques des types et des degrés d'unité possible et souhaitable ?

En d'autres termes, voulons-nous une Europe basée sur un modèle juridico-politique « centralisateur » ou alors une Europe basée sur un modèle politico-juridique « fédéralisateur » ? Le « centre » doit-il être le moteur centripète de l'uniformité ou plutôt le moteur régulateur

de la diversité en vue de rendre celle-ci organiquement (= fonctionnellement) unitaire (26) ?

Disons, en guise de conclusion et sans avoir peur du paradoxe, que les juristes pourraient de cette manière avoir également un rôle dans la concrétisation du vœu de C.D. Ehlermann selon lequel « il faut souhaiter à la Communauté que le rôle du droit devienne moins important » (27).

\* (26) G. Marengo dans son étude « Pour une interprétation traditionnelle de la notion de mesure d'effet équivalent à une restriction quantitative » in *Cahiers de Droit Européen*, 1983, pp. 291 à 364, à la fin d'une longue et minutieuse analyse de la jurisprudence de la Cour relative à ces mesures, finit par se poser à peu près ce même type de questions.

(27) Op. cit., note (9).

# RÉFLEXIONS AUTOUR DU CARACTÈRE COMMUN DE LA POLITIQUE COMMERCIALE À L'EXPORTATION DE LA CEE

Robert POURVOYEUR

*Directeur au Secrétariat Général  
du Conseil de la Communauté européenne,  
Professeur à l'Université d'Anvers*

et Paul ROOSENS

*Assistant à l'Université d'Anvers*

Il en est décidément des grandes controverses économiques, comme du port de cheveux longs ou de jeans ou encore du succès de certaines danses : elles sont soumises souvent aux fluctuations de la mode, et cette constatation devrait nous inciter tous à une prudente modestie.

Ainsi de l'option entre union douanière et zone de libre échange, tarte à la crème des années 1950 à 1970 environ. A l'époque, c'était tout l'un ou tout l'autre et la coexistence dans le temps de ces deux types d'union était considérée comme un blasphème économique. Ceci est loin d'être le cas désormais : il suffit en effet de penser à la CEE telle qu'elle se présente actuellement, toujours basée sur une union douanière, en marche vers l'union économique, mais autour de laquelle s'ordonne désormais tout un réseau d'accords d'association et de coopération ou encore d'accords plus ou moins préférentiels, et très particulièrement les accords de libre échange, établis avec chacun des Etats membres de l'AELE, sans parler de la situation particulière de chaque nouveau membre au cours de sa période de transition, qui constitue un cas tout à fait particulier, digne d'un examen théorique.

Est-ce à dire, par conséquent, que cette querelle d'école, si vive autrefois, n'était que politique et ne revêtait aucun intérêt pratique, et que ce grand principe est à reléguer dans la vaste armoire où l'on en a déjà rangé tant d'autres ? Tel n'est certainement pas le cas, car derrière ce débat théorique s'est toujours profilé le degré de disponibilité des Etats à céder une quantité plus ou moins grande de souveraineté nationale, en faveur du groupement d'Etats auprès duquel ils s'étaient affiliés. La zone de libre-échange laissait en effet les mains libres aux Etats affiliés, pour tout ce qui concernait les relations extérieures de chacun. En outre, n'oublions pas que c'est l'option en faveur de l'union douanière qui a déterminé le type de rapprochement des politiques économiques dans lequel la politique commerciale commune a été classée dans le traité CEE.

On sait en effet que d'aucuns classent ce rapprochement possible en trois ou quatre types ou catégories, selon l'intensité de l'effort pour lequel ou a opté : il y a les politiques où seuls sont prévus les échanges de vues entre les Etats membres ; celles qui envisagent une simple coordination entre des politiques, qui restent nationales et ne subissent donc pas de modifications ; celles qui prescrivent l'harmonisation des politiques, qui restent nationales mais sont infléchies pour tenir compte de l'existence des politiques des Etats partenaires ; celles enfin où l'existence même du marché commun postule l'unification des politiques, et donc la substitution aux politiques nationales d'une seule et unique politique communautaire : le Traité CEE la prévoit expressément pour les transports, la concurrence et l'agriculture, et depuis que le Traité a été signé, on élabore des politiques communes pour d'autres secteurs. Mais l'option de l'union douanière rendait nécessaire de rendre commune la politique commerciale. En effet, à quoi bon un tarif douanier commun, qui ne le resterait que le temps précédant la conclusion par le premier Etat membre qui y procéderait, d'un accord douanier quelconque avec un Etat tiers ? C'est la raison d'être de l'insertion de la politique commerciale commune dans l'article 3, et des articles 110 à 113, qui instaurent avec plus de détails la politique commerciale commune de la CEE.

Elle vise notamment le tarif douanier commun et les restrictions quantitatives communes à l'égard des pays

tiers ; la conclusion en commun d'accords tarifaires et commerciaux ; des mesures anti-dumping communes ; une attitude commune dans le financement du commerce extérieur ; la participation en commun aux négociations économiques et commerciales, menées sur le plan international.

A côté de ce principe de « communautarité », la politique commerciale est en outre libérale en principe. Les dispositions des articles 18 et 110 en témoignent.

Dès le début, la Communauté a en outre souligné le fait que l'établissement de l'union douanière n'avait pas seulement pour but de libéraliser le commerce entre les pays membres, mais qu'il aurait un effet multiplicateur sur le commerce de l'Europe intégrée avec le reste du monde. Et de citer depuis, à l'appui de ses dires, l'expansion des relations commerciales de la CEE avec les pays tiers. La préférence communautaire en matière agricole est toutefois venue moduler ce principe de libéralisme, auquel il faut aussi joindre la notion d'ouverture, notamment en ce qui concerne le nombre de membres de la Communauté. Mais revenons au caractère « commun » de la politique commerciale.

La CEE l'a dans une très large mesure mise au point, au fil des années, du moins à l'importation. De modestes débuts furent enregistrés avec le protocole de 1962, qui prévoyait l'insertion d'une clause en cas de renouvellement d'un accord commercial. Le Kennedy Round (1967) a certainement joué un rôle moteur pour obliger en quelque sorte les Etats membres à adopter des points de vues communs. Mais le régime à l'importation a finalement été arrêté avec le règlement 1939/74 de 1974. Comme il ne concerne pas tous les pays ni tous les produits, on ne peut le considérer comme une législation générale ; même si l'on se limite aux cas visés, il ne s'agit d'ailleurs pas d'une législation exhaustive. Un règlement différent vise au demeurant les pays à commerce d'Etat (n° 925/79 de 1979). Enfin la politique d'importation de produits agricoles présente diverses facettes et pourrait dès lors faire à elle seule l'objet d'une étude compliquée.

Il existe donc un corps de législation, dont on ne peut pas encore dire qu'il se présente comme un tout harmonieux et d'une grande logique interne, mais il est présent et on peut le qualifier de politique commerciale commune à l'importation, aussi imparfait qu'il soit.

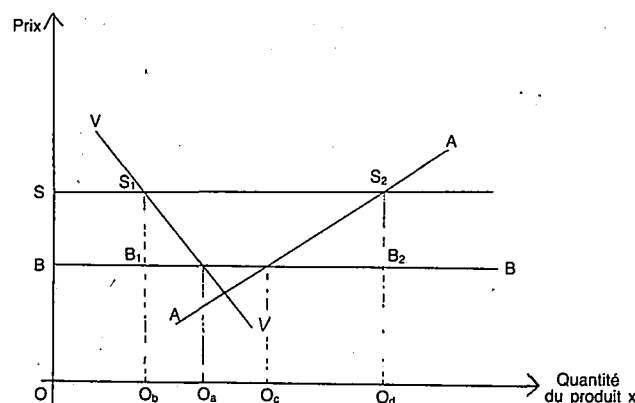
Qu'en est-il de la politique commerciale à l'exportation ? Peut-on dire d'elle aussi, qu'elle est « commune » ? Il faut bien reconnaître qu'on en est hélas encore loin. Toutefois, avant de passer en revue les réalisations de la Communauté dans ce domaine limité, il convient de présenter d'abord sur un plan théorique l'effet économique de mesures prises par les pouvoirs publics pour favoriser les exportations, et ce en premier lieu par le biais de subsides.

### 1. Présentation théorique des effets économiques de subsides à l'exportation

La politique de marketing à l'exportation se ramène en principe, pour chaque exportateur, à une stratégie relative au produit lui-même, à son prix, à l'endroit où il est mis en vente (en ce compris les problèmes de transport et de distribution) et à la promotion. En vue de stimuler l'exportation, les pouvoirs publics essaient par différentes mesures d'accorder un soutien aux quatre « piliers » précités, sur lesquels repose la politique de marketing à

l'exportation. On peut donc définir la politique à l'exportation comme étant un type de politique menée par les autorités publiques, qui a pour but d'influencer le volume, la valeur et/ou la structure de l'exportation de biens et de services (1).

C'est surtout l'abaissement artificiel du prix à l'exportation, c'est-à-dire le subside, qui semble devenir une plaie internationale croissante, depuis la fin des années soixante-dix. L'action de soutien, menée concrètement, se ramène en fin de compte, à une politique de subsides à l'exportation et/ou à la production. Entre les deux existent toutefois des différences économiques essentielles, qui ont des conséquences également sur le plan de la politique commerciale.



Source : CORDEN, *The Theory of Protection*, Oxford University Press, 1971.

Les conséquences de subsides des pouvoirs publics peuvent être présentées au moyen du graphique ci-contre. La courbe de la demande intérieure pour le produit  $x$  est  $VV$ , la courbe de l'offre est  $AA$ . Pour simplifier, la demande étrangère  $BB$  du produit  $x$  est supposée être infiniment élastique. Du graphique ressort que pour un prix  $OB$ , l'offre intérieure  $OO_c$  est supérieure à la demande intérieure  $OO_a$ . Le surplus d'offre  $O_a O_c$  sera donc vendu sur les marchés extérieurs.

Si les pouvoirs publics octroient un subside à l'exportation, par exemple  $BS/OB$ , les producteurs reçoivent désormais, lors de cette exportation, le prix augmenté  $OS$ , au lieu du prix antérieur  $OB$ . Dans l'hypothèse où le prix CIF à l'importation est plus élevé que  $OS$ , le producteur recevra également du consommateur intérieur le prix augmenté  $OS$ . La raison en est évidente : si le consommateur intérieur refuse de payer le prix  $OS$  plus élevé, le producteur exportera la totalité de la production. D'autre part, l'alternative pour le consommateur, c'est-à-dire l'importation en provenance de l'étranger, sera plus onéreuse, puisque par hypothèse le prix CIF à l'importation est plus haut que  $OS$ .

A la suite du subside à l'exportation, naissent une augmentation de la production intérieure de  $O_c$  à  $O_d$ , une baisse de la consommation intérieure de  $O_a$  à  $O_b$  et une augmentation de l'exportation de  $O_a O_c$  à  $O_b O_d$ .

(1) F. De Roos, *Internationale economische betrekkingen*, Leyde/Anvers, Stenfert Kroese, 1978, p. 1.



Pour l'ensemble de sa production  $O_d$ , le producteur bénéficie d'une protection d'une valeur  $BSS_2B_2$ , composé de l'équivalent  $B_1S_1S_2B_2$  au subsidé à l'exportation, qui est financé par l'Etat, auquel il faut joindre l'équivalent  $BSS_1B_1$  à la taxe à la consommation.

Si les pouvoirs publics devaient octroyer une même protection  $BSS_2B_2$ , c'est-à-dire un subsidé à la production, l'ensemble du subsidé serait à la charge de l'Etat, tandis que pour le consommateur, le prix original OB serait maintenu.

Le subsidé à l'exportation paraît donc présenter des effets plus dommageables pour le consommateur que le subsidé à la production. De plus, dans le cas du subsidé à la production, le consommateur conservera son niveau original de consommation  $OO_a$ , tandis que  $O_aO_d$  sera destiné à l'exportation. Puisque  $O_aO_d$  est plus petit que  $O_bO_d$ , un subsidé à la production a moins d'effet sur l'augmentation de l'exportation que le subsidé à l'exportation.

On peut donc admettre en principe que les subsides à l'exportation ont un effet perturbateur plus intense sur le commerce international, que les subsides à la production.

## 2. Formes d'aide à l'exportation

De ce qui précède ressort déjà que l'aide à l'exportation peut revêtir diverses formes. Avant de passer à l'examen des mesures envisagées et/ou prises par des instances internationales, telles que le GATT ou la CEE, essayons de présenter un essai plus systématique de dénombrement et de classification des formes d'aide à l'exportation.

A première vue, on distinguera entre ce que l'on appellera le subsidé et la promotion, étant entendu que la différence la plus tentante à faire est celle entre les formes d'aide qui signifient effectivement un transfert financier et celle qui n'en signifient pas. Parmi ces dernières, on rangerait pêle-mêle toutes les formes de propagande, de publicité et de « promotion », au sens étroit de ce dernier terme ; les voyages de prospection à l'étranger ; la participation aux foires et expositions ; la rédaction de notes informatives sur la clientèle étrangère ; l'octroi de crédits à l'exportation ; l'assurance-crédit ; les crédits à meilleur marché et l'aide logistique à l'établissement et à la mise au point de dossiers à l'exportation.

A y regarder de plus près, le critère adopté ne résiste pas à l'analyse, car à côté de transferts financiers visibles comme le versement d'une somme, existent d'autres formes de transferts financiers moins directement apparents (par exemple, les mesures concernant le financement et le crédit) et surtout il y a les transferts indirects ou potentialités résultant d'une activité du type de tous ces avantages dont les pouvoirs publics se chargent, et qui sans cela serait forcément payée par l'exportateur (par exemple, la prospection). Par conséquent, on pourrait tout au plus imaginer une subdivision entre l'aide individualisée d'une part et de l'autre l'aide générale, qui profite à l'ensemble de l'industrie ou du secteur industriel, mais qui suppose aussi une initiative de l'agent économique pour bénéficier du service rendu par les pouvoirs publics (par exemple : l'utilisation d'information collectée ; l'apposition sur un produit d'un label mis au point par les services nationaux, etc.).

On le voit, la politique à l'exportation ne présente pas seulement le caractère anonyme du subsidé, pour lequel on conçoit confusément qu'une communautarisation est possible — elle l'est d'ailleurs en agriculture, ainsi que nous le verrons plus loin — mais aussi une foule bigarrée et des plus diverses, de mesures que dans le contexte d'une politique commerciale commune à l'exportation il convient de communautariser. C'est finalement toute l'image de marque de chaque pays membre qui doit devenir européenne, à travers ses produits, résultats de l'ingéniosité propre de ses habitants. Penser au problème de la politique commune d'exportation de cette façon, c'est réaliser en même temps à quel point les mentalités actuelles en sont encore éloignées dans cette Europe qui ne fait que commencer à s'ébaucher sous nos yeux. Il faut en effet abandonner dès d'abord toute l'imagerie traditionnelle, ces archétypes dirait-on presque, sur lesquels repose la promotion nationale : ces mécaniques d'une solidité toute allemande, ces fromages d'une France qui peut en offrir 364 autres, ces organes mûries au soleil espagnol (nous anticipons de quelques semaines), ou ces inimitables pâtes alimentaires italiennes...

Est-on vraiment prêt à remplacer tout cela par la machine, l'orange, le spaghetti et le fromage *européen*, en ne mentionnant que quelque part, en lettres plus petites, que cela provient de tel ou tel pays de la Communauté ?...

Dans les considérations qui vont suivre, il faudra donc non seulement évoquer une gamme très vaste d'activités, mais aussi se risquer très loin dans les rêves communautaires.

## 3. Le point de vue du GATT (art. VI et XVI)

Avant de passer à l'examen des mesures prises dans le cadre de la CEE, il est indispensable de mentionner le point de vue du GATT.

D'après l'article XVI du GATT, il faut entendre en général par subsidé « toute forme de protection des revenus ou de soutien des prix qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit du territoire de ladite partie contractante... ».

Bien que l'effet « indirect » évoqué dans la définition ci-dessus puisse être interprété comme visant le subsidé à la production, et l'effet « direct », le subsidé à l'exportation, la distinction introduite par l'article XVI entre les deux formes de subsides, est loin d'être claire.

Etant donné que de la suite de l'article XVI ne ressort de condamnation par le GATT qu'à l'égard des subsides à l'exportation sur les produits industriels, il en résulte que les autres formes de subsides à des produits industriels, ainsi que les subsides à l'exportation à des produits non industriels restent admis de facto.

Ces obscurités ont fait que divers conflits commerciaux, surtout entre les Etats-Unis d'une part, le Japon et la CEE de l'autre, n'ont pu être évités, ni facilement enrayés. Pour y mettre un terme, un code de bonne conduite a été établi durant le Tokyo Round (1973-1979) ; il porte sur les subsides et les droits compensateurs et s'appelle officiellement « accord concernant l'interprétation et l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ».



Contrairement au texte original du GATT, il a introduit une nette distinction entre les subsides intérieurs à la production et à l'exportation (2).

L'importance de la première forme de subside, en tant qu'instrument de politique économique interne est clairement reconnue. Mais il est fait référence aux divers cas de subsides internes à la production, qui peuvent causer des dommages substantiels dans d'autres pays. Les signataires du Code s'engagent à renoncer à cette catégorie de subsides à la production. En ce qui concerne les subsides à l'exportation, une différence explicite est introduite entre produits finis et certains produits de base. Ainsi, il est convenu d'interdire les subsides à l'exportation aux produits finis et aux produits minéraux, et de limiter les subsides à l'exportation sur les produits primaires de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture. Cette limitation est à interpréter « de telle façon qu'un pays exportateur ne détienne pas plus d'une part équitable du commerce mondial de ces produits » (3).

#### 4. Mesures prises par la CEE

Les différences dans la façon de subsidier l'exportation hors de la CEE sont réglées en principe par l'article 112. En effet, avant la fin de la période de transition — c'est-à-dire le premier juillet 1968 — les mesures de soutien prises par les pays membres lors de l'exportation vers les pays tiers doivent être progressivement harmonisées entre eux. Ceci n'est cependant pas une exigence absolue, étant donné que l'article 112 prévoit aussi que le degré d'harmonisation est déterminé par la mesure où cela est nécessaire pour éviter une distorsion de la concurrence entre les entreprises de la Communauté.

Après l'expiration de la période de transition, la politique commerciale commune, et spécifiquement la politique d'exportation, est fondée sur des principes uniformes (art. 113). Or cette période de transition s'est écoulée entre temps et on rencontre encore toujours diverses formes de subsides à l'exportation dans le commerce extra-communautaire, sous la forme de mesures divergentes des autorités, pour la promotion de l'exportation.

La première mesure prise par la Communauté, date de 1969. C'est le règlement 2603/69, du 20 décembre. Un de ses considérants fournit d'ailleurs indirectement une justification au caractère tardif de cet effort de législation : dans tous les Etats membres, l'exportation est quasi libre et il n'y a donc rien à coordonner. Une procédure de consultation réciproque est instaurée, et un comité créé auprès de la Commission. A titre de mesure de sauvegarde, la Commission peut instituer des licences d'exportation, décision que le Conseil peut modifier ; l'Etat membre concerné peut aussi en instituer. D'autres mesures peuvent être prises, telles que des restrictions quantitatives, des prix minima à l'exportation ou même des interdictions d'exporter. Enfin, des exceptions sont permises pour des motifs particuliers, tel que l'ordre public, la sécurité, la protection du patrimoine artistique, etc.

(2) D. Carreau, P. Juillard & Th. Flory, *Droit International Economique*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1980, p. 299-300.

(3) *Ibidem*, p. 300.

La liste de produits non libéralisés, jointe au règlement a été réduite deux fois en 1971.

Jusqu'à présent il semble qu'il n'y ait pas encore eu d'enquête, ni été formulé de plaintes quant à la mesure dans laquelle « la concurrence entre les entreprises de la Communauté est faussée » (art. 112).

#### 5. La politique de la CEE en matière d'assurance-crédit et de crédits à l'exportation

Le seul domaine où la CEE a pris des mesures paraît être jusqu'à présent l'assurance-crédit et les crédits à l'exportation.

Déjà en 1960 il fut décidé d'instituer un groupe qui s'occuperait de la coordination de la politique en matière d'assurance-crédit, de garanties et de crédits de financement (4). Ce type de coordination ne contenant qu'un faible degré d'intégration (5), il n'est pas étonnant que ce groupe n'ait guère dépassé le stade de la formulation d'objectifs généraux et de suggestions, du moins au début. Dans ce contexte, il convient d'ailleurs de ne pas perdre de vue que la période 1960-70, les « golden sixties », a été caractérisée par d'intensives relations commerciales internationales. L'acquisition de marchés d'exportation ne représentait relativement que peu de problèmes, ce qui fit qu'il ne survint que peu de difficultés quant à la possibilité d'effets négatifs sur la concurrence, de crédits à l'exportation et d'assurance-crédit.

Les discussions de l'époque se concentrèrent visiblement sur la fixation de quelques procédures de consultations assez imparfaites d'ailleurs (6), et limitées en outre à certaines opérations de crédit à l'exportation. En 1970, des dispositions furent prises (7), valables pour des garanties et financements à l'exportation relatives à certaines sous-traitances en provenance d'autres Etats membres ou de pays non membres. On se mit en outre d'accord sur certaines obligations réciproques, des organismes d'assurance-crédit de la CEE, dans le cas de garanties communes pour un contrat englobant des sous-traitances dans un ou plusieurs Etats membres.

A partir de 1973, des procédures améliorées de consultation furent mises en œuvre dans le domaine de l'assurance-crédit, des garanties et des crédits de financement consentis par les Etats ou institutions publiques (8).

En rapport avec les crédits à l'exportation, pour lesquels les pouvoirs publics octroient de l'aide, la CEE participe à des négociations internationales dans le cadre de l'OECE (9). Le consensus international que l'on put atteindre en matière de crédits à l'exportation fut mis en œuvre par la Communauté à partir du premier avril

(4) Décision du Conseil du 27/10/1960, JO 66/60.

(5) Pelkmans, *Challenges to Interdependent Economies*, McGraw-Hill, 1980, p. 116.

(6) Décision du Conseil des 26/1/1965 et 25/7/1967.

(7) Décision du Conseil 70/552 du 16/12/1970 (avec annexes), JO L 284/70.

(8) Décision du Conseil 73/391 du 3/12/1973, modifiée par la Décision du Conseil 76/641 du 27/7/1976, JO L 346/73 et JO L 223/76.

(9) *Bulletin de la Commission de la Communauté*, n° 2, 1978, point 2.2.35.



1978 (10). Un an plus tard, la Communauté adhéra à la réglementation internationale des crédits à l'exportation pour les navires, qui avait été également établi dans le cadre de l'OECE (11).

En vue d'adapter le consensus de 1978, un compromis fut atteint en octobre 1981, qui entra en vigueur le 16 novembre, pour une durée de six mois. Les tarifs minima y étaient augmentés et une réglementation spéciale introduite pour les pays à bas tarifs d'intérêt, comme le Japon.

Une nouvelle adaptation s'opéra en 1982, par une nouvelle hausse des tarifs d'intérêt, pour les exportations vers l'Union Soviétique.

D'autres mesures sont annoncées, entre autres sous la forme de directions déjà adoptées mais non encore mises en application, ainsi que des propositions de la Commission en vue de créer une banque européenne des exportations.

On ne peut que difficilement se défaire de l'impression que toutes les mesures prises ne constituent pas le « saut de qualité » — pour reprendre une expression chère à certains — qui ouvrirait la voie à une véritable politique commune à l'exportation de la Communauté. Les Etats membres paraissent encore toujours considérer leur conduite en matière d'exportation, comme une matière relevant strictement de l'intérêt national, qu'il convient de soustraire aussi longtemps que possible au pouvoir supranational.

## 6. Politique d'exportation de la CEE de produits agricoles

Dans l'ensemble de la politique commerciale de la CEE, l'agriculture revêt une place à part. Le Traité de Rome prévoit, en effet, non seulement une politique commune, mais aussi un traitement différentiel pour l'agriculture, justifié par le fait qu'il est impossible d'appliquer les principes du marché à la production agricole tant végétale qu'animale. Il y a à cela quelques raisons fondamentales qu'il est impossible d'exposer ici sans sortir du cadre de la présente étude. Qu'il suffise de dire qu'elles sont abondamment soulignées par l'existence d'un protectionnisme agricole dans tous les pays du monde, et en premier lieu aux Etats-Unis d'Amérique.

Pratiquement dès ses débuts, la CEE a donc instauré un régime unique des échanges agricoles aux frontières extérieures. Il vise « dans le respect des obligations internationales :

- à protéger les prix agricoles communautaires contre des importations à prix inférieurs, et

- à permettre aux opérateurs de la Communauté, à travers la fixation d'une restitution à l'exportation, de participer au commerce mondial » (12).

Ce régime est basé sur la notion de préférence communautaire. A cet effet sont instaurés des prélèvements mobiles à l'importation et des restitutions à l'exportation. Ces restitutions, qui sont les seuls éléments à

nous intéresser, ne sont en principe, que l'équivalent des prélèvements à l'importation. Elles sont destinées à couvrir la différence entre le prix intérieur et le prix sur le marché mondial, ce qui doit permettre l'exportation agricole communautaire.

L'accroissement de production, conséquence de la politique agricole, a permis à plusieurs types de produits de devenir auto-suffisants, puis après 1977, excédentaires. La Cour des Comptes de la CEE cite le chiffre de 50 % des dépenses du FEOGA-garantie consacré aux restitutions. Pour 1984, ce serait encore toujours 34 %, soit environ 20 % du budget communautaire global.

La tradition exportatrice en produits agricoles s'est donc considérablement renforcée, et la CEE domine 60 % du marché mondial du lait, 44 % de celui du beurre, 34 % de celui des fromages. La Communauté est — après les Etats-Unis — désormais le deuxième exportateur mondial de produits agricoles.

La Communauté reste toutefois toujours déficitaire ; son déficit commercial de produits agricoles dépasse les 21 milliards d'Ecus et porte surtout sur les fruits et légumes, les céréales fourragères et les graisses oléagineuses (soja). Ce dernier fait amène à souligner une autre évolution : depuis l'établissement du marché commun, la CEE est devenue de plus en plus un gros transformateur de denrées agricoles et l'industrie agro-alimentaire a pris un poids considérable. Comme le fait remarquer Vito Saccomandi (13), la demande de viande accrue a provoqué le développement de l'élevage intensif de viande de porc et de volaille, permis par des importations de matières premières à bas prix et notamment de soja ; ces importations ont porté jusqu'à 80 % des besoins en protéagineux et à 25 % de céréales fourragères. Quinze pourcent de l'offre de viande de la CEE dépendent de l'offre mondiale en aliments pour bétail.

On ne manquera pas de remarquer le caractère paradoxal et dangereux de cette évolution, puisque la politique agricole commune, qui visait, par la préférence communautaire, notamment à un degré plus élevé d'auto-suffisance de l'agriculture européenne, la rend au contraire plus dépendante, mais d'une nouvelle manière. On se souviendra des désagréments de l'embargo du soja, décidé par le gouvernement américain en 1973.

En passant, on notera également l'inquiétant phénomène de la dépendance croissante des pays en voie de développement en matière alimentaire, surtout pour les céréales. Ils importent la moitié des céréales offertes sur le marché mondial, alors que leurs revenus d'exportation continuent à se détériorer.

On se souviendra qu'à fin mars 1984, le Conseil a décidé de brider et de contrôler les dépenses agricoles de la CEE. On a toutefois pu voir en cette année 1985 à quel point il était politiquement difficile au Conseil de mettre cette décision effectivement en pratique, mais il est évident que la décision de 1984 allait dans la seule direction raisonnable. Celle-ci implique une plus grande confrontation avec le marché mondial des produits agricoles. Bien sûr il ne s'agit pas, comme certains l'affirment de se rapprocher des prix du marché afin de mieux appliquer les principes de l'économie libérale. Les prix mondiaux ne sont en effet qu'une moyenne pondérée des protectionnismes nationaux, mais sans un recours à

(10) Décision du Conseil du 4/4/1978, *Bulletin de la Commission de la CEE*, 1978, point 2.2.46.

(11) *Bulletin de la Commission de la Communauté*, n° 4, 1981, point 2.2.12.

(12) « Politique agricole et politique commerciale agricole de la Communauté », *L'Europe Verte*, Commission de la CEE, n° 187, Bruxelles, 1982, p. 3.

(13) « Le commerce international des produits agricoles de la CEE : problèmes et stratégies futures », *Economie rurale*, n° 164, nov.-déc. 1984, p. 4.

des critères économiques pour le calcul de cette pondération. Toutefois, il est sûr aussi que la réduction des dépenses agricoles de la CEE implique nécessairement la révision des sommes consacrées aux restitutions.

Vito Saccomandi recommande, sur le plan des importations, une réorientation des échanges, privilégiant plus les pays méditerranéens et les pays en voie de développement, et la négociation d'accords de stabilisation des prix des quantités du soja fourni par les producteurs actuels de cette denrée-clé pour le bétail dans la CEE. Sur le plan des exportations — mais il est évident qu'import et export sont très spécialement liés en matière agricole — il suggère, pour autant que les restitutions sont effectivement diminuées, le recours à des instruments alternatifs tels que le crédit à l'exportation et les contrats à long terme. Par ailleurs, il attire l'attention sur l'accroissement constant de la position dominante des Etats-Unis dans le commerce mondial des céréales. Le problème alimentaire mondial se situant avec acuité dans ce secteur, notamment avec la demande croissante des pays en voie de développement, la CEE se doit de participer à l'effort qui est fait pour produire du blé. Saccomandi propose à cet effet la constitution d'un stock céréalière communautaire, qui contribuerait à la sécurité alimentaire mondiale.

On le voit, sur le plan agricole, non seulement il existe une véritable politique commerciale commune à l'exportation, mais la cohésion des pays membres ne pourra aller qu'en se raffermissant encore, de nouvelles mesures communes s'avérant nécessaires.

## 7. Dispositions régissant les exportations de services et de capitaux ; investissements directs

Pour le dire très généralement, toute forme de soutien à l'exportation exerce aussi un effet protecteur indirect sur les entreprises dispensatrices de services qui sont directement impliquées dans l'exportation : transports, assurances, expéditions, banques et organismes financiers, etc. De même, il est évident que les investissements directs dans le pays sont encouragés, lorsqu'existe un soutien à l'exportation pour les produits concernés.

Par ailleurs, il n'existe au plan mondial, pratiquement aucune réglementation coordonnant les mesures de soutien aux services, ou d'encouragement et d'attraction d'investissements directs.

Chaque pays fait usage d'un appareil législatif national, ce qui a pour conséquence qu'existe au plan mondial une grande diversité de mesures nationales de soutien aux investissements directs (14) et de la circulation internationale des services (15).

De plus, les quelques accords partiels qui existent sont soit très interventionnistes, soit juridiquement non contraignants. Très interventionnistes : que l'on songe à la règle des 40-40-20 de l'Unctad au sujet de la répartition du trafic pour la navigation maritime de ligne, au bilatéralisme de la plupart des accords en matière de navigation aérienne. Juridiquement non contraignants : nous voyons ici les codes de bonne conduite de l'OECD et de l'ONU sur les entreprises multinationales.

Les pouvoirs publics nationaux ne réalisent probablement que trop bien que les mesures dans le domaine des services internationaux et des investissements directs constituent une source d'influences profondes sur le commerce international. Ainsi par exemple, le fait de subsidier les propres transporteurs nationaux représente un subside indirect pour les biens qui sont déplacés par ces transporteurs au-delà des frontières. Un régime national d'encouragement aux investissements directs dans un secteur déterminé peut avoir un effet stimulant sur l'exportation des produits relevant de ce secteur, analogue à ce qui serait le cas s'il y avait octroi d'un subside. On peut ainsi multiplier les exemples.

Au contraire de la situation décrite ci-dessus, le Traité de Rome établit la libre circulation des personnes, mais aussi celle des services et des capitaux entre les pays membres, et prévoit en outre une série de politiques communautaires, la normalisation de la concurrence et l'interdiction de l'aide des Etats.

Il faut bien reconnaître qu'en dépit des progrès considérables réalisés en la matière, bien des choses restent encore à faire : la non-réalisation d'une politique commune des transports en est une illustration frappante et d'autres exemples ne sont que trop faciles à citer.

Par ailleurs, la CEE n'a jusqu'à présent réagi qu'assez peu, ou peu concrètement, à l'ensemble de nouvelles situations et de nouveaux problèmes découlant de l'existence des multinationales dans les pays de la Communauté (16).

Mais dans le cadre des présentes réflexions, ce qu'il faut souligner, c'est qu'outre les dispositions relatives à la libre circulation et aux politiques internes et les obligations qu'elles entraînent, des questions se posent vis-à-vis des pays tiers. Plus spécifiquement, il nous paraît qu'il y a lieu de tirer des conséquences logiques de l'assimilation à un subside à l'exportation de certaines aides aux services internationaux et de certaines formes de soutien des investissements directs. Ces dispositions doivent être comprises dans une politique globalisant la politique d'encouragement à l'exportation, en vue de la rendre commune.

## 8. Promotion, prospection, enquêtes de marché et autres mesures

Nous ne ferons qu'évoquer brièvement ce volet, qui mériterait une étude spéciale.

Les ambassades et autres représentations des Etats membres dans les pays tiers collaborent entre elles sur trois plans. Le plus ancien type de collaboration est la confrontation et l'échange d'informations économiques et commerciales sur le pays de résidence. Il s'y est ajouté depuis une quinzaine d'années l'information coordonnée sur l'image que la Communauté présente dans ce pays, ainsi que la coordination d'efforts d'information sur la Communauté. Enfin, ces services jouent également un rôle dans l'ensemble des actions qu'il est convenu d'appeler la coopération politique qui s'est développée avec un certain succès entre les Etats membres, depuis 1969. Son manque de structuration institutionnelle rend toutefois l'information à ce sujet assez difficile à rechercher et

(14) N. Hood & St. Young, *The Economics of Multinational Enterprise*, Londres, Longman, 1979, p. 256-271.

(15) J. Hein, « Origins of the New Protectionism », *Economic Impact*, Washington, n° 3, 1983, p. 38.

(16) D. Van Den Bulcke, « Multinationale ondernemingen en de Europese Gemeenschap : Impact en respons », *Maandschrift Economie*, 47<sup>e</sup> année, n° 7/8, 1983, p. 304-326.



d'ailleurs son objet est, de par sa nature même, de nature confidentielle. Il est certain qu'une politique commune à l'exportation implique beaucoup plus que ces quelques actions communautaires.

Par ailleurs, le Bureau de la Commission pour le rapprochement entre les entreprises, créé en 1973, met en contact les entreprises désireuses de coopérer ou de se rapprocher. Il déploie une grande activité et aide notamment les PME dans leurs recherches de contacts transfrontaliers. Il faut souligner toutefois qu'il s'occupe presque exclusivement jusqu'à présent, des marchés intérieurs de la Communauté.

Autre domaine important : les foires et expositions, qui constituent un outil classique de promotion des exportations. Jusqu'à présent toutefois, dans les milieux communautaires on y a plutôt pensé comme à un « moyen utilisé pour sensibiliser l'opinion publique à l'existence et aux activités des Communautés européennes. Une collaboration étroite a été développée entre les Etats membres et la Commission. Lorsqu'une opération commune est décidée, les stands des Etats membres sont groupés dans la mesure du possible autour du stand d'information de la Commission, ce qui augmente d'autant l'impact de la présence de la Communauté » (17).

En 1983, la Commission a pris l'initiative de réunir les organismes européens de promotion des exportations, afin d'examiner les possibilités concrètes de renforcer leur coopération. Son but n'était toutefois pas de se substituer à ceux-ci mais plutôt de compléter et de coordonner une partie de leurs activités, dans le souci de la recherche d'une meilleure utilisation des ressources disponibles. Elle a pu vérifier que des doubles emplois pouvaient être évités et de meilleurs résultats obtenus.

Lors de la réunion des Présidents des organismes européens de promotion des exportations à Rome, le 26 juillet 1985, le commissaire W. De Clercq a souligné le fait que « la politique commerciale de la Communauté a été largement défensive (accord multifibre, arrangement acier, actions anti-dumping, etc.). Cette approche de la politique commerciale est incompatible avec le rôle de la Communauté comme première entité commerciale dans le monde ».

W. De Clercq a distingué deux domaines de coopération : celui de l'information commerciale et l'organisation d'actions dites « ponctuelles » (missions, foires, etc.).

Les initiatives entreprises jusqu'ici dans le premier domaine se limitent à deux études en commun de procédures d'appel d'offres publiques de deux pays tiers. D'autres études sont envisagées. Il s'agit là, manifestement, selon W. De Clercq, « d'un domaine où la coopération est difficile à mettre au point, mais il s'agit également d'un domaine où la coopération est particulièrement prometteuse grâce à l'effet de dimension que crée l'Europe Unie ».

Il a aussi rappelé qu'un pas important avait été franchi en 1984, par une première action placée sous la bannière européenne dans les pays de l'ASEAN. La mission organisée dans les pays du Golfe, en avril 1985, a confirmé les avantages indéniables qu'offre cette nouvelle voie.

D'autres actions sont envisagées. W. De Clercq a souligné tout ce qu'une politique à l'exportation placée au niveau européen aurait de novateur, les entreprises de la Communauté Européenne se conduisant en concurrentes sur les marchés extérieurs et les Etats membres estimant que leur action nationale suffit.

Il a acté l'accord réalisé à Rome par les organismes nationaux sur :

- une concentration des actions communautaires sur certains pays où l'image de la CEE bénéficie d'un prestige exploitable commercialement ;

- leur concentration sur des secteurs à haut potentiel d'exportation ;

- un développement de l'action communautaire à travers toutes les étapes, telles que la préparation du terrain (étude de marchés), l'exécution de l'action (mission commerciale, foire, etc.) et le follow-up ;

- le caractère complémentaire de l'action de la Communauté ;

- la nécessité d'une programmation.

A cet égard, W. De Clercq a annoncé un « pas concret ». Cédons-lui la parole : « Vous le savez, les différents services de la Commission organisent plusieurs types d'action en faveur des entreprises exportatrices de la Communauté. Certaines de ces actions visent à favoriser le progrès technique, d'autres à renforcer la coopération industrielle, l'investissement, ou le transfert technologique en faveur des pays ayant signé des accords de coopération avec la Communauté, etc. L'ensemble de ces actions sera inséré dans un programme annuel intégré qui sera régulièrement mis à la disposition des organismes nationaux de promotion, de manière à leur permettre de planifier leurs actions, en évitant les coïncidences fâcheuses ».

### En guise de conclusion

On le voit, sans devoir conclure à un procès-verbal de carence — au contraire, on en est loin — force est de constater qu'en comparaison avec la politique commerciale à l'importation, la politique commerciale commune à l'exportation en est encore à ses premiers balbutiements. Certes, on n'oubliera pas que l'Europe — cette « continuous creation » — est elle aussi en voie d'élaboration. A ceux qui lui font le reproche de la lenteur dans son établissement, on ne doit pas se lasser de rappeler son caractère original, neuf, et finalement presque contraire aux tendances profondes de l'homme. On ne manquera pas non plus d'évoquer d'une part tout ce qui a été réalisé et qui tient du miracle, et de l'autre les circonstances économiques internationales, si propices au réveil des égoïsmes nationaux depuis 1973. Il ne faut pas davantage oublier le temps consacré aux élargissements successifs de la CEE ; sans doute, il fallait impérieusement le faire pour rapprocher l'Europe autant que possible de sa véritable dimension culturelle, sociale, géographique, politique et économique. Mais les nouveaux Etats membres sont eux aussi conscients qu'il faut du temps pour négocier l'adhésion comme pour s'incorporer définitivement et que pendant qu'on s'y consacre, il est difficile d'« approfondir » l'Europe, pour reprendre un terme datant de 1969.

Tout cela est donc vrai, mais il sera permis de regretter que des progrès plus substantiels n'aient pas été réalisés plus tôt, précisément à la base même de la cons-

(17) R. Pourvoyeur, « La politique d'information de la Communauté », *Revue du Marché Commun*, n° 246, Paris, avril 1981, p. 202.

truction européenne. Toute l'entreprise s'est fondée techniquement en premier lieu sur une union douanière, ce qui implique une politique commerciale commune. Et cette implication ne vaut pas seulement pour le volet des importations, mais au moins autant pour les exportations.

La Communauté, qui veut apparaître comme un ensemble cohérent vers l'extérieur, tente, avec un net succès d'ailleurs, de parler d'une seule voix désormais, dans le concert des nations, surtout depuis que s'est instaurée cette coopération politique que tant d'hommes éminents rêvent de voir se renforcer en cette fin de 1985.

On l'a vu : paradoxalement c'est là où existe le moins d'interventions que l'on a enregistré les plus faibles succès, moins loin dans le secteur industriel que l'agri-

cole, moins loin dans le volet exportation que dans celui de l'importation. Tant il est vrai qu'il est bien plus facile de faire de l'interventionnisme — et nous ne soulevons pas ici la question de sa légitimité — que d'organiser la liberté, car c'est bien de cela qu'il devrait s'agir.

Certes, il est peut-être vain d'espérer voir faire des progrès vers une politique commerciale commune dans le secteur de l'exportation, au moment où au-delà des Etats nationaux, on voit des régions s'atteler à la prospection économique internationale. Nous ne donnerons pas d'exemple, chacun en connaît.

Il n'en reste pas moins que pour réussir dans cette entreprise européenne — la théorie économique comme le bon sens politique plaident pour dès que possible — soit établie une véritable politique commerciale commune, complète cette fois.



# LIMITES ET ENJEUX D'UNE POLITIQUE CULTURELLE POUR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Françoise MASSART-PIÉRARD

*Docteur en Sciences politiques et sociales (UCL),  
Chef de travaux au Département des Affaires  
publiques et internationales (UCL),  
Chargée d'enseignement à l'Institut  
d'études européennes (UCL),  
Secrétaire général de la Société européenne pour  
l'étude des relations internationales (SEPERI)*

La nécessité de développer une « citoyenneté européenne » dans le but de promouvoir une « conscience européenne » a été plus qu'abondamment invoquée par les responsables de la CEE. Or, elle nécessite identité européenne et dimension européenne de la culture. L'intérêt de la CEE pour la culture s'est manifesté plus clairement à partir des années 1970. Le rapport Tindemans déclare d'ailleurs que la culture est susceptible de susciter chez les citoyens de la Communauté une conscience plus profonde de leur destin commun et de leur solidarité... A-t-il vu juste, quelles sont les limites et les contraintes qui continuent de peser sur les actions culturelles de la CEE ?

## Les fondements juridiques et politiques de l'Europe du citoyen et de la culture : une part de rêve, une part de réalité

Les textes relatifs à l'Europe de l'homme et du citoyen se subdivisent en deux catégories principales :

- les textes généraux,
- les textes spécifiques.

Les premiers appartiennent au monde des songes. Or, dit Homère, « les songes ne sont pas toujours vérifiés par l'événement ». C'est bien le cas de ce qui se passe en matière de culture et de citoyenneté européenne. Ils sont généralement issus de déclarations solennelles, signées par les chefs d'Etat et de Gouvernement, et s'inscrivent le plus souvent dans le cadre de la *coopération politique*. Ils restent liés à la problématique de l'Union européenne et en subissent toutes les vicissitudes.

Les seconds se transforment davantage en réalités... mais ces réalités sont délibérément ponctuelles, fragmentaires et orientées vers une finalité différente de la culture : elles sont récupérées par l'Europe de l'économie et du social. Elles sont nées du Marché commun et en subissent toutes les limites qu'elles soient institutionnelles, méthodologiques ou philosophiques.

L'Europe culturelle s'en trouve réduite au strict minimum mais les actions de la Communauté dans le secteur culturel ont au moins le mérite d'exister.

### A. Les textes généraux

Après une recherche méticuleuse, on s'aperçoit qu'il existe de nombreux documents traitant de l'Europe d'un point de vue humaniste. Ils le font tantôt en lointaines allusions, tantôt avec plus de précision. Rappelons d'abord le Congrès de La Haye, de mai 1948, et son rapport général où est précisée la conception européenne de l'homme et où est affirmé le principe d'une Union de l'Europe respectueuse du pluralisme idéologique, de la diversité culturelle, de la liberté et des droits de l'homme.

Le Traité de Rome, dans son préambule, parle aussi « d'établir les fondements d'une Union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » (allusion à la culture européenne) et d'affermir « la paix et la liberté » (allusion aux valeurs de l'Europe).

A partir de lui, tantôt la Commission de la CEE, tantôt le Parlement européen, tantôt les chefs d'Etats et de Gouvernements, tantôt d'éminents hommes d'Etat (Monsieur Tindemans, Monsieur Spinelli ou Messieurs Gensher et Colombo) proclameront leur volonté de relancer l'Europe et de l'approfondir en tenant compte de ses citoyens, de ses peuples.

Ah, la remarquable Déclaration de la Commission européenne le 1<sup>er</sup> juillet 1968, date de la réalisation de l'Union douanière : « Mais l'Europe ce ne sont pas seulement des industries, des agriculteurs et des technocrates ». L'Europe n'est pas seulement celle des 180 millions d'Européens groupés dans la Communauté... L'Europe n'est pas seulement celle des Gouvernements, des parlements ou des administrations. Ce doit être celle des *peuples*, celle des travailleurs, celle de la jeunesse, celle de l'homme. *Tout ou presque tout est encore à faire* ».

C'était en 1968. Nous sommes en 1985. Eh bien oui, presque tout reste à faire...

C'est pourquoi, la même Commission lors de la remise d'un rapport au Conseil, en exécution du mandat du 30 mai 1980 proclame : « Les Institutions communautaires sont aujourd'hui redevables devant les citoyens de l'Europe de la *sauvegarde du patrimoine commun* constitué des fruits de la construction européenne ainsi que de son développement... Seul un processus décisionnel qui intégrerait d'une manière plus équilibrée l'apport de toutes les Institutions permettra, en retrouvant sa dynamique, de répondre aux attentes des *citoyens* d'Europe ».

A maintes reprises, le Parlement européen rappela lui aussi l'importance de la culture en Europe, élément essentiel de l'*identité européenne* et de prise de conscience de la construction européenne par les citoyens des Etats membres.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement aux Sommets de La Haye en 1969 et de Paris en 1972 ont eux encore souligné l'importance qu'ils accordent à la culture : Paris 1972 : « L'expansion économique n'est pas une fin en soi... elle doit se traduire par une amélioration de la *qualité* aussi bien que du niveau de vie... Une attention particulière sera portée *aux valeurs et biens non matériels* ». Copenhague 1973 : approbation de la *Déclaration sur l'identité européenne*. Cette année marque un tournant dans l'unification européenne. A partir de cette date, il existe une volonté de donner à l'Europe une dimension plus largement politique et culturelle et les principes de la coopération politique sont définis. Dès lors, les chefs d'Etat et de Gouvernement prendront l'habitude de se concerter en matière de politique étrangère, notamment. Et ce n'est pas un hasard s'ils réaffirmeront, en même temps, leur volonté de préserver leur héritage commun, la riche variété des cultures nationales, leurs valeurs propres, la démocratie représentative et les droits de l'homme, éléments constitutifs de l'identité européenne.

L'Europe devra donc retrouver ses racines, faire un effort d'introspection et se définir davantage vis-à-vis du monde extérieur. La dimension européenne de la culture devra s'affirmer doublement, au plan interne et au plan externe.

Au Sommet de Paris, les chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres confient à Léo Tindemans, Premier Ministre Belge, la tâche de définir le contenu du concept d' *Union européenne*. Pour ce faire, il propose des réformes qui sauvegardent les Traités existants,

mais en développent le caractère politique ; ce qui nécessite que les Etats membres conviennent d'objectifs nouveaux, que l'on améliore la performance des Institutions et qu'à terme, on réadapte les traités.

L'Union européenne naîtra donc de deux processus complémentaires : l'application des traités instituant la CEE, d'une part, le développement de la coopération politique, d'autre part.

Jusque là, la Communauté européenne avait intégré des marchés. A partir de là, on accepte l'idée d'intégrer des politiques (le rapport Tindemans a été approuvé par le Conseil européen en décembre 1975).

En réalité, ces nombreuses déclarations révèlent des aspirations nouvelles. Elles ne créent cependant pas des obligations juridiques pour les Etats membres, comme le prouve une fois de plus le sort réservé à l'initiative germano-italienne et le projet d'acte européen auquel elle a donné naissance.

Le projet d'acte européen des *Ministres Gensher et Colombo* réaffirme la volonté politique de créer une Union européenne. Il se réfère au document sur l'identité européenne publié le 14 décembre 1973 par les ministres des Affaires étrangères et propose entre autres de créer un *Conseil des Ministres pour la coopération culturelle*. Ce dernier devrait procéder à un échange de vues régulier sur une coopération étroite dans le domaine culturel pour permettre d'harmoniser largement leurs points de vue sur les questions culturelles. Lors de ces discussions, les Etats membres pourraient se faire représenter, conformément à leurs dispositions constitutionnelles, par les ministres respectivement compétents.

Plusieurs gouvernements dont le français et le belge se sont montrés favorables à une telle coopération qui contribuerait au renforcement de la démocratie européenne.

Ce dernier projet se démarque en effet par sa précision, son caractère concret et sa volonté d'arriver à une *conception politique globale et cohérente*. Il impressionne enfin... par son désir de sensibiliser l'opinion publique à l'unification européenne. Le Conseil de Londres l'a examiné et renvoyé auprès des Ministres des Affaires étrangères pour en approfondir les propositions en collaboration avec la Commission.

Les dix chefs d'Etat et de gouvernement ont signé à Stuttgart, le 19 juin 1983, la *déclaration solennelle sur l'Union européenne*, mais celle-ci a vidé d'une bonne partie de sa substance, le projet d'acte européen.

Ce ne sont, en effet, plus que des bribes de coopération que l'on y présente, par exemple, le développement de certains types d'échange *en matière culturelle* (échange de professeurs et d'étudiants de l'enseignement supérieur, contacts entre écrivains et créateurs des Etats membres...). En matière d'*action commune*, on ne trouve rien ou presque si ce n'est ces deux phrases timides :

— « *L'examen de l'opportunité d'engager une action commune en vue de protéger, mettre en valeur et sauvegarder le patrimoine culturel* ».

— « *L'examen de la possibilité de promouvoir des activités communes dans les domaines de la diffusion culturelle, en particulier les moyens audio-visuels*. Reste cette seule innovation : « une coordination » plus étroite de l'activité culturelle dans les *pays-tiers* dans le cadre de la *coopération politique* ».





Voilà donc une nouvelle fois un renvoi à la case de « Départ ».

Ce n'est probablement pas d'un texte aussi pauvre que les objectifs que les dix chefs d'Etat et de gouvernement se sont assignés à Stuttgart, seront atteints, à savoir :

- progresser dans la voie d'une union toujours plus étroite entre les peuples et les Etats membres de la Communauté européenne, en se fondant sur la conscience d'une communauté de destin et sur la volonté d'affirmer l'identité européenne...

- engendrer une solidarité et une action commune toujours plus étendues ;

- répondre par de nouveaux développements aux vœux des peuples démocratiques européens ;

- promouvoir, dans la mesure où ces activités ne peuvent pas être réalisées dans le cadre des traités une coopération plus étroite en matière culturelle, pour affirmer la conscience d'un héritage culturel commun en tant qu'élément de l'identité européenne.

La déclaration solennelle sur l'Union européenne signée en juin dernier par les dix chefs d'Etats et de gouvernement consacre la *Coopération culturelle*. Mais, sous ce titre prometteur, on ne découvre rien de très nouveau sous le soleil européen :

- la complémentarité avec l'action de la Communauté dans le secteur culturel ;

- l'appui et la participation aux activités culturelles du Conseil de l'Europe ;

- le développement des activités d'institutions déjà existantes : la Fondation européenne et l'Institut Universitaire Européen de Florence ;

- la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel...

Dès l'annonce de ces mesures ponctuelles, on revient à une extrême prudence... : « Les Chefs d'Etats et de gouvernement conviennent de promouvoir, encourager ou faciliter, les quelques mesures ponctuelles proposées, en tenant compte des dispositions constitutionnelles respectives ».

La seule nouveauté réside dans une allusion timide aux moyens audio-visuels. Est-ce l'annonce d'une nouvelle conception de la vocation européenne dans le domaine culturel, d'une conception davantage tournée vers les masses, conséquence inévitable de l'élection du Parlement européen au suffrage universel et d'une volonté de renouer avec le peuple européen, conséquence aussi de l'explosion outre-Atlantique de l'industrie cinématographique et des télécommunications ?

Vint encore le « Mémoire du gouvernement français sur la relance européenne ». Il parle d'une « Europe qui vive » à laquelle participeraient les *peuples d'Europe* et... d'une *politique culturelle* pour l'Europe.

Politique culturelle ? Le terme était pourtant banni par la Commission européenne dans ses propositions en faveur d'actions spécifiques de la Communauté européenne dans le domaine culturel.

La dynamique de l'Europe est telle qu'un jour ou l'autre il faudra bien se prononcer sur le « projet d'Europe » que l'on désire réaliser. Or, la question de savoir s'il faut oui ou non une politique culturelle européenne reste ouverte : une telle politique, en effet, n'est-elle pas en

contradiction avec une Europe de l'homme ? Comment imposer à la culture, domaine par excellence de la libre expression individuelle, une politique, domaine de la contrainte appliquée au social global ? L'enjeu est énorme. Comment, enfin, organiser la diversité régionale, nationale et idéologique puisque c'est à cette dernière que l'Europe doit sa fécondité. Comment concilier Union et respect des autonomies ?

Rappelons-nous le Congrès de La Haye une fois encore : ... « Les frontières étatiques cloisonnent l'Europe verticalement, les idéologies et les partis la cloisonnent horizontalement. Leurs prétentions à un droit exclusif dans l'organisation du continent n'est pas moins dangereuse et utopique que ne serait « l'impérialisme d'une seule nation ». Il est bien clair que ni la droite, ni la gauche, ni le centre, aujourd'hui ne sont capables de créer l'Union. Aucun de ces partis n'est donc capable à lui seul de sauver l'Europe, ni par suite son propre avenir ».

Arrive enfin le « Projet de Traité instituant l'Union européenne » (de A. Spinelli) au sein duquel une large place est réservée aux matières culturelles : il appartient à l'Union de promouvoir la compréhension culturelle et linguistique entre les citoyens de l'Union, de faire connaître la vie culturelle de l'Union à l'intérieur comme à l'extérieur. Avec ce projet, c'est la contribution du Parlement européen qui est particulièrement mise en évidence puisqu'il a approuvé le projet en janvier 1984.

Le nombre de prises de position en faveur d'une Europe de la culture et du citoyen est important et chaque institution y a pris une part. Cela pourrait être un gage de succès. Mais les déclarations d'intentions n'ont d'autre valeur mobilisatrice que de laisser les plus fervents citoyens de l'Europe rêveurs, puisqu'il leur est de plus en plus impossible de rêver. On devrait peut-être réfléchir davantage sur cette phrase de la bible et en tirer les conséquences qui s'imposent : « L'espoir différé rend le cœur malade, mais le désir accompli est un arbre de vie ».

Ne reste-t-il à l'Europe de la Culture qu'une seule issue : renforcer et poursuivre le développement des Communautés... par l'approfondissement des politiques existantes et l'élaboration de politiques nouvelles dans le cadre des traités de Paris et de Rome en faisant confiance au Parlement européen qui devrait être un moyen d'expression indispensable pour le citoyen de l'Europe ? (1).

L'article 235 permet que soient étendues les compétences de la Communauté, si cela apparaît nécessaire, pour réaliser l'un des objectifs de la Communauté, sans que le traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet. Faute de pouvoir abuser de cet article, d'autres moyens peuvent être utilisés dont ceux qui consistent par exemple, à placer certaines décisions sous la responsabilité de la Communauté et des Etats membres (2).

La coopération politique ayant ses propres limites, faisons état des propositions de la Commission de la CEE. Nous constaterons qu'elles ont aussi leurs limites propres puisque la culture n'y est entendue que comme un secteur d'application du Marché commun à vocation essentiellement économique.

(1) Voir par exemple, La résolution du PE sur le projet d'acte européen 12/4/83 ; la résolution du PE du 15.10.1982.

(2) Voir J.M. Boegner, « Le Marché Commun de Six à Neuf », Armand Colin.



## B. Les textes spécifiques

### *L'action communautaire dans le secteur culturel*

Le 22 novembre 1977, une communication de la Commission était intitulée : « *L'action communautaire dans le secteur culturel* ». Elle partait de l'idée que le traité CEE s'applique aux activités culturelles : libres circulations des biens culturels, lutte contre les vols de biens culturels, liberté de circulation et d'établissement des travailleurs culturels, stages professionnels des jeunes travailleurs culturels, harmonisation de la fiscalité du secteur culturel, harmonisation des législations sur le droit d'auteur et les droits voisins, volet social à appliquer aux travailleurs culturels.

Mais dès lors, le cadre restrictif et prudent dans lequel allaient se développer les actions communautaires dans le secteur culturel était fixé.

Cette première communication différenciait deux types d'actions communautaires : d'une part, celles qui relèvent de l'application du traité au secteur culturel et, d'autre part, celles que la Commission qualifie « d'autres actions » (prévues en plus de l'application du traité au secteur culturel). Il faut reconnaître que de telles actions donnent une ouverture à l'approche de la CEE. Ce qui inquiéta d'ailleurs vivement le Conseil de l'Europe.

Il est vrai, en effet, que des problèmes de double emploi avec les activités du Conseil de l'Europe pourraient surgir (principalement dans le domaine de la conservation du patrimoine architectural et celui des questions juridiques touchant le secteur culturel dont le problème des vols de biens culturels ou celui des droits d'auteurs).

Pourtant, l'orientation de l'action culturelle était bien précisée : « *Action économique et sociale*, l'action communautaire dans le secteur culturel se ramène à l'application des traités CEE dans lesquels évolue la culture et qui, loin d'être neutre vis-à-vis de son maintien et de son développement, la conditionnent fortement » (3).

On trouve encore dans le même document une phrase qui interdit une action maximaliste : « Cette action ne vise pas non plus la coordination des politiques culturelles des Etats membres. Le Conseil de l'Europe y pourvoit avec un succès reconnu ».

Une nouvelle communication relative au renforcement de l'action communautaire dans le secteur culturel était, le 8 octobre 1982, préparée par la Commission (4). Mais, l'avant-propos est, cette fois encore, particulièrement précautionneux. Gaston Thorn, alors Président de la Commission, rappelle que le texte « n'expose pas une philosophie de la culture : une telle philosophie impliquerait des choix *idéologiques* et *esthétiques* que la Communauté doit s'interdire ». Plus loin, il ajoute : « Notre communication montre à l'évidence que pour servir la culture, la Communauté n'a aucunement besoin d'empiéter sur les responsabilités des Etats ou des organisations internationales. Sans inquiéter quiconque, il suffit qu'elle se tienne résolument sur le terrain des compétences qui lui sont assignées ».

(3) Voir Communication de la Commission au Conseil et au Parlement, Bulletin CE-Suppl. 6/77, Commission des Communautés européennes.

(4) Voir COM (82) 590 final

La seconde Communication de la Commission au Conseil entend renforcer l'action communautaire dans le secteur culturel en s'orientant sur les quatre axes suivants :

1. le libre échange des biens culturels (v. art. 36) ;
2. l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs culturels : notion plus large que celle d'artiste (art. 117 et 118) car l'emploi devient à ce moment une des principales préoccupations de la Communauté ;
3. l'élargissement du public, effet du développement des médias ;
4. la conservation du patrimoine architectural grâce à des moyens nouveaux : prêts de la Banque Européenne d'Investissement à des taux d'intérêts privilégiés et l'intervention de différents Fonds communautaires.

Le Parlement européen a saisi au bond la balle envoyée par la Commission en adoptant, le 18 novembre 1983, une résolution sur le renforcement de l'action communautaire dans le secteur culturel. Il réclame l'élaboration d'un « Programme pour le développement de la vie et de l'organisation de la culture en Europe » grâce à la collaboration étroite des travailleurs culturels et des institutions communautaires. Par la même occasion, le Parlement européen demande que 1 % du budget communautaire soit consacré au secteur culturel. Jusque là, il atteignait à peine 0,0069 % du budget... !

Enfin, le Parlement réclame la création d'un *Conseil des Ministres de la culture*. Ces réunions verront le jour dès le 28 novembre 1983 à l'initiative de Madame Mercouri, Ministre grec de la culture. Il ne s'agit pourtant, à ce stade, que d'une réunion informelle.

## C. La relance de l'intergouvernementalisme

### *1. Les Conseils des Ministres de la culture*

La première réunion formelle se tiendra le 22 juin 1984. La promotion d'une industrie européenne des programmes audio-visuels figure à l'ordre du jour. Les Ministres décident en outre de réaliser les objectifs définis dans la Déclaration solennelle sur l'Union européenne en déterminant des actions prioritaires dont : la promotion de l'enseignement des langues, les rencontres, la sauvegarde du patrimoine culturel commun et la coopération culturelle entre les « Dix » dans les pays tiers.

Une deuxième réunion se tiendra en novembre 1984. Les Ministres réaffirment leur volonté de poursuivre leur action de façon très ponctuelle : année européenne de la musique, orchestre des jeunes, festival du film européen... et défendent l'industrie des programmes dans le secteur du cinéma et dans celui de la télévision au vu des nécessités nées de la transmission par satellite et par câble.

Ainsi donc si, au départ, les traités CEE tendaient à contenir l'action de la Communauté dans le secteur culturel dans des limites très étroites conditionnées par la vocation essentiellement économique du Marché commun, on va assister à une évolution très sensible avec l'avènement de la coopération politique. A partir de son démarrage, l'argumentation en faveur d'actions culturelles relève d'un raisonnement qui n'est plus juridique. La Commission de la CEE elle-même, en prônant des activités autres que celles découlant directement de l'application des traités, marque une orientation nouvelle. M.



Jenkins, en sa qualité de Président de la Commission CEE, a lui-même déclaré : « Jusqu'ici, la Commission a joué un rôle plus actif dans le domaine de l'économie que dans celui de la culture, mais la situation tend à s'équilibrer peu à peu » (5).

Quant à croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, il y a de la marge. Le fait que l'on ait dû recourir à la technique des accords internationaux pour mettre en place la Fondation européenne de la culture, prouve qu'en la matière la procédure intergouvernementale a la préférence sur la procédure supranationale.

## 2. La Fondation européenne

Un accord instituant une *Fondation européenne* a été signé par les Etats membres le 29 mars 1982 (6). Ce n'est donc pas la CEE qui finance la Fondation qui a une finalité essentiellement culturelle. L'idée de créer une telle institution avait déjà été suggérée dans le rapport sur l'Union européenne de Monsieur Tindemans.

En fait, la Fondation peut couvrir « tout ce qui peut accentuer la *dimension humaine* de la construction européenne qui repose sur la *coopération* entre les Etats membres de la Communauté, nos peuples et nos citoyens... ». Ses pouvoirs seraient donc très larges... mais, il est précisé : « La création de la Fondation n'apporte pas la réponse à la question de savoir si les attributions de la Communauté européenne doivent être étendues au domaine de la *politique culturelle* ».

A ce jour, aucune réponse n'a été apportée à cette question pourtant fondamentale.

On a donc l'impression d'assister à une partie de jeu de l'oie, avec un retour obligé à la case de départ. Si l'on arrive à l'Union européenne, une politique de coopération culturelle s'avère possible et des risques de chevauchements avec le Conseil de l'Europe pourraient surgir. A son défaut, on se contentera d'actions spécifiques dans le secteur culturel. Il convient donc de rester vigilant car les Européens ne sont pas unanimes quant aux objectifs culturels à atteindre.

Vouloir une Europe humaine, ce peut être favoriser une Europe du citoyen et une Europe de la culture sans pour autant accepter une politique culturelle contraignante, instrument de propagande d'un pouvoir tout puissant ; ce n'est pas pourtant se soustraire à une série d'obligations dans le secteur culturel dans le respect des droits et devoirs du citoyen de l'Europe avec l'espoir de valoriser leur épanouissement complet. Après tout, la culture n'est-ce pas la « Vie » tout court !

Il semble que l'on ne soit pas si bien engagé dans la voie vers l'Union. En effet, la Fondation n'a pu être créée par la voie d'un règlement communautaire basé sur l'Article 235 du Traité de Rome. Cet article, en effet, requiert l'unanimité au sein du Conseil des Ministres des Communautés européennes. Or, cette unanimité n'a jamais pu se faire. C'est donc par la voie d'une convention internationale qu'elle a vu le jour.

Aussi les interrogations, les contraintes imposées à une action communautaire dans le secteur culturel, les ambiguïtés restent-elles nombreuses.

Dommage, car la chance de l'Europe a été que sa dimension culturelle soit antérieure à sa division en nationalités.

## D. Vers une politique culturelle communautaire ?

La Commission est particulièrement claire à ce propos. Dès 1977, elle affirme que le secteur culturel se définit comme l'ensemble socio-économique que forment les personnes et les entreprises qui se consacrent à la production et la distribution des biens culturels et des prestations culturelles.

Dès lors, l'action communautaire dans le secteur culturel se trouve elle-même logiquement centrée sur la solution des problèmes économiques et des problèmes sociaux qui se posent dans ce secteur comme dans tous les autres.

Elle vise en premier lieu à soutenir la culture par la mise en place progressive d'un environnement économique et d'un environnement social qui lui soient plus favorables.

Dès lors, les traités CEE permettent une action dans le secteur culturel. Mais il se voit imposer une série de contraintes :

1. ne pas empiéter sur les autres pouvoirs qu'ils soient nationaux ou internationaux.
2. Se limiter aux aspects économiques et sociaux de la culture en suivant les prescriptions du Traité CEE dont l'objectif primordial et le contenu sont à l'évidence économiques.
3. S'interdire tout débat sur la définition, la finalité et le contenu de la culture.
4. S'interdire toute fonction de direction ou même d'orientation.
5. S'interdire une coordination des politiques culturelles des Etats membres (ce qui revient au Conseil de l'Europe). Notons que la coopération avec le Conseil de l'Europe s'est affirmée depuis 1975, date à laquelle un « bureau de liaison des CE » a été établi à Bruxelles.

Il semble pourtant que la division des tâches avec le Conseil de l'Europe ne s'opère pas sans difficultés.

En effet, la Commission de la CEE dans son introduction aux propositions communautaires dans le secteur culturel fait la distinction entre la tâche du Conseil de l'Europe qui consiste à poursuivre « la recherche fondamentale de haut niveau qui lui permet de tenir à jour et d'adopter... les notions primordiales... » et celle de la Communauté pour laquelle il s'agit « de passer au stade des mesures concrètes » (7). Ainsi donc, il appartiendrait au Conseil de l'Europe de définir les concepts et à déterminer les objectifs, et à la CEE de les mettre en pratique. Le Conseil de l'Europe rejette totalement ce point de vue et s'inquiète d'ailleurs de la nouvelle orientation

(5) Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, doc. 4214, 14 janvier 1979, Rapport sur la coopération culturelle européenne de McNamara, p. 29.

(6) Voir Bulletin CEE 3/82.

(7) COM (77) 560 final, paragraphe 4, p. 1.

de la CEE en matière culturelle. Aussi, une recommandation précise la position de son Assemblée parlementaire en matière de coopération culturelle européenne (8).

Cette dernière regrette « qu'aucune procédure adéquate ne permette de tenir compte du point de vue de la plus grande Europe telle que représentée par le Conseil de l'Europe lors de l'élaboration et de l'adoption de telles propositions par les Communautés européennes... » reconnaît cependant que les activités que les Communautés européennes se proposent d'entreprendre dans le domaine culturel peuvent découler des obligations contenues dans le Traité de Rome... se félicite des discussions positives qui ont eu lieu entre les représentants de l'Assemblée parlementaire et de la Commission des Communautés européennes et recommande enfin, au Comité des Ministres, de veiller, si une Fondation européenne est créée, à ce que :

a. Le Conseil de l'Europe soit effectivement représenté à son conseil de direction ;

b. les activités de cette Fondation contribuent à la coopération européenne dans l'Europe toute entière, sans être limitées aux Etats membres des Communautés européennes.

Une différence essentielle entre le Conseil de l'Europe et la CEE provient du fait que le premier ne possède pas de pouvoir d'intervention directe alors que la CEE peut promouvoir des activités conçues dans un esprit pragmatique.

« La CEE s'efforce d'apporter une solution commune à des problèmes communs pressants, tandis que le Conseil de l'Europe essaie d'encourager la compréhension générale des problèmes... » (9).

Au surplus, l'insuffisance des fonds disponibles par le Conseil de l'Europe nuit effectivement à sa capacité propre de donner suite à des activités susceptibles d'applications pratiques directes. La CEE, même si elle ne dispose pas de fonds suffisants pour remplir ses obligations en matière de culture, bénéficie pourtant d'un budget culturel très nettement supérieur au budget du Conseil de l'Europe. Bien que très modeste au début (113 800 en 1976), il est en accroissement constant du fait de la pression du Parlement européen, notamment. Aussi, le Conseil de l'Europe souhaite-t-il l'appui financier de la CEE aux travaux et aux projets qu'il lance sans que cet appui ne nuise à sa crédibilité dans le domaine de la coopération culturelle.

La CEE a, par exemple, aidé le Conseil de l'Europe par ses contributions au Centre européen de Venise pour la formation d'artisans à la conservation du patrimoine architectural.

Ainsi donc, tout comme le secteur culturel n'est pas la culture, l'action communautaire dans le secteur culturel ne sera pas une politique culturelle. Les institutions communautaires n'ont pas l'intention d'imposer une « eu-

roculture ». Ce serait irréaliste puisque l'Europe c'est d'abord l'Europe de la diversité et du pluralisme. Le Conseil de l'Europe est d'accord avec ce point de vue : « La responsabilité incombe en dernier ressort aux gouvernements et il n'appartient ni au Conseil de l'Europe, ni à la CEE, de prescrire quel doit être le développement de la culture en Europe. Cela ne revient pas toutefois à nier l'importante contribution que les deux institutions peuvent, avec des ressources suffisantes, apporter dans ce domaine » (10).

## Conclusion

Née d'une certaine idée de l'Europe, définie dès le Congrès de La Haye en 1948, prolongée par les Traités de Paris et de Rome, relancée et approfondie par la coopération politique européenne dont les règles sont régies par les rapports de Luxembourg, Copenhague et Londres et activée par le Parlement européen, ravivée par son élection au suffrage universel direct, la dimension européenne de la culture est là.

Qui oserait donc encore affirmer que les fondements d'une Europe de la culture sont inexistantes, que la part de réalité est absente ? Mais de quels fondements s'agit-il ? Chaque maître d'ouvrage a son propre plan en tête. Construiront-ils des maisons de paille, des cabanons ou des forteresses ? Autrement dit, faut-il promouvoir « une politique culturelle », faut-il se contenter d'actions spécifiques dans le secteur culturel ? Entre ces deux extrêmes, y a-t-il place pour d'autres formules ?

Ces questions soulèvent non pas des débats de nature académique sur la notion de culture ou de citoyenneté, mais des projets hautement politiques où les idéologies de toutes sortes risquent de s'affronter : socialisme contre libéralisme, nationalisme contre européanisme et régionalisme... La Commission a conscience de ces difficultés, c'est pourquoi elle adopte le précautionnisme et l'attentisme. Les mêmes problèmes se posent depuis la naissance de l'Europe dans ces mêmes termes.

Le Professeur J. Fourastié a raison d'affirmer « la politique a légitimement et nécessairement des objectifs (ceux de permettre, d'autoriser, de favoriser la culture) ; mais la culture elle-même n'a pas d'objectifs ». En effet, la culture évolue spontanément, c'est pourquoi « il met en garde contre le glissement insidieux qui pourrait faire passer de la notion d'objectifs de la politique culturelle à celle d'objectifs de la culture elle-même » (11).

Pourtant, il semble bien que tant que l'on n'aura pas formulé un projet d'Europe de la culture et du citoyen, tant que l'on négligera la dimension humaine de l'Europe, on ne pourra que difficilement progresser dans la voie de l'Union européenne. L'Europe n'est trop souvent qu'une « belle au bois dormant » que l'un ou l'autre approche pour des questions d'opportunité à tel ou tel mo-

(8) Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Trentième session ordinaire.  
Recommandation 850 (1979) relative à la coopération culturelle européenne.

(9) Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire. Doc. 4214, 15 janvier 1979. Rapport sur la coopération culturelle européenne de M. McNamara, p. 12.

(10) Conseil de l'Europe. Voir Rapport déjà cité, p. 3.

(11) J. Fourastié, Rapport écrit, XXX<sup>e</sup> Table Ronde des problèmes de l'Europe, La Haye, mars 1977.



ment en espérant bien qu'elle ne se réveille pas pour de bon... Et l'Europe continue d'être l'otage des Etats et de leurs politiques nationalistes.

Les réunions de Conseils des ministres compétents pour la coopération culturelle, comme les ont proposées Messieurs Colombo et Gensher, permettent-elles de placer l'Europe de la culture et du citoyen ailleurs qu'entre le marteau et l'enclume ? Il leur revient de procéder à un échange de vues régulier sur l'opportunité d'une coopération étroite dans le domaine culturel, ce qui ne devrait pas impliquer qu'ils harmonisent nécessairement leurs points de vue...

Il ressort de ce qui précède *une réelle ambiguïté de l'action communautaire* dans le secteur de la culture. Tantôt la Communauté se laisse aller à de belles proclamations, à plus de profondeur dans l'expression, mais les déclarations d'intention n'impliquent pas une véritable détermination dans l'action ; tantôt la Communauté se fige à l'intérieur du cadre strict des traités, fidèle au style comptable et froid ; tant reproché au Marché Commun, mais elle adopte alors une attitude plus pragmatique et entame des actions par trop circonscrites. Faut-il une politique culturelle, quelle coopération culturelle promouvoir ? Ces questions restent ouvertes... Ainsi donc, les principes directeurs succéderont à l'action, ce qui peut paraître aberrant. Malgré certaines tentatives, le contact n'est pas suffisamment établi entre les deux processus (le supranational et l'intergouvernemental) qui doivent enfin créer « l' » Europe de la culture. Une certaine cassure continue d'exister entre ceux qui prennent les initiatives (un gouvernement national, le Parlement européen

ou le Conseil de l'Europe) et ceux qui exercent réellement le pouvoir au sein du « Marché Commun ». Il apparaît pourtant qu'une véritable concurrence s'établit entre la CEE et le Conseil de l'Europe, preuve que le pouvoir politique, après avoir conquis les matières économiques et sociales, s'intéresse chaque jour davantage à la culture, enjeu majeur pour l'avenir.

La Communauté européenne n'échappe pas à cette évolution. Aussi, un véritable processus d'intégration est amorcé en matière culturelle. Les causes en sont multiples : élection du Parlement européen au suffrage universel direct, développement de la coopération politique, risque pour l'Europe d'être vassalisée en matière de télécommunication, volonté pour l'Europe de s'affirmer vis-à-vis du reste du monde.

On ne peut ignorer que les années 70 constituent une période de démarrage importante pour la culture européenne et que depuis cette époque les diverses institutions de la CEE (Commission, Parlement, Conseils des Ministres, Conseils européens) contribuent à son épanouissement par leur appui mutuel.

L'élargissement de la Communauté aux pays du Sud de l'Europe contribuera-t-elle à relancer l'Europe de la culture et du citoyen ? Avec lui, la démocratie en Europe est remise à l'ordre du jour, la démocratie européenne s'en trouvera-t-elle renforcée ? Il semble bien qu'il faille répondre par « oui ». Le « Manifeste de Venise » sur l'identité européenne et la toute récente réunion de Madrid (16 octobre 1985) en seraient des preuves tangibles.

# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## I. — Nominations

### Comité consultatif de la C.E.C.A.

★ Lors de sa session des 28/29 novembre 1985, le Conseil a nommé, sur proposition de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, M. François Cammarata, secrétaire général de la Centrale chrétienne des Métallurgistes, comme membre du *Comité consultatif de la C.E.C.A.*, en remplacement de M. Jean Doyen, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 17 février 1987.

★ Lors de sa session du 5 décembre 1985, le Conseil a nommé, sur proposition de la Confédération française démocratique du travail, M. Jacques Dezeure, secrétaire national de la Fédération Générale des Mines et de la Métallurgie CFDT, comme membre du *Comité consultatif de la C.E.C.A.*, en remplacement de M. Jean-Marie Spaeth, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 17 février 1987.

### Comité économique et social

Lors de sa session du 5 décembre 1985, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement allemand, M. Klaus Schmitz, Leiter der Abteilung Strukturpolitik beim DGB-Bundesvorstand, comme membre du *Comité économique et social* en remplacement de M. Dieter Cremer, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 20 septembre 1986.

### Comité consultatif pour la formation professionnelle

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 17 décembre 1985, la décision portant nomination :

— d'une part, de M. K.-G. Krachten comme membre titulaire du *Comité consultatif pour la formation professionnelle* en remplacement de M. R. Raddatz pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 14 juillet 1987.

### Comité consultatif pour la sécurité sociale des travailleurs migrants

Le Conseil a arrêté, lors de sa session des 28/29 novembre 1985, la décision portant nomination des membres titulaires et suppléants du *Comité consultatif pour la sécurité sociale des travailleurs migrants* pour la période allant du 28 novembre 1985 au 27 novembre 1987, à savoir :

#### I. Représentants des gouvernements

##### a) Membres titulaires

Belgique	M. F. Cassiers	M. R. de Pauw
Danemark	M. A. Trier	M. P. Vorre
Allemagne	M. H. Kaupper	M. A. Schneider
Grèce	Mme M. Katsachnia	M. N. Manassis
France	M. H.L. Tellier	M. A. Meurinne
Irlande	M. J. Downey	M. E. McCumiskey
Italie	M. A. Gallo	M. L. Cristofanelli
Luxembourg	M. A. Deratte	M. A. Thill
Pays-Bas	M. L. Voogd	M. N.G.C. van Donk
Royaume-Uni	Mlle J.M. Richards	Mlle K.E.W. Blunt

##### b) Membres suppléants

Belgique	M. Ch. Deneve
Danemark	M. N.O. Andersen
Allemagne	M. W. Last
Grèce	M. P. Tsoukatos
France	Mlle J. Guiguen
Irlande	M. W.C. Conway
Italie	Mme F. Selvaggi
Luxembourg	M. G. Schroeder
Pays-Bas	M. A.G. Bloemheuvel
Royaume-Uni	M. R.F. Mills



## II. Représentants des organisations d'employeurs

### Membres titulaires

Belgique	M. L. Fransman	Mme M.-L. Storme
Danemark	Mme H. Simonsen	Mme B. Johansen
Allemagne	M. F. Schnabel	M. B. Heinzemann
Grèce	M. B. Kritikos	M. D. Gangas
France	M. B. Caron	Mme M.J. Baffoy
Irlande	M. T.G. Harrington	M. J. Harty
Italie	M. C.A. Marzocchi	M. M. Maselli
Luxembourg	M. L. Reckinger	M. M. Sauber
Pays-Bas	M. G. Verhey	Mme Th. M. Snelders
Royaume-Uni	M. W.G. Ashley	M. M.D. Riddles

### b) Membres suppléants

Belgique	Mme L. de Keyser
Danemark	M. P. Skibelund
Allemagne	M. W. Glaubitz
Grèce	M. Ch. Nikolakopoulos
France	M. P. de Lamer
Irlande	M. A.F. Rice
Italie	M. V. Valeriani
Luxembourg	M. R. Beffort
Pays-Bas	M. J.H. Zwarts
Royaume-Uni	Mme S. Anderson

## III. Représentants des organisations de travailleurs

### a) Membres titulaires

Belgique	M. J.-L. Stalport	M. E. Loof
Danemark	M.E. Balle	M.E. Hemmingsen
Allemagne	M. G. Faupel	M. W. Köhne
Grèce	M. I. Papamichail	M. D. Paidakakis
France	M. J. Fabiani	M. S. Cappe
Irlande	M. P. Merrigan	M. W. Wallace
Italie	M. G. Tosini	M. N. di Meola
Luxembourg	M. R. Pizzaferrì	M. H. Dunkel
Pays-Bas	Mme I. Ketelaar	M. F. Prins
Royaume-Uni	M. J.F. Eccles	M. T.W. Mawer

### b) Membres suppléants

Belgique	Mme A. de Kinder
Danemark	M. P. Nielsen
Allemagne	M. R.-D. Aschenbeck
Grèce	M. G. Dassis
France	M. F. Bouille
Irlande	M. P. Murphy
Italie	M. E. Greco
Luxembourg	M. J. Marcus
Pays-Bas	Mme M.J.Ph.A. Clerx
Royaume-Uni	M. J. MacGuagan

## Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Lors de sa session du 11 novembre 1985, le Conseil a nommé, sur proposition de la Commission, Mme Paulette Hofman, Confédération Force Ouvrière, comme membre titulaire du Conseil d'administration de la *Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail*, en remplacement de M. Bernard Mourgues, membre titulaire démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 17 février 1988.

## Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs.

Lors de sa session du 5 décembre 1985, le Conseil a nommé :

— M. Antoine Donck comme membre titulaire du *Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs* en remplacement de M. J. Labart pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 6 octobre 1987.

— Mme Anne-Sylvie Delouvrier comme membre titulaire du *Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs* en remplacement de M. P. Padovani pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 6 octobre 1987.

## Comité du Fonds social européen.

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 12 décembre 1985, la décision portant nomination des membres titulaires et suppléants du *Comité du Fonds social européen*, pour la période du 12 décembre 1985 au 11 décembre 1987, à savoir :

## I. Représentants des gouvernements

### a) Membres titulaires

Belgique	M. J. Denys	M. M. André
Danemark	Mme B. Kondrup	M.H. Boserup
Allemagne	M. G. Schulz	M. Sommer
Grèce	M. A. Bougas	Mme M. Payoula
France	M. Bureau	M. M. Théron
Irlande	M. P. Léonard	M. M. Sherlock
Italie	M. G. Cacopardi	M. L. de Angelis
Luxembourg	M. R. Schintgen	M.Y. Mersch
Pays-Bas	M. A.B. Vaandrager	Mme M.E. Van Rijn-Van Der Tas
Royaume-Uni	M.J.S. Lambert	M. R.H. Niblett

### b) Membres suppléants

Belgique	M. P. Chevrement
Danemark	Mme D.N. Andersen
Allemagne	M. G. Faust
Grèce	Mme V. Stavrianopoulou
France	M. R. Cottave
Irlande	Mlle M. Cullinan
Italie	M. L. Tassoni Estense Di Castelvecchio
Luxembourg	M. P. Wiseler
Pays-Bas	M. J.W.S. Pabon
Royaume-Uni	M. J.H. Currie

## II. Représentants des organisations d'employeurs

### a) Membres titulaires

Belgique	M. D. de Norre	M. J. Bellefroid
Danemark	M. N.J. Hansen	Mme B. Johansen
Allemagne	M. G. Preuss	M. R. Ebert
Grèce	M. M. Tanes	M. A. Symeonoglou
France	M. J.-F. Retournard	M. D. Delage
Irlande	M. J.F. O'Brien	M. C. Power
Italie	M. F. Mondello	M. G. Capo
Luxembourg	M. L. Jung	M. M. Sauber
Pays-Bas	Mme C. Hak	M. S.J.H. Huijben
Royaume-Uni	M. H.M.L. Morton	M. A. Moore

### b) Membres suppléants

Belgique	M. G. Ottenbourg
Danemark	M. H. Morkeberg
Allemagne	A.F. Prinzessin zu Schoenaich-Carolath
Grèce	M. I. Stasinopoulos
France	M. C. Amis
Irlande	M. A. O'Boyle
Italie	M. M. Maselli
Luxembourg	M. A. Robert
Pays-Bas	M. B.J. Van Der Toom
Royaume-Uni	M. N. Parkin

## III. Représentants des organisations de travailleurs

### a) Membres titulaires

Belgique	M. Van Depoele	M. J.C. Vandermeeren
Danemark	M. N.J. Hilstrom	M. P. Karlsen
Allemagne	M. F. Kempf	M. O. Semmler
Grèce	M. P. Evstathiou	M. G. Mavrikios
France	M. G. Cosyns	M. B. Dizier
Irlande	M. W.A. Attley	M. D. Nevin
Italie	M. G. Di Palma	M. G. Cocco
Luxembourg	M. R. Pizzaferrì	M. H. Dunkel
Pays-Bas	Mme K. Adelmund	M. G.A. Cremers
Royaume-Uni	M. W.H. Keys	M. K. Graham

**b) Membres suppléants**

Belgique	M. A. Van Der Haegen
Danemark	M. H. Hinrich
Allemagne	M. H.-H. Rubbert
Grèce	M. G. Martzos
France	M. A. Faesch
Irlande	M. D. Murphy
Italie	M. A. Sergi
Luxembourg	M. A. Groben
Pays-Bas	M. H. Weggelaar
Royaume-Uni	M. F.A. Baker

**Comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu du travail**

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 17 décembre 1985, la décision portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du *Comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu du travail* pour la période du 17 décembre 1985 au 16 décembre 1988, à savoir :

**I. Représentants du gouvernement**

**a) Membres titulaires**

Belgique	M. Bens	M. Denonne
Danemark	M. Grove	M. Andersen
Allemagne	M. Noethlich	M. Wolff
Grèce	M. Vassilopoulos	Mme Georgopoulou
France	M. Jean	M. Laroque
Irlande	Mlle O'Callaghan	M. Walsh
Italie	M. Fiore	M. Fredella
Luxembourg	M. Schuster	M. Rume
Pays-Bas	M. de Roos	M. Siccama
Royaume-Uni	M. Martin	M. Burgess

**b) Membres suppléants**

Belgique	M. de Greve	M. Cajot
Danemark	M. Saxild	M. Hansen
Allemagne	M. Opfermann	M. Horneffer
Grèce	Mme Kafetzopoulou	M. Zorbas
France	M. Ernst	M. Robert
Irlande	M. Neville	M. O'Brien
Italie	Mme Rocca	M. Guerrieri
Luxembourg	M. Glodt	M. Demuth
Pays-Bas	M. Rikmenspoel	M. Vos
Royaume-Uni	Mme Catto	M. Carter

**II. Représentants d'employeurs**

**a) Membres titulaires**

Belgique	M. Cordy	M. Leonard
Danemark	M. Falk	M. Jepsen
Allemagne	M. von Hassel	M. Boeshagen
Grèce	M. Tsamadopoulos	M. Zimalis
France	M. Peyrical	M. Tassin
Irlande	M. Rice	M. O'Connor
Italie	M. Giusti	M. Bussetti
Luxembourg	M. Ferry	M. Olinger
Pays-Bas	M. Den Boer	Mme de Meester
Royaume-Uni	Mlle Mackie	M. Davis

**b) Membres suppléants**

Belgique	M. Bormans	M. Hardy
Danemark	M. Linius	M. Dalberg
Allemagne	M. Mueller	M. Hartmann
Grèce	M. Kaldis	M. Vgotzas
France	Mme Corman	M. Fruchet
Irlande	Mme Carroll	M. Cassidy
Italie	M. Garlanda	M. Scarfani
Luxembourg	M. Berweiler	M. Belfort
Pays-Bas	M. Korten	Mme Van Wagenburg
Royaume-Uni	M. Fberlie	Mlle Webster

**III. Représentants de travailleurs**

**a) Membres titulaires**

Belgique	M. Silon	M. Thyre
Danemark	M. Boch	Mme Christensen
Allemagne	M. Konstanty	M. Partikel
Grèce	M. Laimos	Mme Vassilakou
France	M. Martin	M. Guevel
Irlande	M. Branigan	M. O'Sullivan
Italie	M. Leli	Mme Tomassini
Luxembourg	M. Nurenberg	M. Groben
Pays-Bas	M. Bunt	M. Van de Kamp
Royaume-Uni	M. Greendale	M. Jacques

**b) Membres suppléants**

Belgique	M. Kennes	M. Haaze
Danemark	M. Heegaard	Mme Svanholt
Allemagne	M. Hinne	M. Egelkraut
Grèce	M. Christodoulou	M. Geranios
France	M. Saïu	M. Sedes
Irlande	M. O'Halloran	M. Keating
Italie	M. Stanzani	Mme Brighi
Luxembourg	M. Dunkel	M. Giardin
Pays-Bas	M. Schmitz	M. Muller
Royaume-Uni	M. Buckton	M. Hamilton

**Centre européen pour le développement de la formation professionnelle**

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 17 décembre 1985 la décision portant renouvellement des membres du Conseil d'administration du *Centre européen pour le développement de la formation professionnelle* pour la période du 17 décembre 1985 au 16 décembre 1988, à savoir :

**I. Représentants des gouvernements**

Belgique	M. Alphonse Verlinden
Danemark	Mme Grethe Erskov
Allemagne	M. Alfred Hardenacke
Grèce	M. Yakovos Yavidis
France	M. André Ramoff
Irlande	M. Arthur P. O'Reilly
Italie	M. Giuseppe Cacopardi
Luxembourg	M. Norbert Hauptert
Pays-Bas	M. Th. de Keulenaar
Royaume-Uni	M. J.K. Fuller

**II. Représentants des organisations d'employeurs**

Belgique	M. Alfons De Vadder
Danemark	M. Preben Kristiansen
Allemagne	M. Helmut Brumhard
Grèce	M. Evangelos Boumis
France	Mlle Marie-José Montalescot
Irlande	M. Anthony Brown
Italie	M. Vincenzo Romano
Luxembourg	M. Eugène Muller
Pays-Bas	M. J.B. de Leeuwe
Royaume-Uni	M. Tony Jackson

**III. Représentants des organisations de travailleurs**

Belgique	Mme Anne-Françoise Theunissen
Danemark	M. Christian Aagaard Hansen
Allemagne	M. Felix Kempf
Grèce	M. Georgios Dassis
France	M. Michel Tissier
Irlande	M. Tom McGrath
Italie	M. Carmelo Cedrone
Luxembourg	M. Jean Regenwetter
Pays-Bas	M. G.A. Cremers
Royaume-Uni	M. Fred Jarvis



### Canada

Le 8 novembre 1985, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. l'Ambassadeur Robert Joyce, désigné par le Gouvernement du Canada comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Jacques Gignac.

### Mauritanie

Le 14 novembre 1985, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Ely Ould Allaf désigné par le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie comme Représentant, respectivement Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur A.K. Ould Cheikh Sidia.

### Sierra Leone

Le 21 novembre 1985, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Abdul Gadiro Koroma, désigné par le Gouvernement de la République de Sierra Leone, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Sahr Matturi.

### Bangladesh

Le 9 décembre 1985, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Mohammed Mohsin, désigné par le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Manzoor A. Choudhury.

### Maroc

Le 16 décembre 1985, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Abdelmalek Cherkaoui Ghazouani, désigné par le Gouvernement du Royaume du Maroc, comme Chef de la Représentation de ce pays auprès de la Communauté économique européenne et de la Mission auprès de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Zine El Abidine Sebti.

### Zaïre

Le 9 décembre 1985, la Communauté économique européenne a donné l'agrément à S.E. Madame l'Ambassadeur Ekila Liyonda désignée par le Gouvernement de la République du Zaïre comme Représentant de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Tshibuabua Ashila Pashi.

## II. — Activités communautaires

### POLITIQUE SIDÉRURGIQUE APRÈS 1985

Loin de sa session des 29/30 octobre 1985, le Conseil a donné ses avis conformes sur les projets de décision de la Commission concernant :

— l'organisation du marché sidérurgique après 1985 (en vertu de l'article 58 C.E.C.A.) ;

— les règles applicables aux aides et interventions des Etats membres en faveur de la sidérurgie après 1985 (en vertu de l'article 95 C.E.C.A.).

Le Conseil a ainsi donné en temps opportun aux entreprises sidérurgiques de la Communauté les indications nécessaires qui leur permettront de baser leurs politiques commerciales et d'investissement après la fin 1985 sur des données sûres.

Les éléments essentiels des nouveaux régimes sont les suivants :

#### A. Organisation du marché :

Sont libérés du régime des quotas à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986 :

- les ronds à béton (catégorie V),
- Les tôles revêtues (catégorie I d).

En ce qui concerne les autres produits, la Commission procédera avant la fin de l'année 1986 avec le Conseil à un examen de la situation du marché. En fonction de cet examen, elle fera de nouvelles propositions visant à poursuivre la libéralisation progressive du système à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Le Conseil a approuvé également certaines modalités techniques du nouveau régime, à savoir le maintien des références actuelles et leur mise à jour selon certains critères, le maintien du contrôle des flux traditionnels, le rétablissement de l'article 14 D de la décision 234/83.

Le dispositif comporte en outre, notamment : la suspension des prix minima à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986, l'exclusion de l'Espagne et du Portugal du régime transitoire, le maintien de l'article 14 c concernant les commandes exceptionnelles, le maintien de dispositions particulières en faveur de la Grèce et de l'Irlande.

La décision sur le nouveau régime d'organisation de marché sera valable jusqu'au 31 décembre 1987.

#### B. Régime des aides

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986 et jusqu'au 31 décembre 1988 ne seront autorisées que :

— les aides à la recherche et au développement à condition que les projets poursuivent l'un des objectifs suivants : réduction des coûts de production, amélioration de la qualité des produits, amélioration de la performance des produits sidérurgiques ou une extension de la gamme des utilisations de l'acier, amélioration des conditions d'environnement et des conditions de travail.

Le montant total de ces aides ne peut dépasser — exprimé en équivalent de subvention net — 35 % des coûts éligibles du projet pour la recherche industrielle de base, et 25 % pour la recherche appliquée et le développement ;

— les aides en faveur des mesures de protection de l'environnement destinées à faciliter l'adaptation aux nouvelles normes légales de protection de l'environnement, ceci dans la limite de 15 % — en équivalent de subvention nette — des dépenses d'investissement directement liées à la mesure de protection de l'environnement visée ;

— les aides à la fermeture :

... destinées à couvrir jusqu'à 50 % des allocations versées aux travailleurs licenciés ou mis anticipativement à la retraite dans certaines conditions et limites spécifiées dans la décision,

... accordées à titre de compensation pour cessation définitive des activités d'entreprises sidérurgiques répondant à certains critères et dans des limites précisées par la directive.

Des versements au titre de ces aides ne peuvent être effectués jusqu'au 31 décembre 1988.

— Les aides régionales aux investissements en Grèce selon les régimes généraux d'aides, à condition que les investissements en question n'entraînent pas un accroissement de la capacité de production.

Enfin, la décision oblige les Etats membres à notifier préalablement pendant la durée du nouveau régime tous les apports financiers publics aux entreprises sidérurgiques publiques ou privées.



## POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DE LA PÊCHE

Lors de sa session du 20 décembre 1985, le Conseil a procédé à un échange de vues très approfondi sur la base d'une série de propositions de la Commission relative à la poursuite de la politique communautaire de la pêche dans la perspective de la Communauté à Douze à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Pour l'essentiel, cet examen s'est concentré sur les problèmes se posant dans le cadre de la fixation des TAC et la répartition des quotas entre les Etats membres. Cet examen a dû évidemment tenir compte des résultats des négociations notamment avec la Norvège, les Iles Féroé, la Suède et le Groenland.

Par ailleurs, il a été complété par un certain nombre de mesures concernant d'une part, l'accès des bateaux des Etats membres actuels aux eaux de l'Espagne et du Portugal, et d'autre part l'accès des bateaux portugais aux eaux de la Communauté à Dix (1). Il a été également complété par l'adoption de certaines mesures structurelles et de contrôle intéressant à la fois la Communauté à Dix et les deux nouveaux partenaires.

Finalement, le Conseil a abordé le problème de la sous-utilisation des quotas, ainsi que la question des relations avec une série de pays tiers.

A la fin de ses travaux le Conseil est parvenu à un accord d'ensemble de ces problèmes tel que résumé ci-après.

### *Tac et quotas 1986*

Le Conseil est parvenu à un accord sur les TAC et quotas pour 1986 pour les douze Etats membres.

Cette année le régime des TAC et quotas n'inclut plus la zone de pêche autour de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette non-inclusion est décidée dans l'attente d'une déclaration imminente du Conseil consacrant, sur le plan du droit communautaire, la retransformation de ce territoire d'un « DOM » en un « PTOM » au sens du traité CEE.

A cette occasion, la Commission a confirmé que l'allocation des quotas pour certains stocks ou groupes de stocks prévus pour la première fois dans le règlement fixant les totaux admissibles des captures pour l'année 1986 ne préjuge ni les TACs, ni la répartition future de ces stocks qui sera déterminée sur la base de l'expérience acquise.

### *Mesures techniques*

Le Conseil a adopté le règlement complétant le règlement (CEE) n° 171/83 par des mesures techniques de conservation applicables aux eaux maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de l'Espagne et du Portugal.

### *Pêche par les navires de la Communauté à 10 dans les eaux espagnoles*

Le Conseil a adopté le règlement fixant, pour 1986, certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon des Etats membres à l'exception de l'Espagne et du Portugal, dans les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction de l'Espagne.

### *Pêche par les navires de la Communauté à 10 dans les eaux portugaises et pêche des bateaux portugais dans les eaux de la Communauté à 10.*

Le Conseil a adopté deux règlements :

— fixant, pour 1986, certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon des Etats membres à l'exception de l'Espagne et du Portugal, dans les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction du Portugal ;

— fixant, pour 1986, certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon du Portugal, dans les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction des Etats membres à l'exception de l'Espagne et du Portugal.

### *Question de la sous-utilisation de quotas*

Le Conseil a rappelé sa déclaration du 25 janvier 1983 selon laquelle la pleine utilisation des ressources disponibles contribue à l'équilibre et au développement des industries de la pêche dans la Communauté. Dans ce contexte, la Commission s'est engagée, au moment où elle transmettra aux Etats membres les chiffres de captures cumulés pour la période allant jusqu'à la fin du mois de septembre de chaque année, à indiquer les cas principaux où il paraît exister la possibilité d'un échange de tout ou partie des quotas, comme le prévoit l'article 5, paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 170/83 du Conseil et à faire des recommandations, afin de faciliter aux Etats membres des décisions éventuelles, étant entendu que la clé de répartition résultant du compromis du 25 janvier ne serait en aucun cas mise en cause.

### *Norvège, Iles Féroé et Suède*

Le Conseil a adopté le règlement du Conseil :

— répartissant certains quotas entre les Etats membres pour les navires pêchant dans la zone économique de la Norvège et dans la zone de pêche située autour de Jan Mayen ;

— fixant pour l'année 1986 certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon de la Norvège ;

— répartissant les quotas de capture entre les Etats membres pour les navires pêchant dans les eaux des Iles Féroé ;

— fixant, pour l'année 1986, certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires immatriculés aux Iles Féroé ;

— répartissant les quotas de capture entre les Etats membres pour les navires pêchant dans les eaux de la Suède ;

— fixant, pour l'année 1986, certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon de la Suède.

### *Groenland*

Le Conseil a approuvé le règlement allouant pour 1986 les quotas de capture de la Communauté dans les eaux du Groenland.

### *Quantités forfaitaires*

Le Conseil a adopté le règlement (CEE) du Conseil fixant les quantités forfaitaires de merlu, de chinchard et de merlan poutassou allouées à l'Espagne pour 1986 dans les eaux de la Communauté à Dix.

### *Mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon de certains pays tiers dans la zone des 200 milles située au large des côtes du département français de la Guyane*

Le Conseil a adopté le règlement fixant le régime de pêche à prévoir pour les navires battant pavillon de certains pays tiers dans la zone des 200 milles située au large des côtes du département français de la Guyane pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1986.

Le règlement en question s'inspire des principes déjà retenus dans le passé. Toutefois, il comporte trois modifications importantes par rapport au règlement en vigueur pour 1985 :

— en vue de tenir d'un processus de francisation des navires battant pavillon des pays tiers, et dans l'immédiat, des bateaux japonais, ce règlement réservé à ces navires un régime de licences temporaires (nombre maximal de licences proposé pour les bateaux des pays tiers, à l'exception des Etats ACP pêchant les crevettes : 55 dont 21 licences temporaires) ;

(1) L'accès des bateaux espagnols aux eaux de la Communauté à Dix a été réglé dans le cadre de l'acte d'adhésion lui-même.



— il est autorisé, pour la première fois, la pêche aux requins sous certaines conditions ;

— il est prévu de réouvrir le quota alloué à la Barbade pour la dernière fois en 1981.

#### *Prime de report spéciale pour les anchois méditerranéens*

Le Conseil a adopté le règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2204/82 établissant des règles générales relatives à l'octroi d'une prime de report spéciale pour les anchois méditerranéens.

Il est rappelé que le règlement (CEE) n° 2204/82 prévoit l'octroi de la prime de report spéciale pour les sardines et anchois méditerranéens soit aux transformateurs qui ont passé des contrats avec des organisations de producteurs, soit aux organisations de producteurs pour les quantités transformées directement par ces organisations ou sous leur responsabilité. Toutefois, vu l'absence d'organisations de producteurs en Grèce, il avait été prévu par ce même règlement une dérogation en faveur des producteurs et transformateurs individuels établis en Grèce pendant deux ans. Cette dérogation a été prorogée pour l'année 1985 et à cette occasion le Conseil était convenu de procéder, avant le 31 décembre 1985, à un réexamen des modalités d'octroi de cette prime pour 1986, en vue d'une prorogation pour une année supplémentaire de la dérogation accordée à la Grèce pour 1985.

Ce règlement vise à proroger cette dérogation en ce qui concerne *seulement les anchois*, pour l'année 1986 qui sera d'ailleurs la dernière année d'application de la prime de report spéciale.

#### *Politique des structures*

##### *Aides structurelles pour la reconversion des conserveries de sardines*

Le Conseil a adopté le règlement relatif à un régime d'aides structurelles pour la reconversion des conserveries de sardines.

Ce règlement fait suite aux déclarations du Conseil des 18/19 décembre 1984 et des 22/23 juillet 1985 aux termes desquelles les mesures convenues dans le cadre des négociations d'adhésion pour intégrer la production des sardines espagnoles et portugaises dans la Communauté devraient être accompagnées de mesures spécifiques et transitoires en faveur du secteur des sardines de la Communauté actuelle. Une mesure spécifique, à savoir un régime indemnités compensatoires a été déjà adopté. Le présent règlement prévoit une aide structurelle forfaitaire de 10 millions d'ECUs en 3 ans octroyée aux conserveries de sardines des Etats membres de la Communauté actuelle.

##### *Restructuration, modernisation et développement du secteur de l'aquaculture*

Le Conseil adopte le règlement concernant la prorogation de l'action commune de restructuration, de modernisation et de développement du secteur de la pêche et de développement du secteur de l'aquaculture.

Il est rappelé que la durée envisagée pour la réalisation de l'action commune de restructuration, de modernisation et de développement du secteur de la pêche et de développement du secteur de l'aquaculture instituée par le règlement (CEE) n° 2908/83 expire le 31 décembre 1985.

Les autres mesures de politique structurelle mises en place dans le secteur de la pêche en 1983 (règlement (CEE) n° 2909/83 et directive du 4 octobre 1983 n° 83/515/CEE) arrivent à échéance à la fin de 1986.

Afin de pouvoir engager en 1986 une réflexion globale sur les résultats de ces mesures et d'être à même de faire au Conseil des propositions quant à la poursuite de cette politique structurelle à partir de 1987, la Commission a estimé opportun de proroger d'une année la validité du règlement (CEE) n° 2908/83. Celui-ci est le but de la proposition actuelle, qui contient, en outre certaines adaptations d'ordre financier du fait de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ainsi que du retrait du Groënland de la Communauté, le coût supplémentaire pour 1986 ayant été estimé à 74 MECU.

— *Pêche expérimentale et coopération en matière de pêche dans le cadre d'entreprises communes*

— *Actions d'adaptations des capacités dans le secteur de la pêche*

Le Conseil a adopté le règlement et la directive visant à affecter à ces deux actions des moyens financiers supplémentaires pour prendre en charge en 1986 les dépenses découlant de l'adhésion des nouveaux Etats membres.

Le coût total prévisionnel sera ainsi porté :

— Règlement (CEE) n° 2909/83 : de 18 à 23 MECUs.

— Directive 83/515/CEE : de 76 à 106 MECUs.

#### *Mesures de contrôle*

Le Conseil a adopté le règlement modifiant le règlement en ce qui concerne les mesures de contrôle à l'égard des activités de pêche exercées par les bateaux des Etats membres. Ce nouveau règlement vise à rendre plus efficace le contrôle du respect des mesures de conservation, à la lumière de l'expérience acquise depuis la mise en œuvre de la politique commune de la pêche.

Le Conseil a également adopté un autre règlement fixant les mesures à prendre à l'égard des opérateurs qui ne respectent par certaines dispositions relatives aux activités de pêche prévues à l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

#### *Relations en matière de pêche avec certains pays tiers et certaines organisations internationales*

Le Conseil a pris acte d'un rapport oral du Représentant de la Commission concernant les relations entre la Communauté et certains pays tiers, notamment le Canada, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Gambie, le Cap Vert, la Tanzanie, le Kenya, la Somalie, le Mozambique, la Mauritanie, le Japon.

#### SECTEUR VITI-VINICOLE

La procédure de consultation demandée par l'Espagne et le Portugal s'étant terminée le 4 novembre dernier, le Conseil, comme convenu, a repris ses délibérations sur ce dossier, sur base des orientations communes constatées précédemment.

A l'issue de son débat, le Conseil a arrêté, lors de sa session des 18/19 novembre 1985, les règlements concernant :

- les pratiques œnologiques et la politique de qualité,
- la désignation et la présentation des vins mousseux.

La réglementation relative aux *pratiques œnologiques* tient compte aussi bien des exigences de la production que de celles de la consommation, ainsi que de la nécessité d'assurer les contrôles appropriés et de prévenir d'éventuelles fraudes.

Les producteurs auront ainsi, dès la campagne en cours, la possibilité d'acidifier ou de désacidifier leurs vins, dans le cadre d'une disposition évitant les abus.

En ce qui concerne l'emploi de l'anhydride sulfureux dans les vins, le Conseil imposera, à partir de la prochaine campagne (1.9.1986), une réduction de 15 mg/l de la teneur maximale.

Quant à la *désignation des vins mousseux*, le règlement vise notamment à fournir une information correcte aux consommateurs et distingue entre indications obligatoires et indications facultatives.

Par indications obligatoires il faut entendre celles qui permettent au consommateur d'identifier d'une manière générale la catégorie à laquelle appartient le produit en question.

En ce qui concerne les indications facultatives, le choix de leur utilisation est laissé aux producteurs, à condition, bien entendu, que ces indications soient rigoureusement exactes. Toutefois des règles particulières pour l'utilisation de certaines des indications facultatives les plus importantes sont prévues.

Dans ce contexte il convient de citer plus particulièrement la mention « *méthode champenoise* », dont l'utilisation sera dorénavant interdite ; toutefois, pour éviter un passage trop brusque

à la nouvelle réglementation, une période transitoire de 8 ans est prévue pendant laquelle cette mention pourra encore être utilisée. Cette période était initialement prévue pour 6 ans. Elle a été prolongée par le Conseil en vue de tenir compte des préoccupations manifestées par l'Espagne sur ce point.

#### SECTEUR DU SUCRE

Lors de sa session des 9/10 décembre 1985, le conseil a marqué son accord de principe sur les éléments du futur régime sucrier de la Communauté. Il a en particulier :

- confirmé le principe de l'autofinancement du secteur du sucre ;
- décidé d'établir une cotisation de résorption destinée à couvrir le déficit cumulé du régime en application entre 1981/82 et 1985/86, le montant de ce déficit s'élevant à 400 MECUs ;
- confirmé le maintien du système actuel des quotas pour les cinq prochaines campagnes ;
- décidé que pour les campagnes de commercialisation 1986/87 - 1987/88 les quotas et le niveau des plafonds des cotisations à la production resteront inchangés ; par ailleurs, pendant ces 2 campagnes restent également inchangés :

- les dérogations au système des contrats différenciés (prix mixte) ;
- le volume de la masse de manœuvre (transferts de quotas entre entreprises), avec dérogation pour l'Espagne ;
- les dispositions concernant les aides nationales que la France et l'Italie sont autorisées à octroyer, étant entendu que pour ce qui concerne l'Italie, cette aide pourrait faire l'objet d'adaptations déterminées par les nécessités exceptionnelles liées à la restructuration de l'industrie sucrière.

Les modalités du régime à appliquer pendant les campagnes 1988/89 à 1990/91 seront décidées par le Conseil, sur base d'une proposition de la Commission, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

#### HORMONES

Lors de sa session des 19/20 décembre 1985, le Conseil a décidé de soumettre à la procédure écrite la proposition modifiée de la Commission qui reprend, pour l'essentiel, les éléments du compromis sur lequel le Conseil avait dégagé une large majorité lors de sa dernière session.

Ce texte prévoit la mise en place à compter du 1.1.1988 d'un ensemble de mesures relatives au traitement des animaux par des substances hormonales, notamment :

- l'interdiction totale pour l'ensemble de la production dans la Communauté d'administrer de telles substances à des fins d'engraissement ;
- la limitation des possibilités de traitement thérapeutique par les seules substances naturelles (œstradiol 17 B, testostérone et progestérone) ;
- la mise en place, après négociations par la Commission avec les pays tiers intéressés, d'un régime de garanties à l'importation à décider selon la procédure du Comité Vétérinaire ou à défaut la suspension des importations en provenance des pays tiers n'offrant pas les garanties demandées ;
- la mise en place des modalités de contrôles de cette interdiction par, d'une part, la mise en vigueur à la date du 1.1.1987 de la directive 85/358/CEE qui établit les règles générales pour les contrôles et, d'autre part, un accord de principe sur les fréquences des contrôles (dans le contexte de la directive contrôle des résidus qui ne pourra être formellement approuvée qu'après réception de l'avis de l'Assemblée). Schématiquement, l'orientation du Conseil sur ce dernier texte prévoit la soumission par chaque Etat membre d'un plan de contrôle à approuver selon la procédure du Comité Vétérinaire Permanent.

Dans le cadre de cette décision, le Conseil a pris acte de ce que la Commission soumettra au Comité Vétérinaire Permanent une proposition visant, dans le cadre de l'art. 9 de la directive, à accorder au Royaume-Uni une dérogation pour l'application de l'interdiction à son marché national et veillera à éviter qu'une telle dérogation ne mène à des distorsions de concurrence.

Jusqu'à l'introduction du nouveau régime, les Etats membres qui appliquent déjà l'interdiction totale pourront subordonner l'introduction sur leur territoire d'animaux et de viandes à la condition que ces animaux ne proviennent pas d'animaux traités.

#### ANNÉE EUROPÉENNE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le Conseil et les Représentants des Gouvernements des Etats membres des Communautés européennes, réunis au sein du Conseil le 14 novembre 1985, ont adopté des conclusions relatives à l'année européenne de la sécurité routière (1986) et à l'action communautaire future en matière de sécurité routière.

Compte tenu de l'importance du fléau des accidents de la circulation, la Communauté entend aussi apporter sa contribution à l'amélioration de la sécurité routière, ses initiatives s'ajoutant à celles prises tant sur le plan national que dans l'enceinte d'autres organisations internationales publiques ou privées.

Le Conseil a approuvé des actions s'articulant autour de deux grands pôles : les campagnes de sensibilisation ainsi que la législation et la recherche.

Les Etats membres ont exprimé la ferme volonté de collaborer entre eux et avec la Commission pour garantir la réussite de l'année de la sécurité routière dans la Communauté.

##### *Campagnes de sensibilisation du public*

Les programmes nationaux de sensibilisation et d'éducation routières, qui visent à faire prendre conscience au public des dangers inhérents à la circulation routière, et à faire appel au sens des responsabilités des usagers de la route, seront coordonnés au niveau communautaire. Cette coordination ainsi que les initiatives envisagées par la Commission donneront à cette année sa dimension communautaire.

Les Etats membres ont été invités à caractériser les campagnes nationales par un logo commun et à lancer l'année européenne en utilisant entre autres, une affiche commune comportant le slogan communautaire : « Europe 86 : priorité à la sécurité routière ».

Il est à signaler que parmi les orientations que les Etats membres sont invités à retenir, figure l'invitation à s'assurer du concours des médias afin qu'ils puissent contribuer à attirer l'attention du public sur les impératifs de la sécurité routière.

Le Conseil a par ailleurs demandé à la Commission de contacter les constructeurs et les importateurs d'automobiles et de deux-roues à moteur en vue de les faire renoncer à toute forme de publicité allant à l'encontre des préoccupations de sécurité routière.

La Commission étudiera en outre la possibilité d'organiser dans les écoles un grand concours européen sur les thèmes de la sécurité routière.

La délégation néerlandaise, qui assurera la présidence du Conseil lors du 1<sup>er</sup> semestre 1986, a signalé son intention de lancer solennellement l'année européenne de la sécurité routière à l'occasion de la réunion informelle des Ministres du Transport de la Communauté qui aura lieu au début de 1986.

##### *Législation et recherche*

Le Conseil a également souhaité pouvoir se prononcer, avant la fin de l'année 1986, sur une série de propositions législatives et d'actions de recherche, destinées à produire leurs effets au-delà de 1986, propositions que la Commission a l'intention de lui présenter dans les meilleurs délais.

#### CARBURANTS DE SUBSTITUTION

Lors de sa session du 11 novembre 1985, le Conseil a marqué son accord sur la proposition de directive concernant les économies de pétrole brut réalisables par l'usage de carburants de substitution.

Cette directive, qui sera adoptée formellement dans les plus brefs délais, prévoit que les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1988.



L'accord ainsi réalisé témoigne de la poursuite d'une stratégie de réduction de la dépendance de la Communauté vis-à-vis des importations de pétrole brut.

En effet, la quantité de pétrole brut utilisée pour la fabrication de l'essence pour véhicules à moteur à explosion peut être réduite en mélangeant à l'essence provenant d'hydrocarbures des carburants de substitution. De surcroît, ces derniers peuvent être produits à partir de matières premières autres que le pétrole brut.

La distribution et l'utilisation de mélanges d'essence et de carburants de substitution n'exigent au demeurant que peu ou pas de modifications des systèmes actuels de distribution de l'essence ; elles ne requièrent aucune modification des véhicules existants mus par des moteurs à explosion conçus pour fonctionner à l'essence.

Enfin, la distribution et la combustion des mélanges visés par la directive ne comportent pas de risques pour la sécurité, la santé ou l'environnement par rapport à l'essence actuellement vendue aux automobilistes dans la Communauté.

#### PROGRAMME-CADRE COMMUNAUTAIRE DE LA POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS (« MASTER PLAN ») (SESSION DU CONSEIL DU 14 NOVEMBRE 1985)

Le Conseil,

considérant la nécessité d'examiner globalement les problèmes de transport dans le but d'améliorer l'efficacité et la rentabilité du secteur et dans la perspective de la consolidation du Marché intérieur, d'une intégration harmonieuse, d'une convergence économique et du progrès social ;

considérant l'opportunité de donner aux diverses politiques nationales la possibilité de se référer à un cadre cohérent qui tiendrait compte des interdépendances réciproques ;

a adopté des conclusions concernant un programme général définissant le cadre de la politique commune des transports.

Les principaux objectifs de la politique commune des transports fixés dans le programme-cadre communautaire devront être progressivement atteints d'ici le 31 décembre 1992, contribuant ainsi à la réalisation du Marché intérieur de la Communauté, dont la politique commune des transports est une composante essentielle.

Le programme-cadre communautaire s'articule autour de quatre grandes « zones de projet » qui correspondent aux problèmes centraux de la politique commune des transports, à savoir :

- l'aménagement des axes d'infrastructure d'intérêt communautaire par lesquels passent les grands courants d'échanges entre les Etats membres ;
- le franchissement des frontières et le transit, et notamment l'ensemble des mesures et des procédures visant à simplifier et à éliminer graduellement les contrôles et les formalités aux frontières ;
- l'organisation du marché des transports en ce qui concerne les transports terrestres en général, les chemins de fer, les transports aériens et les transports maritimes ;
- la sécurité des transports intérieurs. Le Conseil s'est notamment référé aux conclusions adoptées ce jour concernant l'année européenne de la sécurité routière (1986).

#### SYSTÈME DE DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS DE TRANSPORT

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 14 novembre 1985 le règlement modifiant le règlement (CEE) n° 3164/76 relatif au contingent communautaire pour les transports de marchandises par route effectués entre Etats membres.

Le Conseil a également arrêté la directive modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres.

Ce règlement et cette directive ont pour but de mettre fin aux difficultés rencontrées lors de l'utilisation des autorisations de transport, instaurées par les réglementations communautaires, pour certains ensembles de véhicules couplés. Ils visent à généraliser, pour l'utilisation d'ensembles de véhicules, le système de la délivrance des autorisations aux véhicules tracteurs.

#### SYSTÈME COMMUNAUTAIRE D'INFORMATION POUR LE CONTRÔLE ET LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION CAUSÉE PAR LE DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES ET D'AUTRES SUBSTANCES DANGEREUSES EN MER

Lors de sa session des 28/29 novembre 1985, le Conseil a marqué son accord sur une décision visant à étendre le système communautaire d'information, instauré en 1981, portant sur les hydrocarbures, à d'autres substances dangereuses.

Le système d'information mis en œuvre sous la responsabilité de la Commission, permettra aux autorités compétentes des Etats membres de disposer des données nécessaires au contrôle et à la réduction de la pollution causée par un déversement important en mer d'hydrocarbures et d'autres substances dangereuses.

Outre les éléments déjà en place pour les hydrocarbures (2) le système comportera dorénavant un inventaire, à établir progressivement par la Commission, des moyens d'intervention en cas de déversement en mer de substances dangereuses autres que les hydrocarbures. Il appartiendra aux Etats membres de rassembler et transmettre à la Commission les informations dont ils disposent et qui sont estimées nécessaires pour l'établissement de l'inventaire.

D'autre part la Commission établira progressivement et sur base de l'expérience acquise, un recueil des informations concernant les propriétés et le comportement de substances ou de groupe de substances dangereuses autres que les hydrocarbures.

#### DIRECTIVE « BRUIT »

Lors de sa session du 5 décembre 1985, le Conseil est parvenu à un accord sur la proposition de directive qui améliorera la protection des travailleurs contre un des risques les plus répandus et importants dans l'industrie.

La directive prévoira entre autres :

- la réduction des risques résultant de l'exposition des travailleurs au bruit au niveau le plus bas qui est raisonnablement praticable ;
- lorsque l'exposition dépasse 90 dB (A), l'établissement d'un programme de mesures en vue de réduire celle-ci et, si cela n'est pas possible, l'utilisation de protecteurs individuels qui par ailleurs doivent être mis à la disposition des travailleurs à partir de 85 dB (A),
- la surveillance de la fonction auditive des travailleurs avec pour objectif le diagnostic de toute diminution de l'ouïe due au bruit,
- l'application du principe de la réduction des risques, au niveau le plus bas possible, à la conception, la construction et la réalisation de nouvelles installations,
- la consultation des représentants des travailleurs.

(2) — Une liste des plans d'intervention nationaux et conjoints pour lutter contre la pollution causée par le déversement d'hydrocarbures en mer comprenant une description succincte de leur contenu ainsi que l'indication des autorités compétentes en la matière ;  
— un inventaire des moyens de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures ;  
— un recueil concernant les propriétés et le comportement des hydrocarbures ainsi que les méthodes de traitement et utilisation finale des mélanges eaux-hydrocarbures-matières solides récupérés en mer et sur le littoral.

## DÉMARCHAGE À DOMICILE

Lors de sa session du 12 décembre 1985, le Conseil a marqué son accord sur la directive sur la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux (démarchage à domicile).

Cette directive s'applique aux contrats conclus entre un commerçant fournissant des biens ou des services et un consommateur :

- pendant une excursion organisée par le commerçant en dehors de ses établissements commerciaux, ou
  - pendant une visite du commerçant
    - chez le consommateur ou chez un autre consommateur,
    - au lieu de travail du consommateur,
- lorsque la visite n'a pas lieu à la demande expresse du consommateur.

Dans le cas des transactions visées ci-dessus, le commerçant est tenu d'informer par écrit le consommateur de son droit de résilier le contrat pendant une durée d'au moins 7 jours.

La directive entrera en vigueur 2 ans après sa notification.

## UTILISATION D'ECUs PAR DES « TIERS DÉTENTEURS »

Lors de sa session du 28 octobre 1985, le Conseil a arrêté un règlement modifiant l'article 2 du règlement 3181/78 en ce qui concerne l'utilisation d'ECUs par des « tiers détenteurs ».

Ce règlement vise à permettre aux Banques centrales de la Communauté de procéder, sur une base bilatérale et temporaire, à des transferts d'ECUs émis par le FECOM à des Banques centrales de pays tiers et à des institutions monétaires internationales.

Cette décision faisait partie du paquet des mesures destinées à renforcer le Système monétaire européen que les Gouverneurs des Banques centrales avaient décidé à Bâle le 12 mars dernier et que les Ministres des Finances avaient approuvé lors de leur réunion informelle à Palerme les 13/14 avril 1985.

Les autres mesures — qui ont déjà été mises en application par des accords entre Banques centrales — portaient sur :

- la mobilisation des positions créditrices nettes en ECUs pour faire face à un besoin de monnaies d'intervention ;
- l'augmentation du taux d'intérêt sur les positions en ECUs ;
- la limite d'acceptabilité pour l'ECU.

## PRÊT COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DE LA GRÈCE

Lors de sa session du 18 novembre 1985, le Conseil a marqué son accord sur l'octroi d'un prêt communautaire de 1 750 millions d'ECUs en faveur de la République hellénique, dans le cadre du règlement 682/81 relatif au mécanisme des emprunts communautaires destinés au soutien des balances des paiements des Etats membres.

Le prêt est mis à la disposition de la République hellénique en deux tranches égales successives :

- la première tranche dès conclusion des opérations d'emprunt ;
- la seconde tranche dans le délai d'un an après le versement de la première tranche et, en tout cas, pas avant le 1er janvier 1987, la libération de la seconde tranche étant effectuée, au vu de l'examen, de l'évolution de la situation économique de l'Etat membre bénéficiaire et des résultats obtenus dans la réalisation du programme de redressement économique mis en œuvre.

Le prêt est accordé en fonction de la décision prise par la Grèce de mettre en œuvre un programme de redressement économique.

La Commission, en collaboration avec le Comité monétaire, examine à intervalles réguliers l'évolution de la situation économique de la Grèce et la réalisation du programme de redressement mis en œuvre.

## FEDER - ADHÉSION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL

Lors de sa session du 17 décembre 1985, le Conseil a marqué son accord sur les adaptations au règlement relatif au Fonds européen de développement régional nécessaires pour tenir compte de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Pour l'essentiel, ce règlement vise à insérer les deux nouveaux Etats membres dans le système des fourchettes du FEDER et à leur permettre de bénéficier dès l'adhésion de l'intervention du Fonds.

Les nouvelles fourchettes pour l'utilisation des ressources du FEDER sont les suivantes :

(en %)

Etat membre	Limite inférieure	Limite supérieure
Belgique	0,61	0,82
Danemark	0,34	0,46
Allemagne	2,55	3,40
Grèce	8,36	10,64
Espagne	17,97	23,93
France	7,48	9,96
Irlande	3,82	4,61
Italie	21,62	28,79
Luxembourg	0,04	0,06
Pays-Bas	0,68	0,91
Portugal	10,66	14,20
Royaume-Uni	14,50	19,31

Le règlement prévoit en outre que, jusqu'au 31 décembre 1990 par dérogation aux règles générales, les taux de participations du Feder au financement des projets et programmes dans les régions portugaises peuvent être augmentés de 20 points avec un maximum de 70 %.

## ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIÈRES (O.P.C.V.M.)

Lors de sa session du 18 novembre 1985, le Conseil a approuvé deux directives :

- portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les o.p.c.v.m. ;
- concernant la libération des transactions sur les parts émises par les o.p.c.v.m.

L'adoption des deux directives constitue une contribution importante à l'achèvement du marché intérieur, en particulier du marché européen des capitaux, et répond ainsi aux vœux des milieux intéressés.

En ce qui concerne la coordination, celle-ci vise notamment à introduire des règles minima communes en ce qui concerne l'agrément, le contrôle, la structure et la politique d'investissement des o.p.c.v.m. qui tombent dans le champ d'application de la directive ainsi que les informations qu'ils doivent publier.

Par cette coordination, d'une part, on assure un niveau de protection des investisseurs équivalent dans l'ensemble de la Communauté ; d'autre part, on rapproche les conditions de concurrence entre les o.p.c.v.m. concernés.

Ces deux aspects permettent de prévoir qu'un o.p.c.v.m., une fois agréé par les autorités de l'Etat membre d'origine, pourra librement commercialiser ses parts dans l'ensemble de la Communauté, sans devoir demander l'autorisation de l'autorité du pays de commercialisation.

Ainsi, cette directive constitue une exemple d'application du principe du contrôle par le pays d'origine.



Elle vise les organismes qui réunissent, par l'émission de parts, les fonds d'un certain nombre d'investisseurs et qui placent les capitaux recueillis suivant des critères précis de répartition de risques. Ces placements s'effectuent exclusivement en actions, obligations ou autres titres admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociés sur tout autre marché en fonctionnement régulier, reconnu officiellement et ouvert au public. Ces valeurs doivent être transférables et leur prix doit être déterminé avec précision à tout moment ou selon une périodicité convenue. Ces organismes assurent — en principe — aux épargnants une diversification de leurs placements aussi faible que soit leur participation et visent à une sélection et à une mise à jour plus rigoureuse de leurs placements qu'ils ne pourraient atteindre individuellement.

La technique utilisée qui permet de s'adresser aux petits épargnants inexpérimentés implique une protection plus poussée de ceux-ci. Les milieux économiques trouveront sur le plan européen un instrument efficace de promotion des capitaux à risque, ce qui donnera une impulsion significative à l'investissement et à l'innovation.

Néanmoins, le champ d'application de la directive ne couvre pas tous les o.p.c.v.m. et un certain nombre d'entre eux continueront à exister et à opérer comme avant, soumis aux seules réglementations nationales non harmonisées du fait qu'ils suivent une politique de placement qui est incompatible avec les règles établies par la directive. Dans la mesure qui s'avèrera nécessaire, ils seront soumis à une coordination ultérieure.

La directive de libération des transactions sur les parts émises par ces organismes doit permettre, une fois les législations et les structures harmonisées, de supprimer les restrictions existantes à la libre circulation des parts d'o.p.c.v.m.

#### PROGRAMME « COMETT »

Lors de sa session du 5 décembre 1985, le Conseil a dégagé un accord politique au sujet de la proposition de la Commission qui vise à renforcer la coopération, dans la Communauté, entre universités et entreprises en matière de formation dans le domaine des technologies.

Le programme « COMETT » — qui constitue un complément important aux programmes communautaires en matière de recherche et de développement — aura une durée de quatre ans : à la suite d'une phase préparatoire (1986); il entrera dans une phase opérationnelle (1987-1989).

La dotation financière estimée nécessaire pour la période de 4 ans est de 65 MECUs ; ce montant sera réparti selon une certaine clé sur les différents volets du programme.

Lors de la mise en œuvre du programme, la Commission sera assistée d'un Comité composé de représentants des Etats membres.

Les objectifs du programme « COMETT » sont entre autres les suivants :

- donner une dimension européenne à la coopération entre universités et entreprises dans le domaine de la formation portant sur l'innovation, le développement et l'application des technologies nouvelles ;
- développer le niveau de formation en réponse aux changements technologiques et aux mutations sociales ;
- améliorer l'offre de formation aux niveaux local, régional et national.

### III. — Relations extérieures

#### ACCORD DE COOPÉRATION CEE/CENTRE AMÉRICAIN

1. La signature de l'Accord de coopération entre, d'une part, la Communauté économique européenne et, d'autre part, les pays parties au Traité général d'intégration économique centre-américaine (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Ni-

caragua) ainsi que Panama, est intervenue le 12 novembre 1985, à l'occasion de la deuxième réunion ministérielle entre la Communauté européenne et les pays d'Amérique Centrale tenue à Luxembourg les 11 et 12 novembre 1985.

2. Cet accord constitue, avec l'institutionnalisation du dialogue politique intervenue à cette même occasion, la concrétisation des conclusions convenues lors de la première Conférence ministérielle tenue à San José de Costa Rica les 28 et 29 septembre 1984 visant à renforcer, développer et institutionnaliser les relations entre les deux régions.

3. L'Accord de coopération est un accord de caractère évolutif qui fixe les objectifs et les modalités d'actions dans les domaines de la coopération économique, de la coopération commerciale et de la coopération au développement.

4. En matière de coopération économique, les parties s'engagent, dans la limite de leurs compétences, à établir entre les deux régions la coopération la plus étendue possible, qui n'exclue à priori aucun domaine de coopération et tient compte de leurs degrés différents de développement.

L'objectif de cette coopération sera de contribuer, d'une manière générale, au développement de l'économie des parties et à l'élévation de leurs niveaux de vie et, notamment, de :

- promouvoir le développement de l'agriculture et de l'élevage ainsi que le développement industriel, agro-industriel et énergétique ;
- encourager le progrès technologique et scientifique ;
- créer de nouvelles possibilités d'emploi ;
- favoriser le développement régional et encourager le processus de l'intégration économique régionale et le développement du commerce intra-régional ;
- protéger et améliorer l'environnement ;
- encourager le développement rural ;
- ouvrir de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux marchés.

5. En ce qui concerne la coopération commerciale, les parties contractantes s'engagent à promouvoir un développement harmonieux, une diversification et une amélioration qualitative de leurs échanges commerciaux par des actions appropriées avec l'objectif de les développer au niveau le plus élevé possible, en tenant compte du niveau respectif de développement des deux parties.

Par ailleurs, les deux parties s'accorderont mutuellement la clause de la nation la plus favorisée, en tenant compte du fait que la plupart des pays de l'Isthme centre-américain ne sont pas membres du GATT.

6. Dans le contexte de la coopération au développement, la Communauté reconnaît que les pays de l'Isthme centre-américain constituent une région en développement. En vue de consolider et d'accélérer leur développement et de renforcer, en particulier, le processus d'intégration régionale, la Communauté mettra en œuvre des actions d'aide au développement en faveur des pays de l'Isthme, dans le cadre de programmes qu'elle applique aux pays en voie de développement. Dans le cadre de ces efforts, une importance particulière sera donnée aux projets de développement rural intégré, aux actions communes de formation, aux activités visant à atteindre, au niveau régional, l'autosuffisance alimentaire et une meilleure situation de santé.

Les parties contractantes chercheront, en outre, à faciliter et encourager, de manière appropriée, la coopération entre les institutions financières des deux régions.

Par ailleurs, dans une déclaration annexée à l'Accord, la Communauté se déclare prête à faire en sorte que l'aide globale octroyée sous toutes ses formes à la région centre-américaine soit augmentée substantiellement pendant la durée initiale de l'Accord et dans le cadre de la mise en œuvre des procédures communautaires pertinentes.

7. L'Accord institue une commission mixte de coopération chargée essentiellement d'étudier et de favoriser les actions nécessaires afin de rendre effective la coopération faisant l'objet de l'Accord.

8. L'Accord aura une durée initiale de cinq ans et pourra être prorogé tacitement pour des périodes de deux ans.

## RELATIONS COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE - CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE

1. Une réunion au niveau ministériel s'est tenue le 14 octobre 1985 à Luxembourg entre la Communauté européenne et le Conseil de coopération du Golfe.

2. Le Conseil de coopération du Golfe était représenté par le Cheik Sabah Al-Ahmad al Jaber, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Koweït, président du Conseil ministériel du Conseil de coopération du Golfe et M. Abdullah Yacoub Bishara, Secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe\*\*).

3. La Communauté européenne était représentée par M. Jacques Poos, vice-président du gouvernement, ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, président du Conseil des ministres des Communautés européennes et par M. Claude Cheysson, membre de la Commission des Communautés européennes.

4. Les représentants des Communautés européennes se félicitent du développement rapide du Conseil de coopération du Golfe, organisation régionale dont les activités sont consacrées à la coordination, l'intégration et l'interconnexion dans tous les domaines entre ses Etats membres en vue de réaliser l'unité entre eux. Ils reconnaissent les succès obtenus par le Conseil dans l'approfondissement et le renforcement des relations, des liens et des perspectives de coopération entre les peuples de la région du Golfe dans les domaines politique, culturel, économique et commercial.

5. Les représentants du Conseil de coopération du Golfe reconnaissent le rôle croissant que joue la Communauté européenne en tant que facteur de stabilité économique et politique et comme instrument d'équilibre dans les relations internationales. Ils se félicitent du caractère d'ouverture vers l'extérieur de cette intégration démontré par la détermination, de la part de la Communauté, de coopérer avec les organisations régionales et notamment avec le Conseil de coopération du Golfe.

6. Les ministres reconnaissent que la coopération entre le Conseil de coopération du Golfe et la Communauté constitue un instrument complémentaire et non pas un moyen de substitution du dialogue Euro-arabe.

7. Soulignant les liens amicaux et traditionnels existant entre les deux régions, les deux parties mettent en relief l'importance économique et politique qu'elles attachent au développement futur de leurs relations et leur volonté commune de les approfondir et de les consolider.

8. Les ministres expriment leur satisfaction concernant l'évolution des relations économiques entre les deux régions au cours de ces dernières années. Ils s'efforceront d'améliorer et de renforcer ces relations dans l'avenir. A cette fin, et compte tenu des pourparlers exploratoires qui ont déjà eu lieu, les ministres conviennent que les discussions doivent désormais franchir une nouvelle étape plus active. L'objectif est de conclure un accord global et mutuellement avantageux en vue de promouvoir la coopération commerciale et économique la plus large possible entre le Conseil de coopération du Golfe et la Communauté européenne. Les deux parties reconnaissent que la conclusion rapide d'un accord est indispensable en vue de créer un cadre qui leur permettrait d'œuvrer dans un climat favorable. L'accord devrait se présenter sous une forme adaptable propre à refléter l'évolution de la situation dans les deux régions.

9. Un tel accord illustrerait l'interdépendance économique existant entre le Conseil de coopération du Golfe et la Communauté. Les domaines couverts comprendraient notamment l'énergie, la coopération industrielle, les investissements, les transferts de technologie et la formation. Les ministres ont décidé d'annoncer le début des discussions à haut niveau qui auront pour objet d'explorer de manière approfondie les questions de fond à traiter lors de la négociation d'un tel accord.

10. Les ministres conviennent que la réunion du Luxembourg constitue un progrès d'importance historique dans les relations entre le Conseil de coopération du Golfe et la Communauté et qu'elle a été très utile et profitable pour les deux parties.

## RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

### ACIER

Lors de sa session des 9/10 décembre 1985, le Conseil a arrêté les textes juridiques en vue de la conclusion et de l'application des arrangements avec les Etats-Unis dans le domaine de la sidérurgie à savoir :

— les règlements :

— relatif à la conclusion d'un arrangement prorogeant et modifiant l'arrangement du 21 octobre 1982 concernant les échanges de certains produits sidérurgiques ;

— modifiant le règlement (CEE) n° 2870/82 relatif aux restrictions à l'exportation de certains produits en acier vers les Etats-Unis d'Amérique ;

— relatif à la conclusion d'un arrangement prorogeant l'arrangement du 10 janvier 1985 concernant les échanges de tubes et tuyaux en acier ;

— modifiant le règlement (CEE) n° 60/85 relatif aux restrictions à l'exportation des tubes et tuyaux en acier vers les Etats-Unis d'Amérique.

— les avis conformes sur les projets de décision CECA de la Commission :

— relatif à la conclusion d'un arrangement prorogeant et modifiant l'arrangement du 21 octobre 1982 concernant les échanges de certains produits sidérurgiques ;

— modifiant la décision n° 2872/82/CECA relative aux restrictions à l'exportation de certains produits en acier vers les Etats-Unis d'Amérique.

Les principaux éléments de cet accord prévoient que :

— l'Arrangement Acier au Carbone de 1982, qui intègre désormais l'Arrangement Complémentaire qui a couvert les produits « à consultation » en août 1985, ainsi que l'Arrangement Tubes et Tuyaux de janvier 1985, sont prorogés séparément et sans modification jusqu'à la date du 30 septembre 1989 ;

— la couverture de l'Arrangement Acier au Carbone, outre les 10 produits de l'Arrangement de 1982 et les 11 produits « de consultation », est étendue à 5 nouveaux produits : stainless wire, fabricated structurals, wire strand, wire rope, other stainless steel ;

— pour les produits déjà soumis à restrictions, la Commission a obtenu une quantité additionnelle de 150 000 N.T. qui se répartit entre : 125 000 N.T. pour les 10 produits de l'Arrangement de 1982 et 25 000 N.T. pour les 11 produits dits « de consultation ». Pour les produits nouveaux, le niveau d'exportation de la Communauté a été fixé en moyenne au niveau de nos exportations de 1984 moins 5 % ;

— pour les produits en acier inoxydable que le gouvernement américain avait soumis à des mesures de sauvegarde au mois d'août 1983, la Commission a négocié le régime suivant :

— pour la catégorie des produits plats soumis à des augmentations tarifaires (à l'exception de certaines qualités qui échappent à l'autolimitation) : un plafond de 47 000 N.T. ;

— pour la catégorie des produits longs et des « aciers outil » : un plafond de 20 000 N.T. (à comparer au quota unilatéral actuel de  $\pm$  16 000 N.T.) ;

— ce régime quantitatif entrera en vigueur lorsque seront annulées les mesures unilatérales actuelles. La Communauté, pour sa part, mettra fin aux mesures de rétorsion prises au début de 1984. De plus, les mesures anti-dumping et les droits compensateurs qui s'appliquent actuellement à certaines de nos exportations de ces produits seront également suspendues.





Il est rappelé par ailleurs que les demi-produits ne sont pas soumis à l'autolimitation et demeurent comme ils le sont actuellement, « produits de consultation » soumis aux dispositions de l'Article 10 de l'Arrangement. Egalement les produits ci-après seront soumis à la clause de consultation : certain band saw steel et galvanized wire fencing, plateformes pétrolières (oil rigs), rails électriques (conductor rails).

#### FRUITS EN BOITE

Lors de sa session des 9/10 décembre 1985, le Conseil a arrêté la décision relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la CEE et les Etats-Unis concernant les fruits en boîte et les raisins secs. Cet échange de lettres règle le différend commercial avec les Etats-Unis sur le régime de l'aide à la transformation des fruits en boîte.

#### POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE DE LA COMMUNAUTÉ ÉLARGIE

Lors de sa session des 25/26 novembre 1985, le Conseil a marqué son accord sur les directives de négociation permettant à la Commission d'ouvrir les négociations avec les pays méditerranéens en vue de l'adaptation des accords de coopération et d'association suite à l'élargissement.

Ces directives s'inscrivent dans le cadre de la déclaration du Conseil du 30 mars 1985 par laquelle le Conseil avait notamment exprimé l'intention de la Communauté de s'employer, d'une part, à assurer le maintien des courants traditionnels d'échanges et de prendre, d'autre part, des initiatives dans le domaine de la réduction du déficit agro-alimentaire des pays méditerranéens et de la diversification de leurs productions. Les directives de négociation, approuvées par le Conseil, comportent un volet agricole, un volet industriel et un volet coopération.

En ce qui concerne Chypre, les directives visent également à ouvrir des négociations avec ce pays en vue de définir le contenu de la deuxième étape de l'Accord d'association, comportant à son terme la réalisation intégrale d'une union douanière.

Au terme de ses travaux, le Conseil a constaté que l'accord intervenu permettait à la Commission d'ouvrir incessamment les négociations avec les pays méditerranéens en vue de définir les relations futures avec ces pays, relations qui revêtent une importance particulière pour la Communauté élargie.

#### PROTOCOLE FINANCIER CEE-MALTE

Le 4 décembre 1985 est intervenue la signature du deuxième Protocole financier CEE-Malte qui prendra la relève du premier Protocole venu à échéance à la fin du mois d'octobre 1983.

Le nouveau Protocole a été signé, pour la Communauté, par M. l'Ambassadeur J. Weyland, représentant permanent du Grand-Duché de Luxembourg et président du Comité des Représentants permanents, et par M. J. Durieux, conseiller hors classe à la direction générale des relations extérieures de la Commission, et, pour la République de Malte, par M. l'Ambassadeur P. Farrugia, délégué permanent de la République de Malte auprès de la C.E.E.

Au titre de ce deuxième Protocole financier, la Communauté participera au financement d'actions destinées à contribuer au développement économique et social de Malte à concurrence d'un montant de 29,5 MECUs répartis comme suit : 16 MECUs de prêts de la Banque Européenne d'Investissement sur ses ressources propres et 13,5 MECUs de ressources budgétaires de la Communauté dont 3 MECUs sous forme de prêts spéciaux et 10,5 MECUs sous forme d'aides non remboursables.

Ce nouveau protocole viendra à échéance cinq ans après l'expiration du premier Protocole, soit le 31 octobre 1988.

Les deux parties, en procédant à la signature de ce deuxième Protocole financier ont déclaré que cette signature, intervenant après de longues et difficiles négociations, devait

être considérée comme la première étape vers le rétablissement complet de relations fructueuses et harmonieuses entre Malte et la Communauté.

#### RELATIONS AVEC L'AUTRICHE DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS

Dans le cadre des négociations engagées avec la Communauté et l'Autriche dans le domaine des transports depuis 1981, le Conseil, lors de sa session du 24 juin 1984, avait noté avec intérêt la suggestion de la Commission d'ouvrir des discussions avec l'Autriche dans le secteur des chemins de fer et des transports combinés. Le Conseil a marqué son accord lors de sa session du 14 novembre 1985 sur le cadre des discussions que la Commission mènera avec les autorités autrichiennes sur la coopération dans ces deux domaines.

De l'avis du Conseil une coopération plus étroite entre la Communauté et l'Autriche dans ces domaines pourrait porter sur :

- le développement de l'infrastructure ;
- la coopération technique et administrative dans le domaine ferroviaire ;
- la gestion commerciale des chemins de fer, y compris des tarifs.

Le Conseil a reconnu que cette coopération pourrait également porter sur des questions telles que l'investissement dans le domaine des équipements ferroviaires, la simplification des contrôles aux frontières et des formalités douanières.

#### COORDINATION DES POLITIQUES ET ACTIONS DE COOPÉRATION

(Communication du Conseil du 4 novembre 1985)

Ayant pris connaissance du rapport de la Commission sur la mise en œuvre de la résolution du Conseil du 5 juin 1984 relative à la coordination des politiques et des actions de coopération au sein de la Communauté.

Le Conseil :

— se félicite des résultats obtenus, qui portent à un niveau encore inégal la coordination des aides au sein de la communauté, en ce qui concerne tant l'échange d'informations que la coordination sur place et l'appui aux politiques sectorielles ;

— note la relation entre une coordination poussée entre les principaux donneurs, centrée sur la coopération avec les pays bénéficiaires, et la prise de conscience d'un nombre grandissant de ces pays quant à la nécessité d'entreprendre des réformes et d'ajuster leurs politiques de développement en fonction d'objectifs prioritaires ;

— constate que cette coordination renforcée au sein de la Communauté a un impact d'autant plus grand qu'elle coïncide avec la prochaine entrée en vigueur de la troisième Convention ACP-CEE de Lomé, et qu'elle s'intègre dans le dialogue convenu entre les Parties contractantes à cette Convention sur la recherche des voies et moyens de rendre les instruments de cette coopération toujours plus efficaces, dialogue qui se concrétise notamment dans l'exercice de programmation en cours ;

— constate qu'il existe encore une marge d'amélioration et préconise à cet égard le renforcement et l'extension à tous les Etats membres du système d'information régulier déjà établi entre la plupart d'entre eux et la Commission, l'information devant être systématique et circuler dans les deux sens ;

— dans ce contexte, il estime que ce processus gagnerait à comporter, chaque fois que possible, la communication de documents pertinents par pays dont les administrations disposent ; ceci pourrait conduire, par exemple, à la transmission en temps opportun de données concernant les aides envisagées pour permettre la meilleure coordination possible ;

— estime que le système de réunions et d'échanges d'informations intra-communautaire existant dans les PVD concernés



doit être renforcé ; rappelle l'utilité, notamment lorsque des missions de haut niveau de la Commission ou des Etats membres se rendent dans les pays concernés, de conversations systématiques avec le Délégué de la Commission et les Représentants des Etats membres sur place ;

— rappelle l'importance qu'il attache aux rapports périodiques à établir sur place par les représentants de la Commission et des Etats membres accrédités dans les pays en développement bénéficiaires de l'aide communautaire, selon le schéma indicatif qu'il a approuvé le 23 mai 1985 ;

— convient de revenir sur cette importante question de coordination, une fois que la programmation prévue par la Convention de Lomé aura été menée à terme en 1986, en vue de tirer profit de l'expérience acquise dans la perspective des actions à mener par la Communauté et les Etats membres envers l'ensemble des pays en voie de développement.

#### **L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LA SITUATION DES FEMMES DANS LES PVD** (Communication du Conseil du 4 novembre 1985)

Le Conseil :

— conscient du fait que les femmes sont des agents importants dans le processus de développement de leurs pays ;

— confirme les conclusions qu'il a adoptées en cette matière le 8 novembre 1982 ;

— rappelle que la troisième Convention de Lomé prévoit spécifiquement la prise en compte du rôle des femmes dans la coopération au développement ; dans ce contexte, et en vue d'une amélioration de la situation économique et sociale des femmes, il estime que la Communauté, dans son dialogue avec les autorités compétentes, devrait mettre en exergue les avantages qui pourraient découler d'une meilleure intégration des femmes ;

— a pris note des résultats de la Conférence mondiale de l'ONU concernant le statut des femmes ;

— a pris note du rapport de la Commission sur la mise en œuvre des conclusions précitées, des résultats des réunions d'experts convoquées par la Commission ainsi que des observations formulées par le vice-président Nataï ;

— prend note de la révision, entreprise par la Commission pour tenir compte du rôle des femmes, de son Manuel d'Instruction et d'Evaluation des projets ;

— souligne la nécessité de consulter les femmes sur la mise en œuvre des projets financés par la Communauté ;

— confirme qu'il y a lieu, dans la préparation, le suivi et l'évaluation ex-post des projets, de faire l'étude du milieu ;

— réaffirme l'importance du rôle des femmes dans le développement, qui doit être pris en compte dans tous les cas, lors de la préprogrammation, de la programmation et de l'étude des projets, et lors du financement de ces derniers par la Communauté ; à cet effet, des mesures spécifiques pourraient utilement être entreprises pour renforcer la contribution des femmes dans le développement ;

— souhaite que le personnel féminin dans l'assistance technique connaisse un accroissement notable ;

— souhaite que les contacts avec les organisations féminines dans les PVD, tels qu'ils ont été établis par la Commission, notamment sous forme de séminaires régionaux, soient intensifiés. Les contacts avec des associations de femmes au niveau des villages doivent également être recherchés ;

— invite la Commission à faire tous les efforts pour établir dorénavant une ventilation par sexe des données statistiques disponibles relatives aux projets présentés au financement communautaire ;

— invite la Commission à poursuivre ses actions en vue de promouvoir — dans la ligne des conclusions précédentes — une participation plus concrète de la femme dans les programmes et actions de développement et compte revenir sur cette question lors de sa prochaine réunion, si possible sur la base d'un premier rapport de la Commission et des informations qui seraient communiquées par les Etats membres sur leurs expériences dans ce domaine.



# BIBLIOGRAPHIE

□ Pierre LEDOUX, **La France, pays neuf**, collection Politique d'aujourd'hui, Paris, PUF, 1985, 214 pages.

Un livre écrit par un banquier de renommée internationale et qui livre ici la substantifique moelle de sa grande expérience. Particulièrement intéressant pour les lecteurs de la présente revue est le chapitre 9, intitulé « Une France européenne » où l'auteur plaide en faveur de la poursuite de la construction européenne et plus spécialement pour une Europe industrielle (par des réalisations concrètes et spécifiques) et une Europe monétaire (via une union économique à plusieurs vitesses).

R.P.

□ Fr. CAPOTORTI, M. HILF, Fr. JACOBS, J.P. JACQUE, **Le Traité d'Union européenne, Commentaire du projet adopté par le Parlement européen**, Bruxelles, Collection dirigée par l'Institut d'Etudes européennes aux Editions de l'Université de Bruxelles, 1985, 307 pages.

Commentaire article par article du Traité. La Commission institutionnelle du Parlement avait bien fait les choses en se faisant assister par quatre professeurs de Droit déjà spécialistes de questions européennes. Sans doute dans leur compromis de décembre 1985 les Etats membres ont-ils été beaucoup moins loin que les parlementaires et le travail de celui-ci risque d'être remis mais celui-ci ne saurait être inutile pour aiguillonner les Etats membres. Le commentaire collectif est particulièrement intéressant en éclairant d'une nouvelle manière le partage de compétences entre Union et Etats, opéré par le projet.

□ R.G. SNYDER, **Law of the Common Agricultural Policy**, Londres, Sweet and Maxwell, 1985, 181 pages + XXXIV.

*Contenu* : La PAC, ses principes et objectifs, sa fabrication et son application, les organisations communes du marché, les prix et les mécanismes financiers, la question des surplus, la politique de structure.

*Observations* : Etude nourrie de jurisprudence de la Cour de Justice communautaire de la PAC et de ses problèmes.

□ **L'application du Droit communautaire par les Etats membres**. Documents de travail de l'Institut européen d'Administration publique, Maastricht (Pays-Bas), 1985, 359 pages.

*Contenu* :

I. Synthèses nationales de cette application dans les Etats membres.

II. Etude dans divers Etats membres de la mise en application de quatre textes : la directive agriculture de montagne, la directive sur la qualité des eaux de baignades, le règlement ressources propres (cas des droits de douane), la gestion d'un accord textiles (celui avec la Thaïlande). Quelques cas spécifiques par pays : France, le dossier viande ovine : Royaume-Uni, le règlement tachygraphe...

III. Tableaux synoptiques.

IV. Quelques conclusions comparatives sur le rôle des Parlements, celui des régions, l'attitude des administrations nationales...

*Observations* : un très intéressant travail étudiant, intelligemment choisi et bien mené. Même le spécialiste de droit communautaire y apprend beaucoup.

D.V.

# DROIT SOCIAL

Direction : Jean-Jacques Dupeyroux

NUMÉRO SPÉCIAL

## Les alternatives aux licenciements

N° 9-10 SEPTEMBRE-OCTOBRE 1985

Raymond SOUBIE : Quelques observations sur les accords  
« donnant-donnant ».

\*  
\* \*

Jean-Marc BERAUD : La procédure de la réduction d'horaire.

Jean-Marc SPORTOUCH : Le contenu de la décision de réduction de temps du travail.

Laurent BALART : Les réformes du chômage partiel (1984-1985).

Henry BLAISE : Les droits individuels des salariés face à une réduction de temps de travail.

\*  
\* \*

Gérard COUTURIER : Le plan social : aspects juridiques.

Jean-Yves HOCQUET : Les conventions du fonds national de l'emploi.

Antoine LYON-CAEN : Analyse juridique des congés de conversion.

Rose-Marie VAN LERBERGHE : Le nouveau dispositif des congés de conversion.

Marie-Hélène DEBART et Gérard MOREAU : Le retour et la réinsertion des travailleurs étrangers aux pays d'origine.

\*  
\* \*

Jean SAVATIER : La résiliation amiable du contrat de travail.

\*  
\* \*

Alain BANCAUD : L'idéal juridique réalisé : les colloques de la revue *Droit social*.

DROIT SOCIAL - 3, rue Soufflot

75005 Paris

(1) 46.34.10.30

REVUE DE

# L'ÉNERGIE

NUMÉRO SPÉCIAL

## MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES NUCLÉAIRES UNE PREMIÈRE COMPARAISON INTERNATIONALE FRANCE — ÉTATS-UNIS

### sommaire

**Préface**, par André GIRAUD, directeur du Centre de Géopolitique de l'énergie et des matières premières, ancien ministre.

**Présentation**, par Mme BERLIOZ-HOUIN, administrateur de l'université de Paris-Dauphine.

**Ouverture**, par Albert ROBIN, directeur général adjoint d'Électricité de France.

**Comparaison des programmes nucléaires France-États-Unis : présentation de l'étude et du colloque**, par Pierre ZALESKI, directeur adjoint du Centre de Géopolitique de l'énergie et des matières premières.

**U.S. Electricity needs VS planned capacity additions**, par Dr. Chauncey STARR, vice-président du conseil d'administration de l'EPRI (Electric Power Institut), et Milon F. SEARL.

**Les performances économiques du programme nucléaire français**, par G. MOYNET, chef adjoint de département (EdF) et J.-C. SOL, ingénieur (EdF).

**Les expériences américaines de construction des centrales nucléaires et les coûts du kWh installé**, par John CROWLEY, manager of Technical Service (United Engineers and Constructors Inc).

**Coûts du kWh électrique des centrales fonctionnant « en base »**, par Lucien GOUNI, directeur adjoint (EdF).

**Comparative Review of U.S. and French Power Plant Construction Projctcs**, par Chaim BRAUN, technical manager (EPRI).

**Quelques réflexions suggérées par la comparaison des expériences françaises et américaines**, par Pierre BACHER, directeur adjoint, direction de l'équipement, EdF.

### Interventions.

**Intervention de Gérard RENON**, administrateur général (CEA).

**Allocutions de Marcel BOITEUX**, président d'EdF.

### Interventions

**Faits et travaux du mois.**

N° 374 — Prix : 70 F TTC

Revue de l'Énergie, 3 rue Soufflot 75005 Paris — Tél. : (1) 46.34.10.30